



CPS
Secrétariat général
de la Communauté
du Pacifique

Rapport annuel 2014

Rapport annuel

2014



CPS

Secrétariat général
de la Communauté
du Pacifique

Nouméa, Nouvelle-Calédonie, 2015

© Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2015

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales lucratives sous quelque forme que ce soit. Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

Rapport annuel 2014 du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
(Rapport annuel de la CPS/Secrétariat général de la Communauté du Pacifique)

ISSN 1017-1983

1. Secrétariat général de la Communauté du Pacifique – périodiques

Table des matières

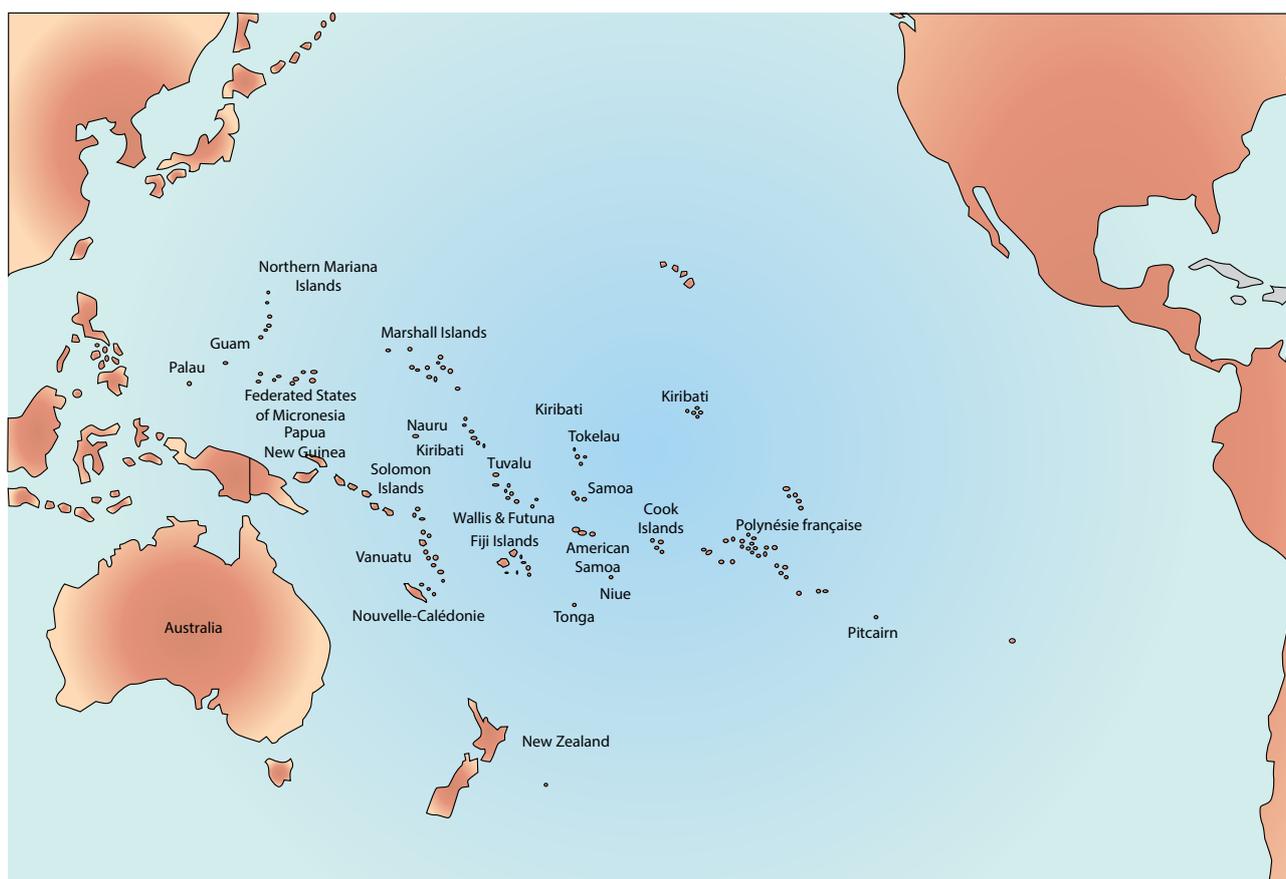
| | |
|---|----|
| Remerciements | v |
| Avant-propos | 1 |
| Dialogue de haut niveau sur le changement climatique | 2 |
| Observateur permanent auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies | 2 |
| La quarante-quatrième session du CRGA en bref | 3 |
| Évaluation du dispositif de gouvernance | 3 |
| Égalité hommes-femmes | 4 |
| Membres de la Communauté du Pacifique | 4 |
| Approches plurisectorielles | 4 |
| Effectif de la CPS | 5 |
| Engagement du personnel | 5 |
| Réduction de l'empreinte carbone | 5 |
| Nos trois objectifs | 6 |
| Premier objectif : Croissance économique durable | 6 |
| Deuxième objectif : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes | 7 |
| Troisième objectif : Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé | 8 |
| Bilan au 31 décembre 2014 | 13 |
| État des recettes et des dépenses - fonds statutaires au 31 décembre 2014 | 14 |
| État des flux de trésorerie au 31 décembre 2014 | 15 |
| Annexes aux états financiers | 16 |
| Notes relatives aux méthodes comptables | 46 |
| Recettes par source de financement pour l'exercice 2014 | 51 |
| Informations statistiques | 53 |
| État des dépenses par activité pour l'exercice 2014 | 54 |
| État des dépenses par division pour l'exercice 2014 | 54 |
| Caisse de prévoyance | 58 |
| Notes relatives aux méthodes comptables | 61 |
| Membres de la Communauté du Pacifique | 62 |

Remerciements

La CPS est une organisation intergouvernementale qui œuvre en étroite collaboration avec ses membres : Australie, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, et Wallis et Futuna. Nous tenons à les remercier pour leur soutien.

Nous remercions également nos principaux bailleurs de fonds pour leur généreuse contribution à la concrétisation des objectifs de développement de la région Pacifique :

Australie, Banque asiatique de développement, Banque mondiale, Commission des pêches du Pacifique occidental et central, Corée, États-Unis d'Amérique, Fonds pour l'environnement mondial, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, France, GIZ (Agence allemande de coopération internationale), Nouvelle-Zélande, ONU Femmes, Organisation maritime internationale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Programme des Nations Unies pour le développement, Secrétariat du Commonwealth, Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, et Union européenne.



Secrétariat général de la Communauté du Pacifique | spc@spc.int | www.spc.int

Siège : Noumea, Nouvelle-Calédonie | Antenne régionale des Fidji | Antenne régionale Pacifique Nord | Bureau de pays des Îles Salomon

Avant-propos

J'ai le plaisir de vous présenter le Rapport annuel 2014 du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique. Vous y trouverez un bref résumé des activités de cette année ainsi que les états financiers et le rapport des vérificateurs des comptes pour l'exercice considéré.

Le détail des activités menées par nos programmes figure dans le Rapport de résultats du programme de la CPS 2013-2014. Le prochain rapport de résultats sera publié au premier semestre 2016. Les activités de niveau national conduites par nos programmes en 2014 sont recensées dans les rapports-pays établis pour chacun de nos membres insulaires océaniques. Ces rapports font partie intégrante de notre dispositif de suivi-évaluation.

En 2014, nous avons amorcé un programme de réformes destiné à conforter le statut de la CPS en tant que principale organisation scientifique et technique au service du développement en Océanie. Dans ce contexte et dans l'optique générale d'améliorer l'efficacité et l'utilité du travail que nous menons au profit de nos pays membres, nous nous sommes notamment fixé l'objectif de mettre en place une approche programme intégrée permettant aux spécialistes

de différents secteurs de travailler ensemble sur les problématiques du développement tout en s'inscrivant dans une démarche pluridisciplinaire.

Nous avons choisi d'inaugurer cette approche intégrée sur deux dossiers thématiques prioritaires : changement climatique et réduction des risques de catastrophe, d'une part, et maladies non transmissibles et sécurité alimentaire, d'autre part. Si ces questions mettent clairement au défi la région, elles appellent également une action décloisonnée mettant à contribution l'ensemble de nos domaines d'intervention. Pour mettre en commun l'expertise de tous les programmes de la CPS, des groupes de travail ont été constitués en novembre 2014.

Toujours dans l'optique de renforcer l'efficacité de notre action et les résultats obtenus au regard des priorités des pays membres, nous avons également créé en 2014 une Unité d'appui aux programmes et un Comité de validation des projets. Cette nouvelle méthode de programmation, qui s'applique dès la rédaction de la note conceptuelle de projet, vise à améliorer la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes et projets à la CPS.

Ces réformes doivent également permettre à la CPS de se doter des outils nécessaires pour appuyer activement la participation des membres aux différents processus engagés sur la scène internationale. Pensons notamment aux Objectifs de développement durable, à la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (Samoa) et à son document final intitulé « Samoa, la Voie à suivre », ou encore à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) prévue fin 2015, qui vise

l'adoption d'un accord universel contraignant sur le climat. Si ces mécanismes internationaux ont d'importantes retombées pour la Communauté du Pacifique, ils ouvrent aussi de grandes perspectives en matière de développement.

À l'échelle régionale, le Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique, approuvé par les dirigeants océaniques en 2014, est en résonance directe avec notre travail et notre façon de collaborer avec les organisations membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), surtout lorsqu'il est question de mieux coordonner l'élaboration des politiques et l'offre de services à travers la région.

Nous avons également le plaisir de vous annoncer que pour la dix-neuvième année consécutive, les vérificateurs indépendants ont approuvé sans réserve les comptes de la CPS.

Le Comité d'audit et des risques, mis en place par notre organe directeur, s'est réuni à trois reprises en 2014 et, au cours de l'année, il a adopté un cadre d'assurance qualité structurant la fonction d'audit interne et la gestion des risques, un plan stratégique de gestion des risques, et un plan d'audit interne et de gestion des risques précisant la portée de la fonction d'audit pour les trois prochaines années. Le Comité s'est également penché sur le texte révisé du Règlement financier de la CPS. Nous tenons ici à remercier le Comité d'audit et des risques qui a su mener sa mission indépendante de supervision et de conseil, ainsi que l'Australie, qui n'a de cesse d'appuyer cet important mécanisme.

Le financement pérenne des futures activités de la CPS est une équation que l'on ne pourra résoudre sans une évaluation méticuleuse des priorités. Cette équation, nous cherchons activement à la réécrire, notamment en mettant davantage l'accent sur des partenariats durables. Les nouvelles conventions de partenariat signées en 2014 avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont permis d'assouplir les modalités de financement et de les rendre plus prévisibles ; elles contribuent aussi à l'efficacité de l'aide, en ce sens qu'elles permettent des approches de long terme, qui s'adaptent mieux aux priorités et aux capacités des pays que les approches projet.

Notons que c'est avant tout le climat de confiance et de coopération qui prévaut entre les membres de la Communauté du Pacifique et leur Secrétariat général qui détermine l'efficacité de notre action. À ce titre, il figurera au premier plan de notre nouveau Plan stratégique 2016-2020, établi en étroite concertation avec les membres.

Enfin, je tiens à remercier le personnel de la CPS pour son engagement et son dévouement, et à saluer le soutien que leur témoignent l'ensemble des membres de la Communauté du Pacifique et leurs partenaires. Sans leur généreux concours, nous ne pourrions continuer de proposer notre expertise, notre savoir et nos services scientifiques et techniques aux populations insulaires de l'ensemble de la région Pacifique.



Colin Tukuitonga, Directeur général

Dialogue de haut niveau sur le changement climatique



Le Président français, M. François Hollande, et les chefs d'État et de gouvernement de plusieurs pays insulaires du Pacifique ont pris part au Dialogue de haut niveau sur le changement climatique qui s'est tenu au siège de la Communauté du Pacifique, à Nouméa, le 17 novembre 2014. Cette visite était la première effectuée à la CPS par un président de la République française.

Le dialogue qui s'est ouvert sur les remarques liminaires du Président a permis aux dirigeants du Pacifique de faire entendre leurs points de vue près d'un an avant la tenue de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, que la France accueillera à Paris en décembre 2015 (« COP21 ») et qui devrait déboucher sur l'adoption d'un nouvel accord universel sur le climat.

Le dialogue a réuni le Premier ministre des Îles Cook, le Président de Kiribati, le Premier ministre de Niue, la Présidente du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, le Président de la Polynésie française, le Premier ministre de Tuvalu, le Premier ministre de Vanuatu, l'Administrateur supérieur de Wallis et Futuna, ainsi que plusieurs ministres et représentants de gouvernements océaniques. Le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, la ministre des Outre-mer, et l'Envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète se sont également associés à ces travaux afin d'examiner les défis particuliers que font naître les changements climatiques en Océanie.

Les dirigeants océaniques ont remercié la France du soutien qu'elle apporte au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, en saluant tout particulièrement la décision annoncée par le Président de la République de mettre à la disposition de la CPS un expert technique international de haut vol chargé de diriger le Programme durabilité environnementale et changement climatique dès 2015.

Ils ont également salué l'engagement de la France en faveur du succès de la COP21 ainsi que sa reconnaissance de la menace particulière que représente le changement climatique pour l'Océanie, et ils se sont engagés à appuyer la conclusion d'un accord juridiquement contraignant à la Conférence de Paris. Ils ont toutefois souligné la nécessité de trouver plus que jamais un juste équilibre entre stratégies d'atténuation et stratégies d'adaptation au changement climatique.

Étaient également représentés des partenaires du développement, dont l'Agence française de développement (AFD), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et l'Union européenne, ainsi que des organisations régionales du Pacifique, dont l'Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA), le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (FIP) et le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE).



Observateur permanent auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies

La CPS s'est vu accorder officiellement le statut d'observateur permanent auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, par la voie d'une résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2014. La catégorie des observateurs permanents auprès des Nations Unies comprend les États non membres de l'ONU, ainsi que les organisations régionales et internationales.

Cette résolution qui permet désormais à la Communauté du Pacifique de participer en qualité d'observateur aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale a été présentée par la délégation fidjienne, dans le droit fil d'une décision prise lors de la huitième Conférence de la Communauté du Pacifique, tenue en novembre 2013 et présidée par les Fidji.

En sa qualité d'observateur, la CPS peut ainsi présenter des déclarations devant cette grande instance. Le Directeur général, M. Colin Tukuitonga, a indiqué que ce statut nouvellement acquis était une avancée majeure pour la Communauté du Pacifique, lui offrant désormais la possibilité de s'assurer que les difficultés uniques que rencontrent

les États et Territoires insulaires océaniques sur le front du développement sont bien comprises par la communauté internationale et intégrées dans la prise de décision.

La quarante-quatrième session du CRGA en bref

La quarante-quatrième session du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA) s'est déroulée au siège de la CPS, du 4 au 7 novembre 2014.

Cette quarante-quatrième session du CRGA était plus interactive que les précédentes. Ce changement de cap a remporté l'adhésion des participants, comme en témoigne leur évaluation favorable de l'organisation, du programme et des travaux de la session.

Les projecteurs étaient braqués sur les résultats et l'impact de l'action menée par la CPS, au cœur du premier Rapport de résultats du programme de la CPS présenté au CRGA. Fil conducteur du rapport, ce souci du résultat marque un virage important dans les efforts déployés par la CPS pour accroître l'efficacité de l'aide qu'elle fournit à l'appui du développement des membres, qui s'est notamment traduit par l'adoption d'une approche pluridisciplinaire sur des problématiques complexes, telles que les maladies non transmissibles, le changement climatique et les risques de catastrophe.



Évaluation du dispositif de gouvernance



La session a été tout particulièrement marquée par l'adoption des recommandations de l'évaluation du dispositif de gouvernance de la CPS, conduite en 2014 par un groupe de travail composé de 11 États et Territoires membres. Le rapport prévoit notamment la refonte du dispositif actuel de gouvernance afin d'améliorer l'efficacité du CRGA, la création de sous-comités favorisant un plus grand engagement de la part des membres, et l'insertion de la CPS dans son espace institutionnel régional.

Égalité hommes-femmes

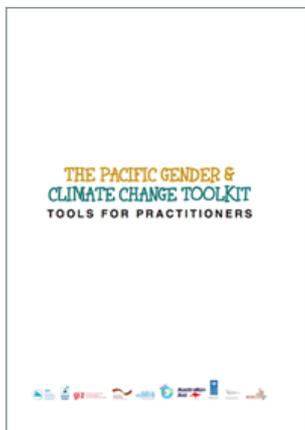


La CPS a prouvé son engagement en faveur de relations égalitaires entre femmes et hommes à l'occasion du lancement de deux initiatives.

Lors de la séance d'ouverture du CRGA, le Directeur général a ainsi lancé la campagne du ruban blanc à la CPS. Cette campagne internationale est le fruit d'un mouvement emmené par des hommes pour mettre fin aux violences faites aux femmes. Rappelant que, dans le Pacifique comme dans le reste du monde, les violences faites aux femmes et aux filles sont l'une des formes les plus insidieuses d'inégalité, M. Tukuitonga a invité l'ensemble des participants et agents de la CPS de sexe masculin à signer une déclaration par laquelle ils s'engagent à ne jamais commettre, tolérer ou passer sous silence des actes de violence perpétrés à l'égard des femmes. Afin d'aiguiser la conscience et la compréhension de ses équipes sur la problématique de la violence sexuelle et sexiste, la CPS met actuellement en œuvre des politiques révisées et ouvre des espaces d'échange et de formation destinés à ses agents et à leur entourage.

Le lancement de la Boîte à outils océanienne sur le genre et le changement climatique a mis en exergue les effets pluridimensionnels du changement climatique, ainsi que la nécessité de placer l'humain au cœur des stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Conçue par la CPS et la GIZ, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU Femmes et le Secrétariat du Programme

régional océanien de l'environnement (PROE), la Boîte à outils aidera les pays à élaborer des stratégies climatiques inclusives et sensibles au genre.



Approches plurisectorielles



Maladies non transmissibles (MNT) – Lors du débat thématique sur la crise des MNT dans le Pacifique, le CRGA a reconnu que le cadre de vie jouait pour beaucoup dans le développement de ces maladies et qu'il était aujourd'hui nécessaire d'engager des approches plurisectorielles, associant tous les grands secteurs concernés et favorisant une « intégration de la santé dans toutes les politiques ». Le CRGA a défendu le rôle moteur joué par la CPS dans la mise en place du Partenariat océanien contre les MNT, dont la mission est de renforcer les capacités et les compétences et de les mobiliser au profit des États et Territoires insulaires océaniques. Il a également apporté son soutien, d'une part, à la feuille de route relative aux MNT, élaborée suite aux appels lancés par les ministres de l'Économie des pays membres du Forum en faveur d'une réponse économique aux MNT, et, d'autre part, au groupe de travail interdivisions de la CPS sur les MNT et la sécurité alimentaire institué pour consolider cette démarche plurisectorielle.

Intégration des questions de santé aux politiques publiques



Changement climatique et catastrophes – Le CRGA a pris acte des vastes consultations menées par le comité de pilotage régional et de l'avancement des travaux de rédaction de la stratégie en faveur d'un développement résilient aux risques climatiques et aux catastrophes dans le Pacifique, nouvel instrument stratégique régional qui devrait renforcer la résilience des populations insulaires océaniques en privilégiant une gestion intégrée du changement climatique et des risques de catastrophe. Cela dit, le CRGA a fait savoir que la prochaine mouture de la stratégie devrait tenir compte des inquiétudes soulevées par les membres de la CPS, notamment sur les questions de gouvernance, les modalités de mise en œuvre, la coopération entre les différentes organisations et l'utilisation optimale des ressources.

Membres de la Communauté du Pacifique

Le CRGA a accueilli favorablement la déclaration prononcée par le Timor-Leste, réaffirmant son souhait de devenir membre de la Communauté du Pacifique, et a approuvé la procédure établie pour l'admission de nouveaux membres. Ainsi, le Gouvernement du Timor-Leste a été officiellement invité à devenir membre de la Communauté du Pacifique et a été informé de la procédure à suivre pour adhérer à la Convention de Canberra, condition préalable à l'obtention du statut de Gouvernement membre.

Le CRGA a par ailleurs accepté la proposition du Secrétariat général d'étudier les conditions d'octroi du statut d'observateur permanent aux États et organisations intergouvernementales intéressés et a approuvé la mise en chantier d'un projet de politique sur le statut d'observateur permanent, en vue de son examen à la quarante-cinquième session du CRGA.



Effectif de la CPS

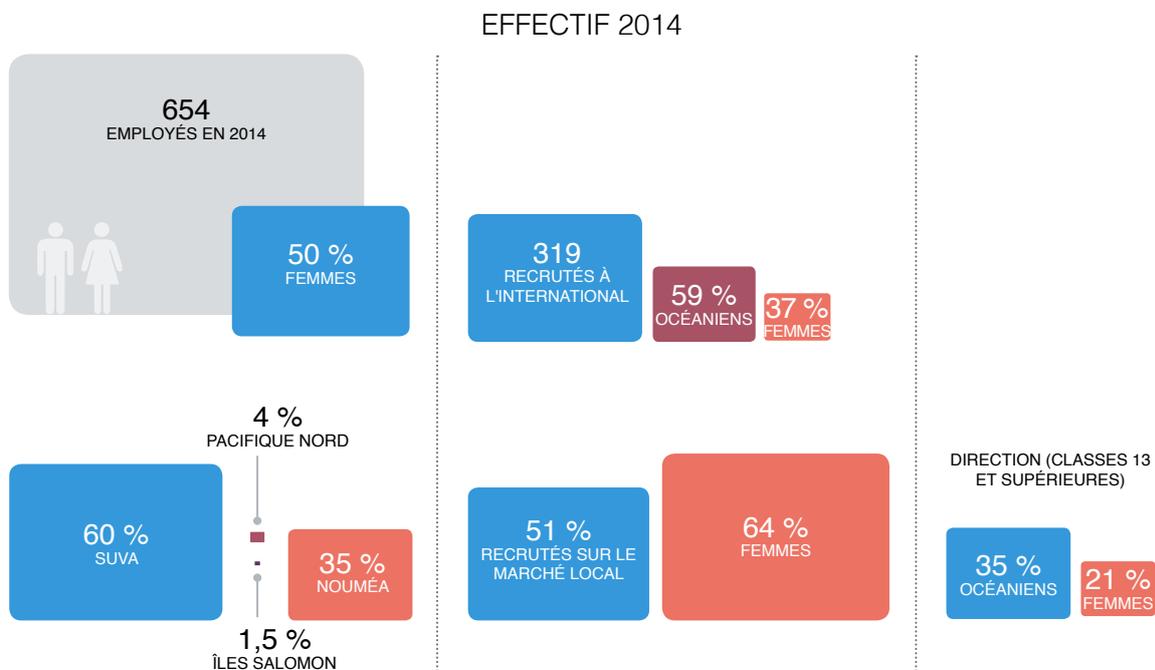
À la fin 2014, la CPS employait 654 personnes et comptait 50 % de femmes dans son effectif. Les agents recrutés à l'international représentaient 49 % du total, soit 319 agents. On trouvait dans cette catégorie de personnel 37 % de femmes et 59 % d'Océaniens, contre 64 % de femmes au sein du personnel local.

La direction de la CPS (classes 13 et supérieures) comptait 21 % de femmes et 35 % d'Océaniens. Le siège de Nouméa accueillait 227 agents (35 %), contre 388 à l'Antenne régionale de Suva (60 %) et 22 agents (4 %) à l'Antenne régionale Pacifique Nord à Pohnpei. Le Bureau de pays des Îles Salomon à Honiara employait 10 agents (1,5 %) et sept membres du personnel étaient détachés dans d'autres pays de la région.

Engagement du personnel

Une enquête sur l'engagement du personnel réalisée au moyen de la méthode d'enquête internationale Gallup Q12 a révélé que, par rapport à d'autres organisations similaires, la CPS pouvait compter sur un personnel fortement engagé envers l'institution. En revanche, l'absence de perspectives de formation et d'évolution professionnelle était un motif de mécontentement. Ce baromètre interne sera réalisé à intervalles réguliers pour mesurer l'évolution de la satisfaction du personnel.

Fidélisation et perfectionnement du personnel – Le CRGA a approuvé les projets prévus pour le renforcement de nos systèmes de recrutement, de fidélisation et de perfectionnement des talents, éléments charnières de la réussite future de l'action de la CPS. À ce titre, la règle des six ans actuellement appliquée aux contrats du personnel sera assouplie afin de réduire le nombre de départs prématurés et des crédits accrus seront réservés à la formation et au perfectionnement du personnel.



Réduction de l'empreinte carbone

Fin 2012, la CPS s'est fixé l'objectif de réduire d'ici la fin 2016 ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % par rapport à son niveau d'émission de 2011. Le programme de réduction des émissions fait partie de la Stratégie d'engagement de la CPS sur le changement climatique, adoptée par notre organe directeur en novembre 2011. Au titre de la Stratégie, la CPS a dressé un inventaire de ses émissions de gaz à effet de serre et nous avons lancé des mesures de réduction de notre empreinte carbone. Cet inventaire réalisé pour l'ensemble de nos bureaux et activités a été guidé par les directives internationales applicables à la quantification des émissions.

Au cours des deux premières années d'application du programme de réduction des émissions, nous nous sommes rapprochés de notre objectif. Au total, l'empreinte carbone de l'Organisation a été réduite d'environ 12,5 % (l'équivalent de plus de 220 tonnes de dioxyde de carbone par an), alors que la CPS ne cesse de s'agrandir, que ce soit en termes d'effectif ou d'activités, depuis 2011, année de référence pour la mesure des baisses d'émissions. Le gros de ces réductions a été obtenu grâce à des mesures de gestion élémentaires. Des mesures de plus grande ampleur, comme la révision des systèmes de climatisation de bureau, sont en prévision ou en cours de mise en œuvre, et permettront d'opérer de nouvelles réductions.

Nos trois objectifs

La CPS met son action au service de trois objectifs de développement étroitement imbriqués.

1. La région du Pacifique et ses peuples profitent d'une croissance économique inclusive et durable.
2. Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.
3. Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

Premier objectif : Croissance économique durable

En 2014, la CPS a contribué à la concrétisation de cet objectif de développement par divers résultats clés, notamment dans les domaines suivants :

Gestion des ressources naturelles : En tant que centre régional de recherche scientifique et d'information sur la pêche thonière, la CPS recueille et analyse des données sur les ressources hauturières afin de dispenser des avis scientifiques aux pays et aux organisations sous-régionales et régionales et de leur permettre ainsi de formuler des mesures appropriées de conservation et de gestion. Elle contribue également au renforcement des capacités des pays dans de nombreux domaines, et continue de gérer les collections de données régionales sur les thonidés au moyen du système de gestion des bases de données sur la pêche thonière. Les ressources halieutiques constituent la plus vaste richesse renouvelable du Pacifique, de même qu'une importante source d'emplois et de recettes.

Gestion des ressources terrestres, agricoles et forestières : En développant les capacités existantes en matière d'élaboration de politiques, d'analyse économique et de conseil technique sur les pratiques forestières et agricoles, la CPS a contribué à une gestion plus efficace des ressources.

Ressources minérales des grands fonds marins : À condition qu'elles soient gérées de manière appropriée et durable, les ressources minérales des grands fonds marins offrent de nouvelles perspectives économiques qui pourraient être synonymes de grande prospérité économique. La CPS a contribué à jeter les bases de cette gestion avisée en livrant des avis juridiques et stratégiques qui ont été adoptés par les États et Territoires insulaires océaniques.

Limites maritimes : La délimitation maritime permet une meilleure gouvernance de l'océan et favorise la gestion des ressources situées dans les limites des juridictions nationales. Par son assistance technique et la fourniture de données, la CPS aide les pays océaniques à tracer les limites de leurs eaux territoriales et à protéger leurs ressources naturelles. À ce jour, 58 % des limites maritimes ont été définies dans la région.

Exportations à destination des marchés internationaux
La CPS a apporté son aide à 42 petites et moyennes entreprises forestières, agricoles et aquacoles de 15 pays insulaires océaniques dans différents domaines allant de la production à la commercialisation, en passant par la transformation et la valorisation des produits. Elle a également fourni une assistance technique sur deux dossiers stratégiques : la protection phytosanitaire et la

biosécurité. Ces interventions ont contribué à créer des emplois, à accroître les recettes d'exportation et à ouvrir de nouveaux débouchés sur les marchés.

Main-d'œuvre qualifiée : La CPS a joué un rôle déterminant dans l'analyse comparative des qualifications nationales, la reconnaissance des qualifications océaniques au niveau international et l'intégration dans les systèmes nationaux d'éducation du brevet océanique de fin d'études secondaires (sixième année du cycle secondaire). Ces avancées contribuent à accroître la mobilité de la main-d'œuvre, la responsabilité des pays et leur investissement dans les systèmes éducatifs.

Infrastructures – transports : Il est essentiel de disposer d'infrastructures solides si l'on veut enclencher les leviers de la croissance économique.

En étroite concertation avec les pouvoirs publics et le secteur privé, la CPS a largement contribué à renforcer la fiabilité et l'accessibilité économique des transports maritimes dans quatre États insulaires par le biais de la création de la Commission des transports maritimes du Pacifique central. L'assistance technique fournie par l'Organisation a aussi participé à l'efficacité et à la sécurité des expéditions maritimes, à la sûreté et à la sécurité des gens de mer, ainsi qu'au maintien de la conformité avec les règles internationales.

Infrastructures – énergie : Pour favoriser l'accès à une énergie fiable et abordable, la CPS a travaillé avec six États et Territoires insulaires océaniques à l'élaboration de plans nationaux de développement énergétique, ainsi que de lois et réglementations visant à créer un climat propice à l'intensification du développement économique et social.

Utilisation de données à l'appui de politiques avisées : La CPS a apporté son concours technique à la collecte et à l'analyse de données statistiques solides afin de permettre l'élaboration de politiques fondées sur des faits, une condition indispensable à la croissance et au développement économiques de la région tout entière. La base de données statistiques régionale, créée et administrée par la CPS, comprend quelque 200 indicateurs relatifs aux secteurs stratégiques des pays insulaires océaniques, et a largement contribué à améliorer la comparabilité des données dans l'ensemble de la région.



Deuxième objectif : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes

La CPS a contribué à la concrétisation de cet objectif de développement par divers résultats clés, notamment dans les domaines suivants :

Droits de la personne : Pour accompagner les États et Territoires insulaires océaniques sur la voie d'un développement durable et inclusif, la CPS, en collaboration avec les partenaires du développement, a aidé six pays à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'Exercice périodique universel des Nations Unies, à savoir à présenter leurs rapports sur l'application des principes touchant aux droits de la personne. Ses multiples actions de formation ont en outre favorisé le développement des capacités nationales et la bonne gouvernance.

Autonomisation des femmes et protection contre la violence : Par son soutien législatif spécialisé, ses états des lieux sur l'intégration transversale de la dimension de genre, ses activités de sensibilisation et ses interventions ad hoc, la CPS a joué un rôle décisif dans l'évolution des politiques, plans et programmes publics et a aidé les membres à concrétiser leur engagement en faveur de réformes législatives propres à mieux protéger les femmes et les enfants contre la violence. Cette action a conduit à l'adoption de lois sur la protection de la famille dans trois pays insulaires océaniques, et des consultations nationales sont en cours dans un quatrième pays.

Résilience aux catastrophes et aux effets du changement climatique : La CPS a dirigé l'élaboration de la stratégie en faveur d'un développement résilient aux risques climatiques et aux catastrophes dans le Pacifique. Elle a réussi à mobiliser 19 millions d'euros supplémentaires pour aider les pays insulaires océaniques à développer leurs capacités de préparation, de réponse opérationnelle et de relèvement face aux catastrophes et aux effets du changement climatique. De plus, la CPS a travaillé en étroite collaboration avec les États et Territoires de la région afin de cibler les vulnérabilités uniques de chaque territoire face aux risques naturels.

L'un des grands principes d'action de la CPS consiste à tirer parti de sa capacité d'intervention plurisectorielle, avantage comparatif qui lui permet d'agir sur plusieurs fronts de façon intégrée pour renforcer la résilience des communautés au changement climatique et aux catastrophes. C'est ainsi qu'elle travaille auprès de 11 pays de la région, dans le cadre d'une démarche écosystémique et communautaire qui rassemble les pouvoirs publics et d'autres partenaires appartenant à l'ensemble des secteurs d'activité qui ont une incidence sur les pêcheries côtières.

Cette action communautaire plurisectorielle, conduite « de la montagne au récif », a permis aux femmes et aux jeunes de s'armer des outils nécessaires pour participer plus activement à la gestion des pêcheries.

À l'aide des géosciences appliquées, la CPS a apporté une assistance pratique d'ordre technique et scientifique pour s'attaquer aux défis posés par le changement climatique et les catastrophes, notamment dans les domaines suivants : évaluation des risques d'inondation en zone côtière ; systèmes d'information géographique (SIG) et techniques de télédétection au service du relèvement et de la réhabilitation ; et recherches scientifiques et analyse des incidences du changement climatique sur les stocks de thonidés, les pêcheries côtières et l'aquaculture.

Amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance : Afin de renforcer la sécurité alimentaire, aujourd'hui menacée par le changement climatique et les risques de catastrophe, le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique de la CPS (CePaCT) conserve et distribue des ressources phytogénétiques et des variétés culturelles améliorées, notamment des variétés traditionnelles riches en nutriments, résistantes aux catastrophes et climato-résistantes. Une grande quantité de matériel végétal a été distribuée dans seize États et Territoires de la région. Par ailleurs, grâce à l'établissement de banques de gènes en champ, la CPS aide les communautés à se relever en cas de catastrophe.

Pêcheries côtières : La CPS a joué un rôle clé dans la mise en place d'approches de gestion communautaire au sein des communautés du littoral, dans le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, ainsi que dans la conduite d'évaluations et d'inventaires des ressources côtières et des habitats. Ces travaux facilitent l'élaboration de politiques stratégiques, en particulier les plans et les règles de gestion des pêcheries côtières et les mesures d'adaptation au changement climatique. La CPS a appuyé la diversification des moyens de subsistance et le renforcement de la sécurité alimentaire, et a collaboré avec les pouvoirs publics et les entreprises locales de six pays insulaires océaniques au développement de filières aquacoles, dans le droit fil de la stratégie régionale en matière d'aquaculture.

Troisième objectif : Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

La CPS a contribué à la concrétisation de cet objectif de développement par divers résultats clés, notamment dans les domaines suivants :

Santé : Dans le cadre des actions menées en vue de répondre de manière optimale aux problèmes de santé publique régionaux, la CPS a joué un rôle de premier plan dans le renforcement de la coordination régionale, notamment avec l'élaboration du Cadre océanien pour le développement de la santé 2014-2018, du Partenariat océanien contre les MNT, et du Programme commun pour la santé et le bien-être sexuels dans le Pacifique 2015-2019. Grâce à son aide, 11 États et Territoires insulaires océaniques sont désormais en mesure d'appliquer pleinement la stratégie globale de prévention et de lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) recommandée dans le Pacifique. S'agissant de la lutte contre les MNT, quatre États et Territoires de la région ont relevé les taxes sur le tabac, et certains ont aussi introduit une taxe sur les boissons contenant du sucre ajouté et sur d'autres produits nocifs pour la santé. La CPS continue d'assurer la coordination du Réseau océanien de surveillance de la santé publique (ROSSP) qui offre un service régional essentiel de détection et de réponse rapides en cas d'épidémie. Pour renforcer les capacités épidémiologiques, la CPS a piloté la mise en place, à l'Université nationale des Fidji, d'un programme de formation accrédité, qui, depuis sa création en août 2013, a déjà été suivi par 86 professionnels de santé originaires de huit États et Territoires insulaires océaniques. Elle continue par ailleurs de gérer les enveloppes régionales allouées au secteur de la santé. Ce système d'enveloppe globale permet aux États et Territoires de bénéficier de grands programmes de financement tels que les subventions multi-pays du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Eau et assainissement : En vue d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la CPS a prêté son concours à 14 pays insulaires océaniques et à différents partenaires du développement pour la mise en œuvre du Programme de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans le Pacifique. Dans ce cadre, l'accès à l'eau

et à l'assainissement a été renforcé à l'échelon local, et 13 États et Territoires ont préparé des plans d'action stratégiques nationaux de GIRE, dont la plupart ont été approuvés par leur exécutif. Le Programme GIRE a aussi beaucoup fait pour renforcer les capacités et pérenniser les mesures engagées au plan national et régional, grâce au développement des compétences, au jumelage de programmes et au partage de l'information et des connaissances dans l'ensemble de la région.

Statistiques sociales : La CPS a collaboré avec 14 États et Territoires insulaires océaniques à l'évaluation des registres et des statistiques de l'état civil et à la définition des lacunes sur lesquelles il convient de travailler en priorité dans chaque pays. Des résultats concrets peuvent d'ores et déjà être observés, comme en témoigne l'amélioration de l'enregistrement des naissances dans certains pays. La CPS travaille également avec les pays insulaires océaniques et les partenaires du développement pour améliorer les statistiques et les systèmes d'information sur la gestion de l'éducation.

Lecture, écriture et calcul : La CPS a collaboré avec les États et Territoires de la région pour mettre au point et lancer une nouvelle évaluation comparative régionale des compétences en lecture, écriture et calcul, ainsi qu'un nouveau système d'analyse comparative des systèmes éducatifs. Ces outils livrent de précieuses informations sur l'éducation aux échelons national et régional, dont les décideurs, les directions d'établissements scolaires et les enseignants peuvent s'inspirer pour planifier et mettre en œuvre des interventions visant à relever les niveaux d'aptitude à la lecture, à l'écriture et au calcul dans la région.

Épanouissement de la culture : La CPS a appuyé le renforcement du secteur culturel dans l'ensemble du Pacifique, en favorisant l'élaboration et l'application de politiques culturelles nationales et en travaillant en étroite collaboration avec le Conseil des arts et de la culture du Pacifique.



ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORTS DES VÉRIFICATEURS
DES COMPTES POUR L'EXERCICE 2014 (EN UCOM*)

* 1 UCOM = 100 CFP



AMK/LK/A15.0979

RAPPORT DE VÉRIFICATION INDÉPENDANTE DES COMPTES À L'ORGANE DIRECTEUR DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

Nous avons contrôlé les comptes annuels du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (« CPS ») joints au présent rapport, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2014, l'état des recettes et des dépenses, et l'état des mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales procédures comptables et d'autres notes annexes.

Responsabilité du Directeur général au regard des états financiers

Le Directeur général de la CPS est tenu d'élaborer et de présenter fidèlement les comptes annuels, conformément aux articles 38 à 40 du Règlement financier de l'Organisation. A ce titre, il doit mettre en œuvre et veiller à l'application du dispositif de contrôle interne relatif à l'élaboration et à la présentation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives commises par fraude ou par erreur, choisir et appliquer les procédures comptables appropriées et procéder à des estimations comptables raisonnables au vu des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer notre opinion sur ces comptes. Nous avons conduit notre audit conformément aux normes internationales d'audit et aux articles 41 à 46 du Règlement financier de la CPS. Selon ces normes et ces articles, nous sommes tenus de respecter les règles éthiques relatives à l'audit des comptes, et de planifier et de réaliser cet audit de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Pour déterminer les procédures l'auditeur met en œuvre son jugement professionnel après évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers, commises par fraude ou par erreur. Pour évaluer ces risques, le vérificateur examine le contrôle interne applicable à la préparation et à la présentation fidèle des états financiers de l'organisation, afin de concevoir des procédures de vérification appropriées au contexte, mais non pour se prononcer sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisation pris séparément. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

PricewaterhouseCoopers Audit Calédonie, 6 rue Jean Jaurès, B.P. 4049 - 98846 NOUMEA Nouvelle-Calédonie
T : +687 286100, F : +687 286199, nccontacts@nc.pwc.com

Société de Commissaires aux comptes, Membre de la Compagnie Régionale de Nouméa. RCS Nouméa B 329862 - Ridet 329862.001



Opinion sur les comptes

À notre avis,

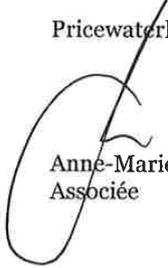
- a) les états financiers du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique ont été préparés dans tous leurs aspects significatifs pour présenter la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2014, ainsi que ses résultats pour l'exercice s'achevant à cette date, en conformité avec les articles 38 à 40 du Règlement financier de l'Organisation ; et
- b) les registres comptables ont été tenus conformément à l'article 38 du Règlement financier de l'Organisation.

Autres Informations

Excepté la vérification indépendante des comptes de l'Organisation (dont celle des projets), nous ne fournissons aucun autre service au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique.

Nouméa, le 4 septembre 2015

PricewaterhouseCoopers Audit Calédonie



Anne-Marie Klotz
Associée

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

| ACTIF | COMMENTAIRES | 2014 | 2013 |
|---|--------------|--------------------|--------------------|
| ACTIF À COURT TERME | | | |
| Compte de caisse et comptes bancaires | 1 | 50 033 488 | 46 778 835 |
| Dépôts à terme | 1 | 8 157 670 | 12 731 978 |
| Contributions statutaires à recevoir | 5 | 1 727 050 | 585 087 |
| Fonds non statutaires à recevoir | 15 | 3 960 114 | 4 020 667 |
| Autres créances | 2 | 3 109 525 | 5 635 732 |
| Inventaire | | 570 282 | 511 004 |
| | | 67 558 129 | 70 263 303 |
| BIENS IMMOBILIERS INSTALLATIONS TECHNIQUES ET ÉQUIPEMENTS | | | |
| Biens immobiliers installations techniques et équipement - valeur | 6 | 57 828 130 | 53 361 576 |
| Moins amortissement cumulé | 6 | 23 515 516 | 21 204 842 |
| | | 34 312 614 | 32 156 734 |
| TOTAL ACTIF | | 101 870 743 | 102 420 037 |
| PASSIF | | | |
| PASSIF À COURT TERME | | | |
| Effets à payer compte de régularisation et provisions | 3 | 8 279 772 | 11 564 896 |
| Contributions statutaires (versements anticipés) | 5 | 57 754 | 34 840 |
| Fonds non statutaires inemployés | 15 | 52 711 188 | 53 570 173 |
| Emprunt | 9 | 420 770 | 291 045 |
| | | 61 469 484 | 65 460 954 |
| PASSIF À LONG TERME | | | |
| Crédit reporté | 7 | 27 605 230 | 27 441 110 |
| Emprunt | 9 | 6 286 812 | 4 424 779 |
| | | 33 892 042 | 31 865 889 |
| TOTAL PASSIF | | 95 361 526 | 97 326 843 |
| ACTIF NET | | 6 509 217 | 5 093 194 |
| SOIT : | | | |
| Réserve générale | 10 | 4 911 200 | 3 614 497 |
| Fonds particuliers | 11 | 723 763 | 1 030 643 |
| Fonds spéciaux | 12 | 874 254 | 448 054 |
| TOTAL RÉSERVES | | 6 509 217 | 5 093 194 |

Les annexes et notes relatives aux méthodes comptables font partie intégrante des présents états financiers.

Pour le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique



Colin Tukuitonga
DIRECTEUR GÉNÉRAL



Cameron Diver
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT (Direction
opérations et gestion)

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES - FONDS STATUTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

| | COMMENTAIRES | 2014 | BUDGET RECTIFICATIF 2014 | ÉCART 2014 | 2013 |
|---|--------------|-------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|
| RECETTES ET TRANSFERTS | | | | | |
| Contributions statutaires et subventions spéciales | 13 | 11 431 265 | 11 431 265 | - | 10 693 900 |
| Contributions volontaires des pays membres | | 8 193 920 | 13 252 920 | (5 059 000) | 10 613 900 |
| Recettes diverses et transferts | 4 | 6 740 746 | 6 156 815 | 583 931 | 3 822 019 |
| TOTAL RECETTES ET TRANSFERTS | | 26 365 931 | 30 841 000 | -4 475 069 | 25 129 819 |
| DÉPENSES | | | | | |
| Administration : | | | | | |
| Bureau du Directeur général | | 3 572 826 | 3 702 200 | (129 374) | 2 455 500 |
| Direction opérations et gestion | | 10 750 891 | 11 921 900 | (1 171 009) | 10 729 357 |
| TOTAL ADMINISTRATION | | 14 323 717 | 15 624 100 | (1 300 383) | 13 184 857 |
| Divisions : | | | | | |
| Géosciences et technologies appliquées | | 1 825 200 | 2 743 600 | (918 400) | 2 013 500 |
| Développement économique | | 498 200 | 2 390 000 | (1 891 800) | 536 500 |
| Éducation, formation et développement humain | | 1 699 257 | 1 938 400 | (239 143) | 2 501 400 |
| Pêche, aquaculture et écosystèmes marins | | 2 684 482 | 3 211 400 | (526 918) | 2 911 100 |
| Ressources terrestres | | 1 647 200 | 2 055 400 | (408 200) | 1 642 000 |
| Santé publique | | 1 168 673 | 1 676 800 | (508 127) | 1 226 100 |
| Statistique pour le développement | | 1 003 083 | 1 201 300 | (198 217) | 1 063 100 |
| TOTAL DIVISIONS | | 10 526 095 | 15 216 900 | (4 690 805) | 11 893 700 |
| Autres | | 239 | - | 239 | 946 |
| TOTAL DÉPENSES AVANT AJUSTEMENT ET AMORTISSEMENTS | | 24 850 051 | 30 841 000 | (5 990 949) | 25 079 503 |
| EXCÉDENT/(DÉFICIT) DE L'EXERCICE | | 1 515 880 | - | 1 515 880 | 50 316 |
| Moins - amortissement | | (1 869 488) | | | (1 845 704) |
| Plus - transfert du crédit reporté | | 1 869 488 | | | 1 845 704 |
| Moins - recettes virées au poste Crédit reporté | | (3 843 671) | | | (2 823 894) |
| Plus - dépenses virées au poste Dépenses d'équipement | | 3 843 671 | | | 2 823 894 |
| Moins solde reporté des réserves cumulées - Ajustements de change | | (219 177) | | | (131 572) |
| Plus solde reporté des réserves cumulées | | 3 614 497 | | | 3 695 753 |
| TOTAL RÉSERVES CUMULÉES | | 4 911 200 | | | 3 614 497 |
| Moins - fonds approuvés aux fonds particuliers | | - | | | |
| TOTAL RÉSERVES GÉNÉRALES INSCRITES AU BILAN | | 4 911 200 | | | 3 614 497 |

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

| | COMMENTAIRES | 2014 | 2013 |
|--|--------------|--------------------|--------------------|
| FLUX DE TRÉSORERIE DES POSTES D'EXPLOITATION | | | |
| RENTRÉES : | | | |
| Contributions des membres | | 28 614 714 | 71 172 120 |
| Contributions des non membres | | 36 321 525 | 51 012 811 |
| Loyers perçus | | 2 364 125 | 2 180 841 |
| Ventes de l'économat | | 899 053 | 776 648 |
| Intérêts | | 230 077 | 481 100 |
| Autres | | - | - |
| | | 68 429 494 | 125 623 520 |
| SORTIES : | | | |
| Salaires et coûts annexes | | (33 294 445) | (31 869 135) |
| Autres frais d'exploitation | | (29 774 055) | (87 252 772) |
| Dépenses liées à l'immobilier | | (1 981 663) | (2 055 257) |
| Achats de l'Économat | | (855 315) | (804 056) |
| | | (65 905 478) | (121 981 220) |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET DES POSTES D'EXPLOITATION | 8 | 2 524 016 | 3 642 300 |
| FLUX DE TRÉSORERIE DES PLACEMENTS | | | |
| RENTRÉES : | | | |
| Cessions biens immobiliers installations techniques et équipements | | - | - |
| SORTIES : | | | |
| Acquisitions biens immobiliers installations techniques et équipements | | (3 843 671) | (2 823 894) |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET DES PLACEMENTS | | (3 843 671) | (2 823 894) |
| Augmentation nette des avoirs en caisse | | (1 319 655) | 818 406 |
| Avoirs en caisse au début de l'exercice | | 59 510 813 | 58 692 407 |
| AVOIR EN CAISSE EN FIN D'EXERCICE | 1 | 58 191 158 | 59 510 813 |

Annexes aux états financiers

| 1. COMPTES DE CAISSE ET COMPTES BANCAIRES/DÉPÔTS À TERME (en UCOM) | 2014 | 2013 |
|--|-------------------|-------------------|
| Avoir en monnaie locale | 15 033 535 | 18 297 726 |
| Caisse - devises | 34 999 953 | 28 481 109 |
| | 50 033 488 | 46 778 835 |
| Dépôts à terme - monnaie locale | 7 650 000 | 2 500 000 |
| Dépôts à terme - devises | 507 670 | 10 231 978 |
| | 8 157 670 | 12 731 978 |

| 2. AUTRES COMPTES DÉBITEURS (en UCOM) | 2014 | 2013 |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Économat | 84 488 | 61 730 |
| Dépôts | 102 922 | 98 967 |
| Effectif | 125 801 | |
| Projet et autres débiteurs | 2 796 314 | 5 475 035 |
| | 3 109 525 | 5 635 732 |

| 3. EFFETS À PAYER, COMPTES DE RÉGULARISATION ET PROVISIONS (en UCOM) | 2014 | 2013 |
|--|------------------|-------------------|
| Comptes fournisseurs et comptes de régularisation | 2 203 513 | 3 442 069 |
| Effectif | - | 153 015 |
| Provision pour liquidation de droits - personnel (budget ordinaire) | 2 466 558 | 2 054 892 |
| Provision pour liquidation de droits - personnel (non statutaire) | 3 148 861 | 3 188 134 |
| Projet et autres créditeurs | 460 840 | 2 726 786 |
| | 8 279 772 | 11 564 896 |

| 4. RECETTES DIVERSES ET TRANSFERTS (EN UCOM) | 2014 | 2013 |
|--|------------------|------------------|
| Intérêts bancaires | 230 077 | 481 100 |
| Redevance administrative pour gestion de projets | 4 091 376 | 3 265 200 |
| Loyer de l'Économat | 25 000 | 25 000 |
| Recettes perçues au titre des droits d'inscription | 339 700 | 390 400 |
| Divers | 2 054 593 | (339 681) |
| | 6 740 746 | 3 822 019 |

Annexes aux états financiers

5. CONTRIBUTIONS STATUTAIRES - VERSEMENTS ANTICIPÉS ET ARRIÉRÉS (en UCOM)

| PAYS MEMBRES | 1997 à 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2014 Total/ (Arriérés/ À recevoir) | 2014 Versements anticipés | 2013 Total/ (Arriérés/ À recevoir) | 2013 (Versements anticipés) |
|---------------------------------|----------------|---------------|---------------|----------------|------------------|------------------------------------|---------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| Samoa américaines | - | - | - | - | (4 227) | - | (4 227) | 21 659 | - |
| Îles Cook | - | - | - | - | (327) | - | (327) | - | - |
| États fédérés de Micronésie | - | - | - | - | (2 875) | - | (2 875) | - | (17 458) |
| Fidji | - | - | - | - | (2 363) | - | (2 363) | - | (17 362) |
| Guam | - | - | - | 34 851 | (478) | 34 373 | - | 34 851 | - |
| Kiribati | - | - | - | (20) | (807) | - | (827) | - | (20) |
| Îles Marshall | - | - | - | 373 | (138) | 235 | - | 373 | - |
| Nauru | - | - | 22 350 | 55 999 | 55 100 | 133 449 | - | 223 667 | - |
| Niue | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Îles Mariannes du Nord | 265 804 | 31 737 | 31 737 | 58 600 | 63 000 | 450 878 | - | 387 878 | - |
| Palau | - | 7 747 | 33 745 | 52 000 | 52 000 | 145 492 | - | 228 070 | - |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | - | - | - | - | 211 050 | 211 050 | - | 3 585 | - |
| Samoa | - | - | - | - | (47 135) | - | (47 135) | - | - |
| Îles Salomon | - | - | - | - | 89 400 | 89 400 | - | - | - |
| Étas-Unis d'Amérique | - | - | - | - | 992 366 | 992 366 | - | - | - |
| Vanuatu | - | - | - | - | 69 807 | 69 807 | - | 85 004 | - |
| | 265 804 | 39 484 | 87 832 | 201 803 | 1 474 373 | 2 127 050 | (57 754) | 985 087 | (34 840) |
| Provision pour créance douteuse | | | | | | (400 000) | | (400 000) | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 265 804 | 39 484 | 87 832 | 201 803 | 1 474 373 | 1 727 050 | (57 754) | 585 087 | (34 840) |

Annexes aux états financiers

| 6. BIENS IMMOBILIERS, INSTALLATIONS TECHNIQUES ET ÉQUIPEMENTS (en UCOM) | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|--------------------|-------------------------|---------------------------------|-----------------------|--------------------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------------|---------------------|
| DESCRIPTION | TERRAINS | BÂTIMENTS | TOTAL BIENS IMMOBILIERS | INST. TECHNIQUES ET ÉQUIPEMENTS | MATÉRIEL INFORMATIQUE | MOBILIER | LOGEMENTS | VÉHICULES | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | TRAVAUX EN COURS | TOTAL |
| COÛTS OU ESTIMATION | | | | | | | | | | | |
| Au 31 décembre 2013 | 6 807 177 | 29 625 667 | 36 432 844 | 4 925 935 | 8 165 416 | 1 581 613 | 321 178 | 1 459 042 | 475 548 | - | 53 361 576 |
| Ajustements de change - Suva | - | 147 038 | 147 038 | 171 687 | 256 982 | 34 493 | 6 463 | 75 623 | 29 205 | - | 721 491 |
| Plus acquisitions | 713 535 | 1 668 405 | 2 381 940 | 286 610 | 629 239 | 80 167 | 13 534 | 151 153 | 21 381 | 279 647 | 3 843 671 |
| Ajustements | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Moins cessions | - | - | - | (25 076) | (70 721) | (2 783) | (28) | - | - | - | (98 608) |
| AU 31 DÉCEMBRE 2014 | 7 520 712 | 31 441 110 | 38 961 822 | 5 359 156 | 8 980 916 | 1 693 490 | 341 147 | 1 685 818 | 526 134 | 279 647 | 57 828 130 |
| AMORTISSEMENT | | | | | | | | | | | |
| Au 31 décembre 2013 | - | (7 230 163) | (7 230 163) | (3 818 990) | (7 098 182) | (1 422 300) | (280 432) | (985 182) | (369 593) | - | (21 204 842) |
| Ajustements de change - Suva | - | (39 176) | (39 176) | (114 286) | (215 917) | (25 717) | (4 856) | (49 553) | (22 698) | - | (472 203) |
| Plus amortissement | - | (467 481) | (467 481) | (386 596) | (693 467) | (72 964) | (19 745) | (153 707) | (75 528) | - | (1 869 488) |
| Ajustements | - | - | - | (8 075) | (34 125) | (2 783) | - | - | - | - | (44 983) |
| Moins amortissements sur cessions | - | - | - | 9 408 | 63 781 | 2 783 | 28 | - | - | - | 76 000 |
| AU 31 DÉCEMBRE 2014 | - | (7 736 820) | (7 736 820) | (4 318 539) | (7 977 910) | (1 520 981) | (305 005) | (1 188 442) | (467 819) | - | (23 515 516) |
| VALEURS APRÈS AMORTISSEMENT | | | | | | | | | | | |
| AU 31 DÉCEMBRE 2014 | 7 520 712 | 23 704 290 | 31 225 002 | 1 040 617 | 1 003 006 | 172 509 | 36 142 | 497 376 | 58 315 | 279 647 | 34 312 614 |
| VALEURS APRÈS AMORTISSEMENT | | | | | | | | | | | |
| AU 31 DÉCEMBRE 2013 | 6 807 177 | 22 395 504 | 29 202 681 | 1 106 945 | 1 067 234 | 159 313 | 40 746 | 473 860 | 105 955 | - | 32 156 734 |

Annexes aux états financiers

| 7. CRÉDIT REPORTÉ (en UCOM) | | | | | | |
|--|--------------------|-----------------------|-------------------|------------------|--------------------|-------------------|
| DESCRIPTION | TOTAL AU 31/12/13 | AJUSTEMENTS DE CHANGE | SOLDE AJUSTÉ | SUBVENTIONS 2014 | REPRISES 2014 | TOTAL AU 31/12/14 |
| Biens immobiliers | 24 487 064 | 107 862 | 24 594 926 | 390 182 | (467 481) | 24 517 627 |
| Équipement général | 1 116 401 | 57 401 | 1 173 802 | 261 534 | (385 263) | 1 050 073 |
| Matériel informatique | 1 057 777 | 41 065 | 1 098 842 | 558 518 | (663 811) | 993 549 |
| Mobilier | 159 311 | 8 776 | 168 087 | 77 384 | (72 964) | 172 506 |
| Logements | 40 744 | 1 607 | 42 351 | 13 506 | (19 717) | 36 140 |
| Véhicules | 473 858 | 26 070 | 499 928 | 151 153 | (153 707) | 497 373 |
| Immobilisations incorporelles | 105 955 | 6 507 | 112 462 | 21 381 | (75 528) | 58 315 |
| Travaux en cours | - | - | - | 279 647 | - | 279 647 |
| | 27 441 110 | 249 288 | 27 690 398 | 1 753 305 | (1 838 471) | 27 605 230 |
| SUBVENTIONS POUR L'EXERCICE : | | | | | | |
| Subventions (note 6) | 1 753 305 | | | | | |
| Emprunt (note 9) | 3 843 671 | | | | | |
| Ajustements | (1 991 758) | | | | | |
| Cessions | (98 608) | | | | | |
| | 1 753 305 | | | | | |
| REPRISE SUR CRÉDIT SUR L'ANNÉE : | | | | | | |
| Débit amortissement des immobilisations (note 6) | (1 838 471) | | | | | |
| Ajustements | (44 983) | | | | | |
| Cession d'immobilisations | 76 000 | | | | | |
| | (1 838 471) | | | | | |

Annexes aux états financiers

| 8. RAPPROCHEMENT DES AVOIRS NETS EN CAISSE RÉALISÉS SUR LES POSTES D'EXPLOITATION AVEC L'EXCÉDENT D'EXPLOITATION (en UCOM) | | |
|--|------------------|--------------------|
| | 2014 | 2013 |
| Excédent/(déficit) - Fonds généraux | 1 296 703 | (81 256) |
| Excédent/(déficit) - Fonds spéciaux | 426 200 | 98 176 |
| Transfert aux/(des) Fonds particuliers | (306 880) | (1 034 116) |
| EXCÉDENT D'EXPLOITATION | 1 416 023 | (1 017 196) |
| Amortissement | 1 869 488 | 1 845 704 |
| Perte/(profit) sur cession des biens immobiliers, installations techniques et équipements | 67 591 | 13 772 |
| (Augmentation)/diminution des créances | 2 526 207 | 213 217 |
| (Augmentation)/diminution des stocks | (59 278) | (92 694) |
| Augmentation/(diminution) des fonds non statutaires inemployés | (798 432) | 4 151 963 |
| Augmentation/(diminution) des versements anticipés des contributions statutaires | (1 119 049) | 205 405 |
| Augmentation/(diminution) des effets à payer et des comptes de régularisation | (3 285 124) | (2 642 287) |
| Augmentation/(diminution) du crédit reporté | 164 120 | (565 521) |
| Augmentation/(diminution) de l'emprunt | 1 991 758 | 1 155 566 |
| Ajustement de change | (249 288) | 374 371 |
| AVOIRS NETS EN CAISSE SUR LES POSTES D'EXPLOITATION | 2 524 016 | 3 642 300 |
| 9. EMPRUNTS (en UCOM) | | |
| | 2014 | 2013 |
| MOUVEMENTS DU POSTE EMPRUNTS | | |
| Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier | 4 715 824 | 3 560 258 |
| Plus nouveaux emprunts | 2 350 000 | 1 865 750 |
| Moins remboursement du capital de l'emprunt | (358 242) | (710 184) |
| SOLDE AU 31 DÉCEMBRE | 6 707 582 | 4 715 824 |
| CLASSÉ SOUS : | | |
| Emprunt à court terme | 420 770 | 291 045 |
| Emprunt à long terme | 6 286 812 | 4 424 779 |
| | 6 707 582 | 4 715 824 |
| 10. RÉSERVE GÉNÉRALE (en UCOM) | | |
| | 2014 | 2013 |
| MOUVEMENTS DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE | | |
| Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier | 3 614 497 | 3 695 753 |
| Excédent/(déficit) survenu durant l'exercice | 1 515 880 | 50 316 |
| Ajustement de change - Suva | (219 177) | (131 572) |
| Transfert aux fonds particuliers | - | - |
| SOLDE AU 31 DÉCEMBRE | 4 911 200 | 3 614 497 |

Annexes aux états financiers

| 11. FONDS PARTICULIERS (en UCOM) | | | | | |
|---|-------------------|-----------------------|-------------------------------|------------------------------|-------------------|
| DESCRIPTION | TOTAL AU 31/12/13 | AJUSTEMENTS DE CHANGE | RECETTES/ TRANSFERTS ENTRANTS | IMPUTÉS/ TRANSFERTS SORTANTS | TOTAL AU 31/12/14 |
| Réserve pour évacuation d'urgence | 30 000 | - | - | - | 30,000 |
| Fonds de remplacement des installations techniques et équipements | 388 860 | - | - | (306 880) | 388,860 |
| Réserve pour petits travaux | 200 000 | - | - | - | 200 000 |
| Réserve pour fluctuation de change | 411 783 | - | - | - | 411 783 |
| | 1 030 643 | - | - | (306 880) | 723 763 |

| | |
|-------------------------------|------------------|
| TRANSFERTS (IMPUTÉS) | (306 880) |
| Transfert au budget ordinaire | - |
| Imputés | (306 880) |
| TOTAL | (306 880) |

| 12. FONDS SPÉCIAUX (en UCOM) | | | | |
|--|-------------------|-------------------------------|------------------------------|-------------------|
| DESCRIPTION | TOTAL AU 31/12/13 | RECETTES/ TRANSFERTS ENTRANTS | IMPUTÉS/ TRANSFERTS SORTANTS | TOTAL AU 31/12/14 |
| Logements | 357 642 | 2 370 001 | (1 987 540) | 740 103 |
| Économat | 90 412 | 899 054 | (855 315) | 134 151 |
| | 448 054 | 3 269 055 | (2 842 855) | 874 254 |
| TRANSFERTS (IMPUTÉS) | | | | 426 200 |
| Recettes issues des loyers | | | | 2 364 125 |
| Autres recettes logements | | | | - |
| Recettes de l'Économat | | | | 899 053 |
| Imputés - remboursement du capital de l'emprunt | | | | (358 242) |
| - remboursement des intérêts de l'emprunt | | | | (145 701) |
| - frais d'exploitation des logements | | | | (1 477 720) |
| - frais d'exploitation et comptes fournisseurs de l'Économat | | | | (855 315) |
| TOTAL | | | | 426 200 |

Annexes aux états financiers

| 13. CONTRIBUTIONS STATUTAIRES DES MEMBRES ET SUBVENTIONS SPÉCIALES (en UCOM) | | |
|--|-------------------|-------------------|
| | 2014 | 2013 |
| Samoa américaines | 63 000 | 58 600 |
| Australie | 3 200 000 | 3 178 335 |
| Îles Cook | 52 000 | 52 000 |
| États fédérés de Micronésie | 63 000 | 69 000 |
| Fidji | 193 600 | 186 989 |
| France | 2 500 000 | 2 300 000 |
| Polynésie française | 130 000 | 131 000 |
| Guam | 69 000 | 69 000 |
| Kiribati | 69 300 | 69 000 |
| Îles Marshall | 52 000 | 52 000 |
| Nauru | 55 100 | 56 000 |
| Nouvelle-Calédonie | 420 000 | 185 464 |
| Nouvelle-Zélande | 2 050 000 | 2 044 447 |
| Niue | 42 000 | 43 000 |
| Îles Mariannes du Nord | 63 000 | 58 600 |
| Palau | 52 000 | 52 000 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 360 000 | 131 000 |
| Pitcairn | 42 000 | 43 600 |
| Samoa | 86 600 | 85 000 |
| Îles Salomon | 136 600 | 85 000 |
| Tokelau | 55 100 | 56 600 |
| Tonga | 75 600 | 85 000 |
| Tuvalu | 55 100 | 56 000 |
| Étas-Unis d'Amérique | 1 417 665 | 1 417 665 |
| Vanuatu | 86 600 | 85 000 |
| Wallis et Futuna | 42 000 | 43 600 |
| | 11 431 265 | 10 693 900 |

14. ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

| | BUDGET ORDINAIRE 2014 | BUDGET ORDINAIRE 2013 | FONDS NON STATUTAIRES 2014 | FONDS NON STATUTAIRES 2013 | FONDS PARTICULIERS 2014 | FONDS PARTICULIERS 2013 | FONDS SPÉCIAUX 2014 | FONDS SPÉCIAUX 2013 | TOTAL DES FONDS 2014 | TOTAL DES FONDS 2013 |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| Recettes | | | | | | | | | | |
| Contributions des membres | 19 625 185 | 21 307 800 | 17 936 503.00 | 29 014 650 | - | - | - | - | 37 561 688 | 50 322 450 |
| Contributions des non membres | - | - | 36 321 525.00 | 51 012 364 | - | - | - | - | 36 321 525 | 51 012 364 |
| Ventes - Économat | - | - | - | - | - | - | 899 054 | 776 649 | 899 054 | 776 649 |
| Loyers - Logements | - | - | - | - | - | - | 2 370 001 | 2 164 048 | 2 370 001 | 2 164 048 |
| Redevance administrative pour gestion de projets | 4 091 376 | 3 265 200 | - | - | - | - | - | - | 4 091 376 | 3 265 200 |
| Autres | 2 649 370 | 556 819 | - | - | - | - | - | - | 2 649 370 | 556 819 |
| TOTAL RECETTES | 26 365 931.00 | 25 129 819 | 54 258 028 | 80 027 014 | - | - | 3 269 055 | 2 940 697 | 83 893 014 | 108 097 530 |
| DÉPENSES | | | | | | | | | | |
| Administration : | | | | | | | | | | |
| Bureau du Directeur général | (3 572 826) | (2 455 500) | (6 563 674) | (4 828 968) | - | - | - | - | (10 136 500) | (7 284 468) |
| Direction opérations et gestion | (10 750 891) | (10 729 357) | (1 562 700) | (2 784 938) | - | - | - | - | (12 313 591) | (13 514 295) |
| Total Administration | (14 323 717) | (13 184 857) | (8 126 374) | (7 613 906) | - | - | - | - | (22 450 091) | (20 798 763) |
| Divisions : | | | | | | | | | | |
| Géosciences et technologies appliquées | (1 825 200) | (2 013 500) | (8 562 832) | (10 166 319) | - | - | - | - | (10 388 032) | (12 179 819) |
| Développement économique | (498 200) | (536 500) | (5 760 632) | (7 436 465) | - | - | - | - | (6 258 832) | (7 972 965) |
| Éducation, formation et développement humain | (1 699 257) | (2 501 400) | (5 140 979) | (5 276 484) | - | - | - | - | (6 840 236) | (7 777 884) |
| Pêche, aquaculture et écosystèmes marins | (2 684 482) | (2 911 100) | (10 994 033) | (10 970 260) | - | - | - | - | (13 678 515) | (13 881 360) |
| Ressources terrestres | (1 647 200) | (1 642 000) | (7 872 691) | (7 512 178) | - | - | - | - | (9 519 891) | (9 154 178) |
| Santé publique | (1 168 673) | (1 226 100) | (7 305 529) | (22 271 052) | - | - | - | - | (8 474 202) | (23 497 152) |
| Statistique pour le développement | (1 003 083) | (1 063 100) | (3 065 298) | (2 589 184) | - | - | - | - | (4 068 381) | (3 652 284) |
| Total Divisions | (10 526 095) | (11 893 700) | (48 701 994) | (66 221 942) | - | - | - | - | (59 228 089) | (78 115 642) |
| Autres | (239) | (946) | - | - | - | - | (2 842 855) | (2 842 520) | (2 843 094) | (2 843 466) |
| TOTAL DÉPENSES | (24 850 051) | (25 079 503) | (56 828 368) | (73 835 848) | - | - | (2 842 855) | (2 842 520) | (84 521 274) | (101 757 871) |
| Excédent/(déficit) net de l'exercice | 1 515 880 | 50 316 | (2 570 340) | 6 191 166 | - | - | 426 200 | 98 177 | (628 260) | 6 339 659 |
| Plus soldes reportés | 3 614 497 | 3 695 753 | 49 544 502 | 45 392 543 | 1 030 643 | 2 064 758 | 448 054 | 349 877 | 54 637 697 | 51 502 931 |
| Ajustement de change - Suva | (219 177) | (131 572) | 1 771 912 | (2 039 207) | - | (15 543) | - | - | 1 552 735 | (2 186 322) |
| | 4 911 200 | 3 614 497 | 48 746 074 | 49 544 502 | 1 030 643 | 2 049 215 | 874 254 | 448 054 | 55 562 172 | 55 656 268 |
| TRANSFERTS (SORTANTS)/ENTRANTS : | | | | | | | | | | |
| Petits travaux | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Installations techniques et équipements | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Conférence | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Fluctuation des taux de change | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Réserve générale | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Soutien aux activités des divisions | - | - | - | - | (306 880) | (1 018 572) | - | - | (306 880) | (1 018 572) |
| SOLDES DE CLÔTURE | 4 911 200 | 3 614 497 | 48 746 074 | 49 544 502 | 723 763 | 1 030 643 | 874 254 | 448 054 | 55 255 291 | 54 637 696 |
| | Note 10 | Note 10 | Note 15 | Note 15 | Note 11 | Note 11 | Note 12 | Note 12 | | |

15. ÉTAT RÉCAPITULATIF DES MOUVEMENTS DE FONDS NON STATUTAIRES POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

| DESCRIPTION | TOTAL AU 31/12/13 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | TOTAL AU 31/12/14 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|-------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------------|-------------------|--|-------------------------------|
| Administration : | 9 479 473 | 204 745 | 10 341 475 | 20 025 693 | (8 126 374) | 115 071 | 12 014 390 | 12 395 694 | (381 304) |
| Géosciences et technologies appliquées | 9 519 622 | 492 699 | 8 634 208 | 18 646 529 | (8 562 832) | 92 377 | 10 176 074 | 11 493 110 | (1 317 036) |
| Ressources terrestres | 6 085 071 | 317 515 | 7 121 615 | 13 524 201 | (7 872 691) | 30 374 | 5 681 884 | 6 561 220 | (879 336) |
| Pêche aquaculture et écosystèmes marins | 6 481 816 | (1 715) | 10 230 189 | 16 710 290 | (10 994 033) | 1 273 | 5 717 530 | 6 060 188 | (342 658) |
| Éducation formation et développement humain | 1 510 667 | 90 864 | 5 150 251 | 6 751 782 | (5 140 979) | (9 474) | 1 601 329 | 1 833 856 | (232 527) |
| Santé publique | 7 171 579 | (210 619) | 2 881 727 | 9 842 687 | (7 305 529) | 131 153 | 2 668 311 | 2 922 992 | (254 681) |
| Développement économique | 7 145 072 | 370 898 | 8 080 584 | 15 596 554 | (5 760 632) | 146 748 | 9 982 670 | 10 359 891 | (377 221) |
| Statistique pour le développement | 2 151 205 | - | 1 817 979 | 3 969 184 | (3 065 298) | - | 903 886 | 1 079 237 | (175 351) |
| TOTAL GÉNÉRAL | 49 544 505 | 1 264 387 | 54 258 028 | 105 066 920 | (56 828 368) | 507 522 | 48 746 074 | 52 706 188 | (39 601 114) |

| | | |
|--|------------|-------------|
| Sommes détenues pour le compte des bailleurs | 52 706 188 | - |
| Sommes dues par les bailleurs | - | (3 960 114) |
| Plus provision pour dépassement de budget | - | 5 000 |

MONTANT NET DÉTENU POUR LE COMPTE DES BAILLEURS **48 751 074**

DÉTAIL DES MOUVEMENTS DE FONDS NON STATUTAIRES POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM)

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|--|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| ADMINISTRATION | | 9 479 473 | 204 745 | 10 341 475 | 20 025 693 | -8 126 374 | 115 071 | 12 014 390 | 12 395 694 | -381 304 |
| Total Direction opérations et gestion - Nouméa | | 2 630 019 | - | 1 014 214 | 3 644 233 | -1 447 211 | 108 | 2 197 130 | 2 265 121 | -67 991 |
| Section finances | | 1 665 631 | - | - | 1 665 631 | -330 169 | - | 1 335 462 | 1 354 128 | -18 666 |
| OSFA02XN | PF Allocation Account | 792 364 | - | - | 792 364 | -18 420 | - | 773 944 | 773 944 | - |
| OSFA05XN | Budget Development - New format AUSAID | 90 000 | - | -90 000 | - | - | - | - | - | - |
| OSFA07XN | Establishment of Internal Audit Function AUSAID | 67 772 | - | - | 67 772 | -19 221 | - | 48 551 | 48 551 | - |
| OSFA08XN | Review of SPC Finance Regulations AUSAID | 20 000 | - | - | 20 000 | -33 442 | - | -13 442 | - | -13 442 |
| OSFA09XN | Revision of the Finance Policies & Proce, AUSAID | 40 000 | - | - | 40 000 | -13 935 | - | 26 065 | 26 065 | - |
| OSFA10XN | Finance temp staff for proj. implementation AusAid | 136 985 | - | 90 000 | 226 985 | -72 732 | - | 154 253 | 154 253 | - |
| OSFA11XN | AusAid Corp Grant 2011 Allocation Account | 255 837 | - | - | 255 837 | - | - | 255 837 | 255 837 | - |
| OSFA12XN | FIS Improvements | 262 673 | - | - | 262 673 | -167 195 | - | 95 478 | 95 478 | - |
| OSFA14XN | HRO Salaries Suva - to clear | - | - | - | - | -5 224 | - | -5 224 | - | -5 224 |
| Administration : | | 729 069 | - | 700 000 | 1 429 069 | -850 119 | - | 578 950 | 588 205 | -9 255 |
| OSAA01XN | Procurement,Risk Management,Travel Off Suva AusAid | 26 120 | - | - | 26 120 | -14 880 | - | 11 240 | 11 240 | - |
| OSAA02XN | Archives, Security and Branding AUSAID | -2 796 | - | - | -2 796 | -6 459 | - | -9 255 | - | -9 255 |
| OSHA01XN | AusAID - Système SIRH | -319 347 | - | - | -319 347 | 321 764 | - | 2 417 | 2 417 | - |
| OSHA03XN | AusAID - Gestion du changement - Nouméa | 160 139 | - | - | 160 139 | -160 139 | - | - | - | - |
| OSHA05XN | Review of Corporate & Prog Support Services AusAid | 13 011 | - | - | 13 011 | -13 011 | - | - | - | - |
| OSHA06XN | HR temp staff for proj implementation AusAid | 111 107 | - | - | 111 107 | -111 107 | - | - | - | - |
| OSHA07XN | HR Systems, Policies & Management | 169 042 | - | - | 169 042 | -140 334 | - | 28 708 | 28 708 | - |
| OSAA03XN | H.Q. Maintenance - New Caledonia | 571 793 | - | 700 000 | 1 271 793 | -725 953 | - | 545 840 | 545 840 | - |
| Section technologies de l'information et de la communication | | 138 968 | - | 260 517 | 399 485 | -165 288 | 108 | 234 305 | 274 375 | -40 070 |
| OSIA01XN | Communication Costs | 152 763 | - | - | 152 763 | -131 577 | - | 21 186 | 21 186 | - |
| OSIA25XN | Sytems Development IRIS | -32 531 | - | - | -32 531 | 32 531 | - | - | - | - |
| OSIA26XN | ICT Systems & Support | 18 736 | - | - | 18 736 | -58 806 | - | -40 070 | - | -40 070 |
| OSIA36XN | ICT Infrastructure upgrade | - | - | 250 000 | 250 000 | - | - | 250 000 | 250 000 | - |
| OSIA38XS | SPC / GIZ staff cost sharing | - | - | 10 517 | 10 517 | -7 436 | 108 | 3 189 | 3 189 | - |
| Bibliothèque | | 15 000 | - | 26 271 | 41 271 | -19 106 | - | 22 165 | 22 165 | - |
| OSLA02XN | 40th Annual IAMSLIC conference | 15 000 | - | 26 271 | 41 271 | -19 106 | - | 22 165 | 22 165 | - |
| Section traduction et interprétation | | 81 351 | - | 27 426 | 108 777 | -82 529 | - | 26 248 | 26 248 | - |
| OSTA01XN | Translation Interpretation Misc | 81 351 | - | 27 426 | 108 777 | -82 529 | - | 26 248 | 26 248 | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|---|------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------------|------------------|--|-------------------------------|
| Total Direction opérations et gestion - Suva | | 1 474 308 | 76 927 | 116 610 | 1 667 845 | -115 489 | 13 469 | 1 565 825 | 1 565 825 | - |
| Administration - Suva | | 37 256 | 1 944 | - | 39 200 | -38 208 | -992 | - | - | - |
| OSFA21XS | SPC Alternate Fiji Office Project | 37 256 | 1 944 | - | 39 200 | -38 208 | -992 | - | - | - |
| Section finances - Suva | | 294 183 | 15 350 | 6 360 | 315 893 | 219 495 | 10 431 | 545 819 | 545 819 | - |
| OSFA04XS | Employee Provisions - XB | - | - | - | - | 232 377 | 7 943 | 240 320 | 240 320 | - |
| OSFA09XS | Revision of the Finance Policies & Proced, AUSAID | - | - | - | - | 23 880 | 835 | 24 715 | 24 715 | - |
| OSFA16XS | Suva Finance Services - XB | 242 128 | 12 634 | 6 360 | 261 122 | -252 843 | -6 383 | 1 896 | 1 896 | - |
| OSFA17XS | Suva Finance Staffing (Reporting) - 2 years | 41 913 | 2 187 | - | 44 100 | 17 057 | 983 | 62 140 | 62 140 | - |
| OSFA18XS | Finance Misc | 10 142 | 529 | - | 10 671 | 7 984 | 373 | 19 028 | 19 028 | - |
| OSFA22XS | FMIS Improvement - Phase III (Modules) | - | - | - | - | 143 280 | 5 010 | 148 290 | 148 290 | - |
| OSFA23XS | Records / Acquittals | - | - | - | - | 47 760 | 1 670 | 49 430 | 49 430 | - |
| Immobilier - Suva | | 24 216 | 1 264 | - | 25 480 | 101 895 | 3 786 | 131 161 | 131 161 | - |
| OSAA14XS | Maintenance | 24 216 | 1 264 | - | 25 480 | -4 132 | 79 | 21 427 | 21 427 | - |
| OSAA15XS | Pacific Village Shift - Project | - | - | - | - | 106 027 | 3 707 | 109 734 | 109 734 | - |
| Section technologies de l'information et de la communication (TIC) - Suva | | -13 734 | -717 | - | -14 451 | 14 085 | 366 | - | - | - |
| OSIA28XS | ICT Equipment Hire | -13 734 | -717 | - | -14 451 | 14 085 | 366 | - | - | - |
| Centre régional des médias - Suva | | 70 053 | 3 655 | 85 441 | 159 149 | -48 472 | 1 940 | 112 617 | 112 617 | - |
| DCCA03XS | Graphic Design and Publication | - | - | 7 | 7 | - | - | 7 | 7 | - |
| DCCA08XS | Video/TV/Pacific Way | 4 938 | 258 | 85 434 | 90 630 | -23 058 | 2 227 | 69 799 | 69 799 | - |
| DCCA10XS | Climate Change Documentaries | 28 081 | 1 465 | - | 29 546 | -25 414 | -629 | 3 503 | 3 503 | - |
| DCCA11XS | Media Special Projects | 28 237 | 1 473 | - | 29 710 | - | 261 | 29 971 | 29 971 | - |
| DCCA12XS | North REP Video Documentary | 8 797 | 459 | - | 9 256 | - | 81 | 9 337 | 9 337 | - |
| Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) - Suva | | 2 863 | 149 | - | 3 012 | - | 26 | 3 038 | 3 038 | - |
| DSSA21XS | TVET -website development/maint | 2 863 | 149 | - | 3 012 | - | 26 | 3 038 | 3 038 | - |
| Géosciences et technologies appliquées - Suva | | 1 059 471 | 55 282 | 24 809 | 1 139 562 | -364 284 | -2 088 | 773 190 | 773 190 | - |
| GDDA04XS | Finance Services SOPAC-XB | 927 748 | 48 409 | 13 236 | 989 393 | -345 846 | -3 064 | 640 483 | 640 483 | - |
| GDDA06XS | Common Services SOPAC - Misc XB | 3 799 | 198 | - | 3 997 | -3 896 | -101 | - | - | - |
| GDDA07XS | Geoscience Directorate - Misc XB | 130 396 | 6 804 | 11 573 | 148 773 | -24 434 | 754 | 125 093 | 125 093 | - |
| GDIC01XS | IT Salaries & Staff Cost SOPAC | -10 834 | -565 | - | -11 399 | 11 111 | 288 | - | - | - |
| GDPU02XS | SOPAC Compendium Project | 8 362 | 436 | - | 8 798 | -1 219 | 35 | 7 614 | 7 614 | - |
| Bureau du Directeur général | | 5 375 146 | 127 818 | 9 210 651 | 14 713 615 | -6 563 674 | 101 494 | 8 251 435 | 8 564 748 | -313 313 |
| Directeur général - Nouméa | | 121 330 | - | 478 410 | 599 740 | -96 260 | - | 503 480 | 505 620 | -2 140 |
| ZZS01XN | SPC's 60th Anniversary-France | 2 163 | - | 401 | 2 564 | -2 163 | - | 401 | 401 | - |
| DDDA11XN | Management Advisory Group, Audit & Risk Com | 86 874 | - | - | 86 874 | -18 338 | - | 68 536 | 68 536 | - |
| DDDA12XN | DG's Office-Contingency Allocation | 32 293 | - | - | 32 293 | -33 308 | - | -1 015 | - | -1 015 |
| DDDA02XN | CRGA Subcommittee Financing (AusAid) | - | - | - | - | -1 125 | - | -1 125 | - | -1 125 |
| DDDA13XN | Pacific NCD Partnership from SIDS | - | - | 85 974 | 85 974 | -41 300 | - | 44 674 | 44 674 | - |
| DDDA16XN | PNG SIS Funds | - | - | 392 035 | 392 035 | -26 | - | 392 009 | 392 009 | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT RECU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|--|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| Directeur général - Suva | | 6 978 | 364 | 19 104 | 26 446 | -7 156 | 482 | 19 772 | 19 772 | - |
| DDDA03XS | DG Farewell January 2014, Suva | 6 978 | 364 | - | 7 342 | -7 156 | -186 | - | - | - |
| DDDA17XS | Real Pasifik DG's Office | - | - | 19 104 | 19 104 | - | 668 | 19 772 | 19 772 | - |
| Directeur général adjoint (Direction des programmes) - Nouméa | | 2 550 311 | - | 1 240 239 | 3 790 550 | -1 190 436 | - | 2 600 114 | 2 650 325 | -50 211 |
| DPPA01XN | Projet INTEGRE | 2 593 075 | - | - | 2 593 075 | -631 073 | - | 1 962 002 | 1 962 002 | - |
| DPPA02XN | SI-Tech.Assist. Ministry of Lands (Housing/Survey) | - | - | 468 572 | 468 572 | -182 118 | - | 286 454 | 286 454 | - |
| DPPA03XN | RESCCUE Project | - | - | 596 659 | 596 659 | -283 532 | - | 313 127 | 313 127 | - |
| DPPA13XN | Climat impact on C.F. / O.F. | 2 | - | - | 2 | - | - | 2 | 2 | - |
| DPPA23XN | Climate Change Mainstreaming | 69 653 | - | - | 69 653 | 1 138 | - | 70 791 | 70 791 | - |
| DPPA06XN | GCCA SIS Project - EU | -13 | - | - | -13 | 14 | - | 1 | 1 | - |
| DPPA15XN | Publication of Climate Book | -50 211 | - | - | -50 211 | - | - | -50 211 | - | -50 211 |
| DPPA21XN | Climate Change Mainstreaming - Phase 2 | -60 031 | - | 175 008 | 114 977 | -97 029 | - | 17 948 | 17 948 | - |
| DPPA12XN | Pilot Program for Climate Resilience | -2 164 | - | - | -2 164 | 2 164 | - | - | - | - |
| Directeur général adjoint (Direction des programmes) - Suva | | - | - | 145 576 | 145 576 | -237 094 | -3 200 | -94 718 | - | -94 718 |
| DPPA12XS | Pilot Programme for Climate Change | - | - | 145 576 | 145 576 | -237 094 | -3 200 | -94 718 | - | -94 718 |
| Directeur général adjoint (Direction opérations et gestion) - Nouméa | | 30 779 | - | -30 779 | - | - | - | - | - | - |
| DOOA04XN | PF - End of Year Commitments | 30 779 | - | -30 779 | - | - | - | - | - | - |
| Directeur général adjoint - Suva | | 17 540 | 916 | 7 838 | 26 294 | -3 842 | 302 | 22 754 | 22 754 | - |
| DSSA05XS | DDG Technical Assistance | 2 582 | 135 | 6 546 | 9 263 | - | 253 | 9 516 | 9 516 | - |
| DSSA08XS | DDG Misc Funds | 14 958 | 781 | 1 292 | 17 031 | -3 842 | 49 | 13 238 | 13 238 | - |
| Cellule d'engagement stratégique - Nouméa | | 223 146 | - | 574 403 | 797 549 | -584 365 | - | 213 184 | 377 758 | -164 574 |
| DEEA04XN | Director SEPPF (AusAid) | 6 981 | - | - | 6 981 | -650 | - | 6 331 | 6 331 | - |
| DEEA09XN | PACE-NET | -7 820 | - | 47 187 | 39 367 | - | - | 39 367 | 39 367 | - |
| DEEA16XN | Programme d'étude et d'appui à financer le FRP | 43 814 | - | - | 43 814 | -43 814 | - | - | - | - |
| DEEA21XN | M & E IRIS | 83 930 | - | 41 454 | 125 384 | 112 686 | - | 238 070 | 238 070 | - |
| DEEA22XN | RESCCUE Project | -11 551 | - | - | -11 551 | 11 551 | - | - | - | - |
| DEEA24XN | PACE NET + | 107 792 | - | 14 888 | 122 680 | -111 247 | - | 11 433 | 11 433 | - |
| DEEA01PN | PF-Planning Unit | - | - | - | - | 2 026 | - | 2 026 | 2 026 | - |
| DEEA03PN | NZAid Pilot intra-Pacific study exchanges 2014-201 | - | - | 24 060 | 24 060 | -6 323 | - | 17 737 | 17 737 | - |
| DEEA25XN | AEC - Full Cost Recovery Exercise | - | - | 79 990 | 79 990 | -37 740 | - | 42 250 | 42 250 | - |
| DEEA26XN | Governance Review | - | - | 95 988 | 95 988 | -260 562 | - | -164 574 | - | - |
| DEEA27XN | M&E & JCS Review - Response Fund | - | - | 207 645 | 207 645 | -196 191 | - | 11 454 | 11 454 | - |
| DEEA28XN | AUST.DFAT - PRAXIS M&E. | - | - | 63 191 | 63 191 | -54 101 | - | 9 090 | 9 090 | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| Cellule d'engagement stratégique - Suva | | | | | | | | | | |
| DEEA30XS | SEPPF General | 2 425 062 | 126 538 | 6 775 860 | 9 327 460 | -4 444 521 | 103 910 | 4 986 849 | 4 988 519 | -1 670 |
| DPPA04XS | DRAO-Deputy Regional Authorizing Office-EDF | 3 289 | 172 | 7 634 | 11 095 | 2 345 | 379 | 13 819 | 13 819 | - |
| DPPA05XS | Planning Unit - Climate Change | 29 708 | 1 550 | -19 104 | 12 154 | -6 868 | -634 | 4 652 | 4 652 | - |
| DPPA06XS | Planning Unit - Climate Change | 4 203 | 219 | 32 833 | 37 255 | -6 095 | 17 879 | 49 039 | 49 039 | - |
| DPPA06XS | GCCA SIS Project - EU | 1 011 476 | 52 778 | 5 853 687 | 6 917 941 | -3 645 139 | 69 659 | 3 342 461 | 3 342 461 | - |
| DPPA07XS | CC-Vegetatn Mapping/improving Food Security-USAID | 139 473 | 7 278 | 554 722 | 701 473 | -642 390 | -1 778 | 57 305 | 57 305 | - |
| DPPA08XS | PASAP - DCCEE/Multicountry | 57 026 | 2 976 | - | 60 002 | -17 543 | -87 | 42 372 | 42 372 | - |
| DEEA32XS | MEL - Monitoring Evaluation Learning | 127 428 | 6 649 | 151 375 | 285 452 | -364 | 6 457 | 291 545 | 291 545 | - |
| DPPA09XS | Climate Change Mainstreaming_GIZ | -96 542 | -5 038 | 149 987 | 48 407 | -35 379 | 3 116 | 16 144 | 16 144 | - |
| DEEA33XS | Resource Mobilization | 17 701 | 924 | - | 18 625 | -105 | 160 | 18 680 | 18 680 | - |
| HHYM12XS | Regional Framework on Youth Development | 2 346 | 122 | - | 2 468 | -4 019 | -119 | -1 670 | - | -1 670 |
| DPPA10XS | SPBEA Review | 14 247 | 743 | - | 14 990 | -14 611 | -379 | - | - | - |
| DPPA11XS | SEPPF - Comms Office | 8 740 | 456 | 44 726 | 53 922 | -34 516 | 438 | 19 844 | 19 844 | - |
| DEEA35XS | M&E IRIS | 38 844 | 2 027 | - | 40 871 | -39 837 | -1 034 | - | - | - |
| EDAA05XS | Micro Project Program | 1 067 123 | 55 682 | - | 1 122 805 | - | 9 853 | 1 132 658 | 1 132 658 | - |
| DIVISION GÉOSCIENCES ET TECHNOLOGIES APPLIQUÉES | | | | | | | | | | |
| | | 9 519 622 | 492 699 | 8 634 208 | 18 646 531 | -8 562 832 | 92 377 | 10 176 074 | 11 493 110 | -1 317 036 |
| Total de la Division géosciences et technologies appliquées - Nouméa | | | | | | | | | | |
| | | 77 157 | - | -176 653 | -99 496 | 99 496 | - | - | - | - |
| Total de la Division géosciences et technologies appliquées - Nouméa | | | | | | | | | | |
| | | 77 157 | - | -176 653 | -99 496 | 99 496 | - | - | - | - |
| GRRR01XN | SOPAC Disaster Risk Reduction | 200 204 | - | -176 653 | 23 551 | -23 551 | - | - | - | - |
| GRPM01XN | DRP Platform Meeting | -59 442 | - | - | -59 442 | 59 442 | - | - | - | - |
| GWPM01XN | Water & Sanitation Prog./ French Pac.Funds | -63 605 | - | - | -63 605 | 63 605 | - | - | - | - |
| Département réduction des risques de catastrophe (RRC) - Suva | | | | | | | | | | |
| | | 4 670 300 | 243 693 | 665 875 | 5 579 868 | -1 592 098 | 10 735 | 3 998 504 | 4 896 728 | -898 224 |
| Enveloppe B - Suva | | | | | | | | | | |
| GRBE01XS | Reduce Vulnerability - B Envel. Multicountry Proj. | -640 838 | -33 439 | 3 795 | -670 482 | -35 398 | -7 022 | -712 902 | - | -712 902 |
| Enveloppe C - Suva | | | | | | | | | | |
| GRCE01XS | Reducing Vulnerability - EDF9 C Enveloppe Project | -580 538 | -30 292 | 3 | -610 827 | 537 424 | 13 432 | -59 971 | - | -59 971 |
| Gestion de l'information / Portail océanien d'information sur les catastrophes - Suva | | | | | | | | | | |
| GRIM03XS | GIZ PDN Project | -14 257 | -745 | 29 888 | 14 886 | -3 539 | 790 | 12 137 | 12 320 | -183 |
| GRIM06XS | ADB DRR Portal | 13 363 | 697 | 24 238 | 38 298 | -37 942 | -356 | - | - | - |
| GRIM08XS | ADB DRR Portal | -45 738 | -2 387 | - | -48 125 | 46 730 | 1 212 | -183 | - | -183 |
| GRIM08XS | Regional Disaster Project - UNISDR | 18 118 | 945 | 5 650 | 24 713 | -12 327 | -66 | 12 320 | 12 320 | - |
| Gestion de la Division - Suva | | | | | | | | | | |
| GRPM01XS | Programme Management - AUSAID / NZAID carry over | 10 427 | 544 | 18 562 | 29 533 | -22 890 | -55 | 6 588 | 9 170 | -2 582 |
| GRPM02XS | DRP Platform Meeting | 3 887 | 203 | - | 4 090 | -6 481 | -191 | -2 582 | - | -2 582 |
| GRPM02XS | DRP Platform Meeting | 6 540 | 341 | 18 562 | 25 443 | -16 409 | 136 | 9 170 | 9 170 | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| Planification stratégique de la gestion des risques de catastrophe - Suva | | 5 875 800 | 306 596 | 184 955 | 6 367 351 | -1 769 943 | -1 169 | 4 596 238 | 4 718 754 | -122 516 |
| GRDP01XS | Roadmap impl. for Regional DRM &CCA&M | 809 | 42 | - | 851 | -419 | -7 | 425 | 425 | - |
| GRDP02XS | ADPC-Regional Training Course on MDRD | - | - | 30 546 | 30 546 | -30 314 | 8 | 240 | 240 | - |
| GRDP03XS | EU Building Safety & Resilience in the Pacific | 5 825 386 | 303 966 | 81 920 | 6 211 272 | -1 670 467 | -1 758 | 4 539 047 | 4 539 047 | - |
| GRDP04XS | AusAID NAP Facility | 40 770 | 2 127 | 9 492 | 52 389 | -24 092 | -134 | 28 162 | 28 162 | - |
| GRDP05XS | SPC/GIZ Coping with Climate Change in the Pacific | - | - | 17 671 | 17 671 | -2 280 | 538 | 15 929 | 15 929 | - |
| GRDP06XS | UN International Strategy Disaster Reduction / MOU | 110 931 | 5 788 | - | 116 719 | 51 | 1 026 | 117 796 | 117 796 | - |
| GRDP07XS | EU - Natural Disaster Facility | -118 172 | -6 166 | 5 383 | -118 955 | -2 568 | -993 | -122 516 | - | -122 516 |
| GRDP09XS | TAF Asia Founda.-OFDA Of. US For. Disaster Assist. | 16 076 | 839 | - | 16 915 | -15 216 | -384 | 1 315 | 1 315 | - |
| GRDP10XS | Support for PICs-DRR Meeting-UNISDR | - | - | 39 943 | 39 943 | -24 638 | 535 | 15 840 | 15 840 | - |
| Réduction des risques de catastrophe - Suva | | -2 466 | -128 | 404 165 | 401 571 | -274 664 | 4 505 | 131 412 | 131 482 | -70 |
| GRRR01XS | Asian Disaster Preparedness Centre Project | -39 584 | -2 065 | - | -41 649 | 40 595 | 1 054 | - | - | - |
| GRRR03XS | AusAID NAP Facility | - | - | 4 479 | 4 479 | -1 835 | 92 | 2 736 | 2 736 | - |
| GRRR05XS | ADB Risk Database Initiative | -13 567 | -708 | - | -14 275 | 13 846 | 359 | -70 | - | -70 |
| GRRR06XS | Risk Reduction - World Bank Funding | -15 104 | -788 | - | -15 892 | 15 490 | 402 | - | - | - |
| GRRR07XS | Nadi Integrated Flood Management Project-World Bnk | 63 934 | 3 336 | 118 816 | 186 086 | -132 972 | 95 | 53 209 | 53 209 | - |
| GRRR08XS | Pac Catastrophe Risk Assess & Fin Initia-PCRAFI | 226 | 12 | - | 238 | 1 023 | 38 | 1 299 | 1 299 | - |
| GRRR09XS | DRP World Bank project funding | 1 629 | 85 | - | 1 714 | -32 | 14 | 1 696 | 1 696 | - |
| GRRR10XS | Pacific Catastrophe Risk Assessment & Financing In | - | - | 280 870 | 280 870 | -210 779 | 2 451 | 72 542 | 72 542 | - |
| Formation et renforcement des capacités - Suva | | 4 550 | 237 | 24 507 | 29 294 | -7 977 | 620 | 21 937 | 21 937 | - |
| GRTC06XS | National Broadcasters Climate & Disaster Resilianc | - | - | 23 647 | 23 647 | -3 936 | 689 | 20 400 | 20 400 | - |
| GRTC08XS | UNESCO SPTWS Training and Capacity Building | 4 550 | 237 | 860 | 5 647 | -4 041 | -69 | 1 537 | 1 537 | - |
| Autres - Suva | | 17 622 | 920 | - | 18 542 | -15 111 | -366 | 3 065 | 3 065 | - |
| GROD02XS | Misc. Disaster Risk Management Projects/Activities | 17 622 | 920 | - | 18 542 | -15 111 | -366 | 3 065 | 3 065 | - |
| Département îles et océan - Suva | | 1 857 665 | 96 933 | 6 243 443 | 8 198 041 | -4 777 168 | 68 420 | 3 489 293 | 3 554 113 | -64 820 |
| Section frontières maritimes régionales - Suva | | 378 089 | 19 729 | 810 161 | 1 207 979 | -706 924 | 7 101 | 508 156 | 508 156 | - |
| GOIP01XS | Regional Maritime Boundaries Activities | 143 464 | 7 486 | 16 984 | 167 934 | -127 445 | -2 538 | 37 951 | 37 951 | - |
| GOIP02PS | NZ Project funding - OIP | - | - | 681 462 | 681 462 | -415 553 | 9 298 | 275 207 | 275 207 | - |
| GOIP03XS | Extended Continental Shelf Activities PPSLP-AUSAID | 234 625 | 12 243 | 111 715 | 358 583 | -163 926 | 341 | 194 998 | 194 998 | - |
| Gestion des données et de l'information - Suva | | 32 803 | 1 712 | 15 519 | 50 034 | -11 871 | 430 | 38 593 | 38 593 | - |
| GODI02XS | Data Awareness - Geo-network - APN | 28 986 | 1 513 | 15 519 | 46 018 | -7 957 | 532 | 38 593 | 38 593 | - |
| GODI04XS | Data Awareness - Taiwan Roc Funds | 3 817 | 199 | - | 4 016 | -3 914 | -102 | - | - | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DETENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| Section géologie, minéraux et hydrocarbures - Suva | | 112 629 | 5 877 | 1 782 681 | 1 901 187 | -1 089 130 | 25 290 | 837 347 | 837 347 | - |
| GOGM01XS | Regional Deep Sea Minerals Project | 108 785 | 5 676 | 1 782 681 | 1 897 142 | -1 089 130 | 25 255 | 833 267 | 833 267 | - |
| GOGM03XS | Inter Seabed Auth. W/Shop - Isa Funds | 3 844 | 201 | - | 4 045 | - | 35 | 4 080 | 4 080 | - |
| Section science et études des ressources marines et côtières - Suva | | 996 249 | 51 983 | 2 965 788 | 4 014 020 | -2 798 587 | 15 045 | 1 230 478 | 1 295 237 | -64 759 |
| GOMC01XS | PACCSAP BIVA Project | 28 129 | 1 468 | 497 171 | 526 768 | -515 611 | -385 | 10 772 | 10 772 | - |
| GOMC02XS | Coastal Survey Saipan | 24 783 | 1 293 | - | 26 076 | -25 416 | -660 | - | - | - |
| GOMC03XS | Environmentally Safe Aggregates Tarawa - EU KI 05 | 347 837 | 18 150 | 1 706 441 | 2 072 428 | -1 261 951 | 18 753 | 829 230 | 829 230 | - |
| GOMC04XS | Coastal Survey Fiji | 24 693 | 1 288 | 40 984 | 66 965 | -21 105 | 923 | 46 783 | 46 783 | - |
| GOMC05XS | Seawall Site Inspection Works ,FSM | 2 558 | 133 | - | 2 691 | - | 24 | 2 715 | 2 715 | - |
| GOMC06XS | PWD Fiji, Jetty Surveys - Vanua Levu Project | 7 592 | 396 | - | 7 988 | -4 099 | -73 | 3 816 | 3 816 | - |
| GOMC07XS | PACC NIWA, Navua - Rewa Survey | 43 714 | 2 281 | - | 45 995 | -92 941 | -2 846 | -49 792 | - | -49 792 |
| GOMC08XS | Cook Islands Marine / Coastal Survey | 64 734 | 3 378 | - | 68 112 | -66 388 | -1 724 | - | - | - |
| GOMC10XS | NZ Project funding - OIP | 138 793 | 7 242 | - | 146 035 | -63 713 | -946 | 81 376 | 81 376 | - |
| GOMC11XS | PNG Hydroelectric Dam Survey | 13 170 | 687 | 26 151 | 40 008 | -7 840 | 762 | 32 930 | 32 930 | - |
| GOMC13XS | Pearl Project in Fiji and Tonga - PARDI | 28 016 | 1 462 | 33 110 | 62 588 | -18 684 | 763 | 44 667 | 44 667 | - |
| GOMC14XS | Pac Aust CC Science and Adaptation Planning Prog | 43 764 | 2 284 | - | 46 048 | -44 883 | -1 165 | - | - | - |
| GOMC15XS | WACOP Project (Changing Waves and Coasts in the Pa | 78 567 | 4 100 | 179 011 | 261 678 | -192 515 | 253 | 69 416 | 69 416 | - |
| GOMC16XS | Tuvalu Reef Channel project / Shoreline Monitoring | 105 146 | 5 486 | -16 743 | 93 889 | -69 828 | -2 056 | 22 005 | 22 005 | - |
| GOMC17XS | Tsunami Phase III - PPSLP Tonga (AUSAID) | 44 753 | 2 335 | - | 47 088 | -12 097 | -10 | 34 981 | 34 981 | - |
| GOMC18XS | Vanuatu Marine Hydrographic Survey Project, NZAID | - | - | 394 709 | 394 709 | -282 101 | 3 938 | 116 546 | 116 546 | - |
| GOMC19XS | Vanuatu Hydrographic Survey - Phase II | - | - | 104 954 | 104 954 | -119 415 | -506 | -14 967 | - | -14 967 |
| Projet d'observ. du niveau mer et du climat dans le Pac. Sud - Suva | | 323 208 | 16 865 | 657 288 | 997 361 | -370 029 | 13 028 | 640 360 | 640 360 | - |
| GOSL01XS | South Pac. Sea Level Climate Monitoring (SPSLCMP) | 327 766 | 17 103 | 657 288 | 1 002 157 | -374 704 | 12 907 | 640 360 | 640 360 | - |
| GOSL02XS | SPSLCMP ONUP Project | -4 558 | -238 | - | -4 796 | 4 675 | 121 | - | - | - |
| Atelier technique - Suva | | 1 223 | 64 | - | 1 287 | -1 313 | -35 | -61 | - | -61 |
| GOTW02XS | Technical Workshop-South Pacific Sea Level Project | - | - | - | - | -59 | -2 | -61 | - | -61 |
| GOTW03XS | Technical Workshop Project, Taiwan ROC funded | 1 223 | 64 | - | 1 287 | -1 254 | -33 | - | - | - |
| Autres - Suva | | 13 464 | 703 | 12 006 | 26 173 | 200 686 | 7 561 | 234 420 | 234 420 | - |
| GOZI03XS | Miscellaneous Ocean and Islands Activities | 13 464 | 703 | 10 412 | 24 579 | -8 676 | 185 | 16 088 | 16 088 | - |
| GOZI04XS | Ocean & Costal Geoscience Project Activities | - | - | 1 594 | 1 594 | 209 362 | 7 376 | 218 332 | 218 332 | - |
| Assistance technique - Suva | | 40 482 | 2 112 | 281 796 | 324 390 | -285 936 | 229 | 38 683 | 71 821 | -33 138 |
| Économie des ressources naturelles - Suva | | 27 425 | 1 431 | - | 28 856 | -2 271 | 174 | 26 759 | 26 759 | - |
| GDNR01XS | Natural Resources Governance - IUCN PASAP | 7 020 | 366 | - | 7 386 | -659 | 42 | 6 769 | 6 769 | - |
| GDNR02XS | Analysis of improved Weather & Climate Ser | 20 405 | 1 065 | - | 21 470 | -1 612 | 132 | 19 990 | 19 990 | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|--|---|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| Section SIG et télédétection - Suva | | 13 057 | 681 | 281 796 | 295 534 | -283 665 | 55 | 11 924 | 45 062 | -33 138 |
| GDRS01XS | Remote Sensing and GIS - AUSAID / NZAID Annual Gra | - | - | - | - | 4 508 | 158 | 4 666 | 4 666 | - |
| GDRS02XS | Establishment of Regional Forestry Monitoring Syst | - | - | 53 076 | 53 076 | -85 022 | -1 117 | -33 063 | - | -33 063 |
| GDRS05XS | GIS USAID, Image Data for Sol. Islands Project | 822 | 43 | 196 072 | 196 937 | -196 915 | -22 | - | - | - |
| GDRS04XS | Remote Sensing & GIS, Taiwan ROC funds | - | - | - | - | -72 | -3 | -75 | - | -75 |
| GDRS06XS | GIS-General | 12 235 | 638 | 32 648 | 45 521 | -6 164 | 1 039 | 40 396 | 40 396 | - |
| Département eau et assainissement - Suva | | 2 874 020 | 149 961 | 1 619 747 | 4 643 728 | -2 007 126 | 12 992 | 2 649 594 | 2 970 448 | -320 854 |
| Gouvernance de l'eau - Suva | | 1 408 781 | 73 508 | 36 209 | 1 518 498 | -300 882 | 3 753 | 1 221 369 | 1 221 426 | -57 |
| GWGA01XS | Pacific Regional Action Plan | 1 743 | 91 | 3 430 | 5 264 | -1 789 | 74 | 3 549 | 3 549 | - |
| GWGA02XS | AUSAID / SPC MCCCCA Program for Fiji, Tokelau Tonga | 556 989 | 29 063 | 32 660 | 618 712 | -170 956 | 307 | 448 063 | 448 063 | - |
| GWGA03XS | AUSAID / SPC MCCCCA Programme for Tuvalu | 814 446 | 42 497 | - | 856 943 | -103 524 | 3 900 | 757 319 | 757 319 | - |
| GWGA05XS | 4th World Water Forum | 13 083 | 683 | - | 13 766 | -4 337 | -31 | 9 398 | 9 398 | - |
| GWGA06XS | Pacific IWRM & WUE Strategies | 64 747 | 3 378 | 119 | 68 244 | -66 575 | -1 726 | -57 | - | -57 |
| GWGA08XS | WSP - Water Governance Advice & Support | -58 137 | -3 034 | - | -61 171 | 59 623 | 1 548 | - | - | - |
| GWGA10XS | SOPAC Water Sector Strategy (2005-2009) | 15 910 | 830 | - | 16 740 | -13 324 | -319 | 3 097 | 3 097 | - |
| Gestion de la Division - Suva | | 1 046 325 | 54 596 | 132 980 | 1 233 901 | -828 469 | -14 657 | 390 775 | 407 295 | -16 520 |
| GWPM01XS | Improved Drinking Water Supply for Kirimati Island | 974 757 | 50 862 | 6 976 | 1 032 595 | -632 168 | -12 860 | 387 567 | 387 567 | - |
| GWPM02XS | Water & Sanitation Prog. / French Pac. Funds | 71 568 | 3 734 | - | 75 302 | -89 358 | -2 464 | -16 520 | - | -16 520 |
| GWPM03XS | Water Safety Planning Project - French Pac. Funds | - | - | 33 026 | 33 026 | -27 320 | 200 | 5 906 | 5 906 | - |
| GWPM04XS | Strengthen Water Security of Vulnerable Is. States | - | - | 92 978 | 92 978 | -79 623 | 467 | 13 822 | 13 822 | - |
| Gestion des ressources en eau - Suva | | 180 563 | 9 420 | 1 450 558 | 1 640 541 | -827 251 | 23 462 | 836 752 | 1 141 029 | -304 277 |
| GWRM02XS | Hydrology for Life Environment and Policy (HELP) | 5 925 | 309 | - | 6 234 | -6 076 | -158 | - | - | - |
| GWRM03XS | Implementing Sustainable Water Resource UNDP | 267 344 | 13 950 | 166 302 | 447 596 | -384 920 | -5 176 | 57 500 | 57 500 | - |
| GWRM04XS | Implementing Sustainable Water Resource UNEP | -216 266 | -11 285 | 4 893 | -222 658 | -36 866 | -3 115 | -262 639 | - | -262 639 |
| GWRM05XS | Impact on Freshwater Lens in Atoll environments | 133 218 | 6 951 | 152 205 | 292 374 | -60 357 | 4 442 | 236 459 | 236 459 | - |
| GWRM07XS | Testing the integration of Water, Land, Forest & C | -64 545 | -3 368 | 248 421 | 180 508 | -91 491 | 4 891 | 93 908 | 93 908 | - |
| GWRM09XS | UNICEF KIRWATSAN Project | -101 758 | -5 310 | 152 821 | 45 753 | -88 694 | 1 303 | -41 638 | - | -41 638 |
| GWRM10XS | EU/SPC KIRIWATSAN IN OUTER ISLANDS PHASE II | - | - | 659 910 | 659 910 | -48 968 | 21 363 | 632 305 | 632 305 | - |
| GWRM11XS | Pacific Water and Climate Resource Centre | 28 717 | 1 498 | - | 30 215 | -29 450 | -765 | - | - | - |
| GWRM12XS | Pacific Hydrological Cycle Observing System - EU | 127 928 | 6 675 | 47 591 | 182 194 | -80 429 | 33 | 101 798 | 101 798 | - |
| GWRT02XS | TWAP project - UNESCO-IHP | - | - | 18 415 | 18 415 | - | 644 | 19 059 | 19 059 | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|--|--|------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------------|------------------|--|-------------------------------|
| Services de l'eau - Suva | | 234 564 | 12 239 | - | 246 803 | -216 975 | -5 421 | 24 407 | 24 407 | - |
| GWSA02XS | Community Participation Gender Water Sanitation | 246 | 13 | - | 259 | -252 | -7 | - | - | - |
| GWSA03XS | Regional Water Demand Management Programme | 155 334 | 8 105 | - | 163 439 | -159 303 | -4 136 | - | - | - |
| GWSA07XS | Regional Water Quality Monitoring Programme | 9 091 | 474 | - | 9 565 | -9 323 | -242 | - | - | - |
| GWSA09XS | Regional Water Safety Programme | 37 519 | 1 958 | - | 39 477 | -30 282 | -712 | 8 483 | 8 483 | - |
| GWSA10XS | Wastewater Management | 13 679 | 714 | - | 14 393 | -14 029 | -364 | - | - | - |
| GWSA12XS | World Water Day | 18 695 | 975 | - | 19 670 | -3 786 | 40 | 15 924 | 15 924 | - |
| Autres - Suva | | 3 787 | 198 | - | 3 985 | 166 451 | 5 855 | 176 291 | 176 291 | - |
| GWZA02XS | Misc. Water & Sanitation Projects / Activities | 3 787 | 198 | - | 3 985 | 166 451 | 5 855 | 176 291 | 176 291 | - |
| RESSOURCES TERRESTRES | | 6 085 071 | 317 515 | 7 121 615 | 13 524 201 | -7 872 691 | 30 374 | 5 681 884 | 6 561 220 | -879 336 |
| Agriculture et Foresterie - Suva | | 6 085 071 | 317 515 | 7 121 615 | 13 524 201 | -7 872 691 | 30 374 | 5 681 884 | 6 561 220 | -879 336 |
| Santé et productions animales - Suva | | 151 626 | 7 912 | 190 618 | 350 156 | -152 506 | 2 733 | 200 383 | 200 383 | - |
| LTHP01XS | x-FAO Animal Genetic W/s | 29 991 | 1 565 | - | 31 556 | -15 502 | -265 | 15 789 | 15 789 | - |
| LTHP04XS | AHP Miscellaneous | 34 272 | 1 788 | 27 732 | 63 792 | -30 122 | 233 | 33 903 | 33 903 | - |
| LTHP05XS | NZ Aid - AHP | 46 602 | 2 432 | - | 49 034 | -30 684 | -643 | 17 707 | 17 707 | - |
| LTHP06XS | Australian Commonwealth Association Conference | 12 819 | 669 | - | 13 488 | -1 750 | 57 | 11 795 | 11 795 | - |
| LTHP07XS | Paravet Training | 27 942 | 1 458 | - | 29 400 | -23 236 | -554 | 5 610 | 5 610 | - |
| LTHP09PS | AHP NZ Aid Programme funding - 2014 | - | - | 162 886 | 162 886 | -51 212 | 3 905 | 115 579 | 115 579 | - |
| Biosecurité et facilitation du commerce - Suva | | 312 302 | 16 296 | 789 399 | 1 117 997 | -627 808 | 8 534 | 498 723 | 507 517 | -8 794 |
| LTBT01XS | Clean Pacific Horticultural Exports | 171 082 | 8 927 | 148 345 | 328 354 | -97 107 | 3 371 | 234 618 | 234 618 | - |
| LTBT01PS | South-South Capacity Building NZ Prog Fnds | - | - | 25 574 | 25 574 | - | 894 | 26 468 | 26 468 | - |
| LTBT02XS | Pac Horticulture & Agri Mkt Access (PHAMA) | 149 506 | 7 801 | 386 590 | 543 897 | -439 153 | -457 | 104 287 | 104 287 | - |
| LTBT03XS | Biosecurity Legislation for Cook Is & Fiji | -8 286 | -432 | - | -8 718 | - | -76 | -8 794 | - | -8 794 |
| LTBT04XS | BATS Miscellaneous | - | - | 228 890 | 228 890 | -91 548 | 4 802 | 142 144 | 142 144 | - |
| Production agricole - Suva | | 1 012 807 | 52 847 | 577 811 | 1 643 465 | -925 214 | -2 350 | 715 901 | 716 205 | -304 |
| LSOD15XS | DSAP2-EU | - | - | - | - | -430 | 430 | - | - | - |
| LSOD18XS | Promoting sustainable Agriculture & Agoforestry | - | - | 6 717 | 6 717 | -1 096 | 197 | 5 818 | 5 818 | - |
| LFCP01XS | PARDI - Pac Agribusiness Research for Devel Initi | 468 734 | 24 458 | - | 493 192 | -327 340 | -7 118 | 158 734 | 158 734 | - |
| LFCP02XS | Rehabilitating Cocoa in Pacific | 131 729 | 6 874 | 95 298 | 233 901 | -137 386 | -255 | 96 260 | 96 260 | - |
| LFCP03XS | Developing Capacity access cocoa in Pacific | 11 468 | 598 | 8 892 | 20 958 | -3 149 | 307 | 18 116 | 18 116 | - |
| LFCP04XS | Developing Commercial Fruit - Tonga | 41 457 | 2 163 | - | 43 620 | - | 383 | 44 003 | 44 003 | - |
| LFCP05XS | CTA Strengthening Dissemination of Value Chain | -7 309 | -381 | 60 908 | 53 218 | -32 176 | 937 | 21 979 | 21 979 | - |
| LFCP06XS | Understanding the response of taro and cassava | 28 335 | 1 478 | 84 312 | 114 125 | -11 541 | 2 806 | 105 390 | 105 390 | - |
| LFCP07XS | Soil Health Management | 338 393 | 17 657 | 125 528 | 481 578 | -215 646 | -27 | 265 905 | 265 905 | - |
| LFCP08XS | Vegetation and Land Cover Mapping and Improving Fo | - | - | 196 156 | 196 156 | -196 450 | -10 | -304 | - | -304 |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DETENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| Diversification des systèmes agricoles et forestiers - Suva | | 849 038 | 44 303 | 2 665 084 | 3 558 425 | -2 301 618 | 20 550 | 1 277 357 | 1 307 757 | -30 400 |
| LRFT01XS | SPC/NFPF Partnership Program | 40 176 | 2 096 | - | 42 272 | - | 371 | 42 643 | 42 643 | - |
| LRFT02XS | ITTO Consultancy Funds | 4 984 | 260 | - | 5 244 | - | 46 | 5 290 | 5 290 | - |
| LRFT03XS | ANU Pacific Projects | 20 155 | 1 052 | - | 21 207 | - | 186 | 21 393 | 21 393 | - |
| LRFT04XS | Forest Health Surveillance | 38 869 | 2 028 | - | 40 897 | - | 359 | 41 256 | 41 256 | - |
| LRFT06XS | Improved Use of Tree Resourc | 115 804 | 6 043 | 42 150 | 163 997 | -68 501 | 148 | 95 644 | 95 644 | - |
| LRFT07XS | Improving Value&Market Coconut-ACIAR | 58 790 | 3 068 | 70 439 | 132 297 | -45 521 | 1 414 | 88 190 | 88 190 | - |
| LSOD23XS | FACT-Facilitating Agricultural Commodity Trade | -118 211 | -6 168 | 152 172 | 27 793 | -30 941 | 3 148 | - | - | - |
| LRFT08XS | Forestry-FAO | 81 795 | 4 268 | 85 869 | 171 932 | -83 595 | 835 | 89 172 | 89 172 | - |
| LTFA01XS | IACI - Increasing Agricultural Commodity Trade | 523 082 | 27 294 | 1 980 755 | 2 531 131 | -1 716 451 | 14 072 | 828 752 | 828 752 | - |
| LRFT09XS | GIZ/SPC - Jalesi | 5 453 | 284 | 58 506 | 64 243 | -44 643 | 535 | 20 135 | 20 135 | - |
| LRFT10XS | SPC/UNDP Drawa Project | 3 110 | 162 | - | 3 272 | -1 691 | -30 | 1 551 | 1 551 | - |
| LTFA02XS | ACIAR Coconut R&D Strategy | 5 937 | 310 | 8 200 | 14 447 | -117 | 337 | 14 667 | 14 667 | - |
| LRFT11XS | SPC/FORENET/PNGFRI/FJI biomass sampling project | 3 314 | 173 | - | 3 487 | - | 31 | 3 518 | 3 518 | - |
| LRFT12XS | SPC-FAO REDD+ Project | - | - | 109 378 | 109 378 | -137 224 | -974 | -28 820 | - | -28 820 |
| LTFA03XS | Island Organic/Ethical Trade Initiatives | 33 799 | 1 764 | 157 615 | 193 178 | -169 992 | -121 | 23 065 | 23 065 | - |
| LTFA04XS | Building Capacity of Youth in Organic Agriculture | 1 380 | 72 | - | 1 452 | -2 942 | -90 | -1 580 | - | -1 580 |
| Ressources génétiques - Suva | | 695 689 | 36 301 | 1 097 157 | 1 829 147 | -1 001 878 | 9 755 | 837 024 | 837 024 | - |
| LFGR02XS | LRD/RGC Technical Assistance | 55 294 | 2 885 | 2 131 | 60 310 | -16 664 | 2 | 43 648 | 43 648 | - |
| LFGR03XS | Germplasm - FAO | 28 597 | 1 492 | - | 30 089 | -16 808 | -324 | 12 957 | 12 957 | - |
| LFGR04XS | Conserving Banana Diversity (Bioversity) | 15 200 | 793 | - | 15 993 | -2 309 | 60 | 13 744 | 13 744 | - |
| LFGR05XS | ACIAR Tonga Fruit Project | 15 598 | 814 | - | 16 412 | - | 144 | 16 556 | 16 556 | - |
| LFGR06XS | FAO GPA Implementation Survey | 8 635 | 451 | - | 9 086 | -1 540 | 26 | 7 572 | 7 572 | - |
| LFGR07XS | Global Trust Regenration & Safety Duplication | 34 037 | 1 776 | - | 35 813 | -1 616 | 258 | 34 455 | 34 455 | - |
| LFGR08XS | Trust Long-Term CePaCT Fund | 112 094 | 5 849 | 8 667 | 126 610 | -39 671 | -49 | 86 890 | 86 890 | - |
| LFGR09XS | Climate Change (AusAid) | 10 595 | 553 | - | 11 148 | -4 141 | -47 | 6 960 | 6 960 | - |
| LFGR10XS | Adapting Clonally propagated Crops Climatic change | 98 005 | 5 114 | 600 028 | 703 147 | -427 713 | 6 930 | 282 364 | 282 364 | - |
| LFGR11XS | AusAID Phase II Climate Change | 262 760 | 13 711 | 315 977 | 592 448 | -333 999 | 1 796 | 260 245 | 260 245 | - |
| LFGR13XS | Indigenous vegetable Contribution to development | 5 125 | 267 | - | 5 392 | -3 075 | -60 | 2 257 | 2 257 | - |
| LFGR14XS | NZ AID - GR | 49 749 | 2 596 | - | 52 345 | -48 531 | -1 238 | 2 576 | 2 576 | - |
| LFGR15XS | Climate Change Research Technicians | - | - | 31 708 | 31 708 | -11 518 | 706 | 20 896 | 20 896 | - |
| LFGR16XS | FAO Treaty access benefit Sharing climate change p | - | - | 138 646 | 138 646 | -94 293 | 1 551 | 45 904 | 45 904 | - |
| Vulgarisation, information et communication - Suva | | 6 131 | 320 | 9 074 | 15 525 | -7 048 | 128 | 8 605 | 8 605 | - |
| LSOZ01XS | x-SPC/IFAD Organic Project | 466 | 24 | - | 490 | -478 | -12 | - | - | - |
| LSOZ05XS | ICE Miscellaneous | 5 665 | 296 | 9 074 | 15 035 | -6 570 | 140 | 8 605 | 8 605 | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|---|------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------------------------|------------------|--|-------------------------------|
| Soutien à l'agriculture et à la foresterie - Suva | | 406 573 | 21 215 | 1 032 587 | 1 460 375 | -1 565 609 | -14 883 | -120 117 | 697 107 | -817 224 |
| LRLM01XS | Reforestation Fiji / EU Project | - | - | 948 122 | 948 122 | -330 856 | 21 584 | 638 850 | 638 850 | - |
| LRLM02XS | PRAgri & ForestPolicyNetwork | -8 835 | -461 | - | -9 296 | - | -82 | -9 378 | - | -9 378 |
| LRLM03XS | Rehab Degraded Lands & Drought Mitigation | 12 131 | 633 | - | 12 764 | - | 112 | 12 876 | 12 876 | - |
| LRLM04XS | Improvement Key Services to Agriculture-Fairtrade | 403 277 | 21 043 | 8 381 | 432 701 | -1 202 509 | -38 031 | -807 839 | - | -807 839 |
| LRLM06XS | Sustainable Land Management in Forest Margins | - | - | 71 308 | 71 308 | -31 222 | 1 402 | 41 488 | 41 488 | - |
| LRLM07XS | Fairtrade Capacity Building and Advisory Services | - | - | - | - | -7 | - | -7 | - | -7 |
| Santé des végétaux - Suva | | 237 170 | 12 374 | 432 674 | 682 218 | -384 134 | 3 888 | 301 972 | 323 596 | -21 624 |
| LTPH01XS | IPM SProd Syst Bassica Crops | 24 827 | 1 295 | 1 471 | 27 593 | -6 258 | 62 | 21 397 | 21 397 | - |
| LTPH04XS | PPM SPC-FSM Matching | 129 291 | 6 746 | - | 136 037 | - | 1 194 | 137 231 | 137 231 | - |
| LTPH05XS | PPM FSM Matching Funds | 20 540 | 1 072 | - | 21 612 | - | 190 | 21 802 | 21 802 | - |
| LTPH06XS | Pac Ant Prevention Program | 9 579 | 500 | - | 10 079 | - | 88 | 10 167 | 10 167 | - |
| LTPH07XS | Fiji Flood Agriculture Sector Rehabilitation Prog | 45 361 | 2 367 | - | 47 728 | -29 141 | -600 | 17 987 | 17 987 | - |
| LTPH08XS | Fiji papaya Industry ACIAR | 8 958 | 467 | 87 358 | 96 783 | -104 417 | -514 | -8 148 | - | -8 148 |
| LTPH09XS | Small & Micro Nursery Enterprise Devlpmnt Project | 7 683 | 401 | - | 8 084 | -1 400 | 22 | 6 706 | 6 706 | - |
| LTPH10XS | Capacity building for the implementation of MEAs | -22 071 | -1 152 | 15 103 | -8 120 | -5 488 | 132 | -13 476 | - | -13 476 |
| LTPH11XS | Integrated Crop | 10 069 | 525 | 321 637 | 332 231 | -234 220 | 3 150 | 101 161 | 101 161 | - |
| LTPH12XS | Pacific Biological Control project | - | - | 7 105 | 7 105 | -2 621 | 157 | 4 641 | 4 641 | - |
| LSOZ22XS | NZ AID - Plant Health | 574 | 30 | - | 604 | -589 | -15 | - | - | - |
| Bureau du Directeur de la DRT - Suva | | 2 413 735 | 125 947 | 327 211 | 2 866 893 | -906 876 | 2 019 | 1 962 036 | 1 963 026 | -990 |
| LSOZ23XS | Strategies for Root and Tuber Crops project | - | - | - | - | -325 | -11 | -336 | - | -336 |
| LSOZ34XS | Climate Change Mainstreaming | - | - | 71 138 | 71 138 | -71 398 | -9 | -269 | - | -269 |
| LSOZ25XS | INTRA - ACP Agriculture Policy Programme | 1 993 864 | 104 039 | 15 850 | 2 113 753 | -562 721 | -712 | 1 550 320 | 1 550 320 | - |
| LSOZ27XS | LRD TechnicalAssistanceFunds | 195 970 | 10 226 | -19 623 | 186 573 | -24 946 | 251 | 161 878 | 161 878 | - |
| LSOZ28XS | x-LRD TechAssistancePool2 | 93 205 | 4 863 | - | 98 068 | -3 | 861 | 98 926 | 98 926 | - |
| LSOZ29XS | IFAD Miscellaneous | 12 132 | 633 | - | 12 765 | -1 335 | 65 | 11 495 | 11 495 | - |
| LSOZ30XS | FAO Miscellaneous | 30 031 | 1 567 | - | 31 598 | - | 277 | 31 875 | 31 875 | - |
| LSOZ31XS | LRD Administration | 85 233 | 4 447 | 14 321 | 104 001 | -57 657 | -728 | 45 616 | 45 616 | - |
| LSOZ33XS | ACIAR | 3 300 | 172 | 11 501 | 14 973 | -14 997 | -92 | -116 | - | -116 |
| LSOZ34XS | Climate Change Mainstreaming | - | - | 71 138 | 71 138 | -71 398 | -9 | -269 | - | -269 |
| LFAA01PS | GR NZ Aid Programme fund - 2014 | - | - | 162 886 | 162 886 | -102 096 | 2 126 | 62 916 | 62 916 | - |
| PÊCHE, AQUACULTURE ET ÉCOSYSTÈMES MARINS | | 6 481 816 | -1 715 | 10 230 189 | 16 710 290 | -10 994 033 | 1 273 | 5 717 530 | 6 060 188 | -342 658 |
| Programme pêche côtière - Nouméa | | 1 484 432 | - | 3 108 463 | 4 592 895 | -2 508 546 | - | 2 084 349 | 2 154 858 | -70 509 |
| Programme pêche côtière - Nouméa | | 1 484 432 | - | 3 108 463 | 4 592 895 | -2 508 546 | - | 2 084 349 | 2 154 858 | -70 509 |
| FCMG01PN | PF-Fisheries Management | - | - | - | - | 2 345 | - | 2 345 | 2 345 | - |
| FCCA02XN | Taiwan Aqua Market & Fin | 7 480 | - | - | 7 480 | -3 573 | - | 3 907 | 3 907 | - |
| FCCA03PN | DFAT Australia - tagged aquaculture funding | - | - | - | - | -290 | - | -290 | - | -290 |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DETENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|----------------|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|----------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| FCCA07XN | ACIAR - Mini-projects | 99 701 | - | - | 99 701 | -40 646 | - | 59 055 | 59 055 | - |
| FCCA12XN | AusAid Mariculture | 53 983 | - | 209 231 | 263 214 | -203 841 | - | 59 373 | 59 373 | - |
| FCCA13XN | AUSAid Aquaculture Freshwater | 28 850 | - | 519 527 | 548 377 | -278 837 | - | 269 540 | 269 540 | - |
| FCCA14XN | ACIAR FIS / 2010 / 057 | -2 849 | - | 16 683 | 13 834 | -3 824 | - | 10 010 | 10 010 | - |
| FCCA15XN | ACIAR FIS / 2012 / 076 | 148 089 | - | 309 907 | 457 996 | -274 760 | - | 183 236 | 183 236 | - |
| FCCA16XN | Aquaculture Consultancy/ EU Project | - | - | 6 981 | 6 981 | -3 909 | - | 3 072 | 3 072 | - |
| FCCA17XN | ACIAR/JCU Pearl Aquaculture | - | - | 11 989 | 11 989 | -29 296 | - | -17 307 | - | -17 307 |
| FCFP05PN | CFP NZAID 2014-2016 Allocation | - | - | 218 953 | 218 953 | -155 150 | - | 63 803 | 63 803 | - |
| FCFP07PN | NC Programme Grant | - | - | 97 894 | 97 894 | -51 831 | - | 46 063 | 46 063 | - |
| FCFP14XN | Coast.Fisheries Mgt Meetg | 6 135 | - | - | 6 135 | - | - | 6 135 | 6 135 | - |
| FCFP16XN | Reg. Strat Plan /Coast Fish | 5 131 | - | - | 5 131 | - | - | 5 131 | 5 131 | - |
| FCFP17XN | Developing Kiribati Ecosystem Fisheries Mgmt Prog | 4 257 | - | - | 4 257 | - | - | 4 257 | 4 257 | - |
| FCFP23XN | Fisheries awareness material production | 2 614 | - | - | 2 614 | - | - | 2 614 | 2 614 | - |
| FCFP24XN | HEADS-FISHERIES MEETING | 26 191 | - | - | 26 191 | - | - | 26 191 | 26 191 | - |
| FCFP28XN | SPC-GIZ Climate Change Coastal | -9 447 | - | 138 943 | 129 496 | -121 843 | - | 7 653 | 7 653 | - |
| FCFP29XN | CBFM for Kiribati | 23 448 | - | 33 563 | 57 011 | -34 448 | - | 22 563 | 22 563 | - |
| FCFP30XN | CBFM for Vanuatu | -580 | - | 26 811 | 26 231 | -40 508 | - | -14 277 | - | -14 277 |
| FCFP35XN | Resources Materials | 7 337 | - | 3 773 | 11 110 | -53 | - | 11 057 | 11 057 | - |
| FCDV05XN | Fad Research | 1 601 | - | 2 818 | 4 419 | - | - | 4 419 | 4 419 | - |
| FCFP38XN | Fish SILAGE | 6 224 | - | 2 710 | 8 934 | -49 | - | 8 885 | 8 885 | - |
| FCFP39XN | Sport Fishing Development | 7 199 | - | - | 7 199 | -1 306 | - | 5 893 | 5 893 | - |
| FCDV06XN | Fisheries Training (N.Z.) | 85 204 | - | 182 267 | 267 471 | -189 804 | - | 77 667 | 77 667 | - |
| FCDV13XN | Seafood quality & value-ad | 7 780 | - | - | 7 780 | - | - | 7 780 | 7 780 | - |
| FCFP48XN | Sea Safety Projects | 9 198 | - | - | 9 198 | - | - | 9 198 | 9 198 | - |
| FCFP49XN | Fisheries Officer Training | 37 894 | - | -37 894 | - | - | - | - | - | - |
| FCFP50XN | AusAid Exports | 194 524 | - | 249 895 | 444 419 | -318 385 | - | 126 034 | 126 034 | - |
| FCFP52XN | Tonga demersal line project (Niwa) | - | - | - | - | -26 475 | - | -26 475 | - | -26 475 |
| FCFP57XN | Devfish | - | - | - | - | -41 | - | -41 | - | -41 |
| FCFP65XN | Live reef fish | 270 244 | - | 189 323 | 459 567 | -369 235 | - | 90 332 | 90 332 | - |
| FCFP72XN | CFP General Projects | 63 271 | - | 393 | 63 664 | -5 422 | - | 58 242 | 58 242 | - |
| FCFP73XN | Coastal Climate Change AusAid | 27 374 | - | - | 27 374 | - | - | 27 374 | 27 374 | - |
| FCFP74XN | Bldg Clim Resilience & Coast Res Gov Capacity Fiji | 387 282 | - | - | 387 282 | -59 548 | - | 327 734 | 327 734 | - |
| FCFP75XN | Bldg Capacity of Tokelau Coast Fish Managers | 38 106 | - | - | 38 106 | -6 728 | - | 31 378 | 31 378 | - |
| FCFP77XN | SPC-IRD Deployment of Temperature Loggers -CC | 12 147 | - | - | 12 147 | - | - | 12 147 | 12 147 | - |
| FCFP78XN | CFP NZAID 2013 Allocation | 64 527 | - | - | 64 527 | -64 095 | - | 432 | 432 | - |
| FCFP79XN | AUSAID Coastal Climate Change Monitoring Phase II | -128 483 | - | 284 388 | 155 905 | -168 024 | - | -12 119 | - | -12 119 |
| FCFP81XN | FPF Connaissance Ciguatera dans le Pacifique | - | - | 11 933 | 11 933 | -781 | - | 11 152 | 11 152 | - |
| FCFP82XN | NZAID Kiribati Sustainable Coastal Fisheries Pgm | - | - | 382 554 | 382 554 | -40 861 | - | 341 693 | 341 693 | - |
| FCFP83XN | DFAT CBFM Workshop March 2014 | - | - | 245 821 | 245 821 | -17 328 | - | 228 493 | 228 493 | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|----------------|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| | Programme pêche côtière - Suva | -32 876 | -1 715 | 340 398 | 305 807 | -295 323 | 1 273 | 11 757 | 54 627 | -42 870 |
| | Programme pêche côtière - Suva | -32 876 | -1 715 | 340 398 | 305 807 | -295 323 | 1 273 | 11 757 | 54 627 | -42 870 |
| FCCA07XS | Aquaculture Project | -12 860 | -671 | 53 167 | 39 636 | -49 920 | -5 | -10 289 | - | -10 289 |
| FCCA13XS | Nabua Aquaculture Miscellaneous | -16 273 | -849 | 174 893 | 157 771 | -179 317 | -305 | -21 851 | - | -21 851 |
| FCDV14XS | x-Safety At Sea Con (T0300412) | -3 743 | -195 | - | -3 938 | -6 529 | -263 | -10 730 | - | -10 730 |
| FCCA15XS | Acquaculture - Community Based | - | - | 112 338 | 112 338 | -59 557 | 1 846 | 54 627 | 54 627 | - |
| | Programme pêche hauturière | 2 732 180 | - | 6 150 040 | 8 882 220 | -5 548 226 | - | 3 333 994 | 3 370 806 | -36 812 |
| FOFS02PN | OFN NZAP Recurrent Funding 2014-2016 | - | - | 303 709 | 303 709 | -120 898 | - | 182 811 | 182 811 | - |
| FOFS03PN | OFN DFAT(AusAID) recurrent funding | - | - | - | - | -292 | - | -292 | - | -292 |
| FOFS04XN | OFN - SCIFISH -OCT | - | - | 6 802 | 6 802 | - | - | 6 802 | 6 802 | - |
| FOFS10XN | O.F.P. General - Y2K | 132 840 | - | 146 164 | 279 004 | -182 524 | - | 96 480 | 96 480 | - |
| FOFS13XN | Pac.Fish.Rech.Progr-01-Uoh | 205 289 | - | - | 205 289 | -44 280 | - | 161 009 | 161 009 | - |
| FOFS15XN | Regional Tagging Project | 253 893 | - | 92 586 | 346 479 | -328 580 | - | 17 899 | 17 899 | - |
| FOFS16XN | WCPFC | 283 206 | - | 1 008 863 | 1 292 069 | -889 527 | - | 402 542 | 402 542 | - |
| FOFS18XN | Japan Trust Fund | 232 734 | - | 114 527 | 347 261 | -171 001 | - | 176 260 | 176 260 | - |
| FOFS21XN | WCPFC ROP Data Management | 190 893 | - | 715 065 | 905 958 | -719 754 | - | 186 204 | 186 204 | - |
| FOFS23XN | AusAid FFA Advice | 160 832 | - | 209 508 | 370 340 | -212 010 | - | 158 330 | 158 330 | - |
| FOFS26XN | NZAID Observer Programme | 166 789 | - | 238 237 | 405 026 | -352 521 | - | 52 505 | 52 505 | - |
| FOFS28XN | AUSAID Tuna Monitoring project | 222 967 | - | 786 856 | 1 009 823 | -348 759 | - | 661 064 | 661 064 | - |
| FOFS29XN | AUSAID Snapper project | -65 065 | - | 463 513 | 398 448 | -235 441 | - | 163 007 | 163 007 | - |
| FOFS30XN | SPC-GIZ Climate Change Oceanic | 6 206 | - | 158 163 | 164 369 | -164 335 | - | 34 | 34 | - |
| FOFS31XN | Connaissance de l'espace Maritime de la NC | -10 755 | - | 90 950 | 80 195 | -77 794 | - | 2 401 | 2 401 | - |
| FOFS32XN | Programme Observateur Polynésie Française | -5 584 | - | 186 854 | 181 270 | -212 160 | - | -30 890 | - | -30 890 |
| FOFS34XN | PNA Scientific Support - PEW | 115 801 | - | 322 613 | 438 414 | -438 414 | - | - | - | - |
| FOFS35XN | BMIS Development (ISF/WWF funding) | -2 248 | - | 2 248 | - | - | - | - | - | - |
| FOFS36XN | AAMP Characterization of NC Pelagic Ecosystems | -19 204 | - | 37 590 | 18 386 | 3 425 | - | 21 811 | 21 811 | - |
| FOFS37XN | OFN NZAID Services 2013 | 109 310 | - | - | 109 310 | -101 110 | - | 8 200 | 8 200 | - |
| FOFS38XN | NZ Tuna Science & Information Services 2013-2015 | 483 414 | - | 673 582 | 1 156 996 | -625 479 | - | 531 517 | 531 517 | - |
| FOFS39XN | Marie Curie Advances Models 4 Fisheries (AMFISALS) | 186 802 | - | - | 186 802 | -120 898 | - | 65 904 | 65 904 | - |
| FOFS40XN | FPF Bioeconomic modelling | 46 539 | - | - | 46 539 | - | - | 46 539 | 46 539 | - |
| FOFS41XN | ISSF Electronic Monitoring Trials | 37 521 | - | - | 37 521 | - | - | 37 521 | 37 521 | - |
| FOFS42XN | ISSF E-Monitoring Project (2014-2016) | - | - | 586 670 | 586 670 | -204 401 | - | 382 269 | 382 269 | - |
| FOFS43XN | BMIS Development (ISSF) | - | - | 11 170 | 11 170 | -1 473 | - | 9 697 | 9 697 | - |
| | Projets extérieurs - Ressources marines - Nouméa | 132 005 | - | 46 543 | 178 548 | -115 504 | - | 63 044 | 105 212 | -42 168 |
| FDAA01XN | CRISP - Fonds Pacifique | -44 439 | - | 2 393 | -42 046 | -122 | - | -42 168 | - | -42 168 |
| FDAA02XN | CRISP France | 9 697 | - | 42 168 | 51 865 | -9 697 | - | 42 168 | 42 168 | - |
| FDAA03XN | FFEM_PCC | 168 682 | - | - | 168 682 | -105 638 | - | 63 044 | 63 044 | - |
| FDAA04XN | CRISP Extra | -1 935 | - | 1 982 | 47 | -47 | - | - | - | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|---|------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|------------------|-------------------|--------------------------------------|------------------|--|-------------------------------|
| Total de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins | | 2 166 075 | - | 584 745 | 2 750 820 | -2 526 434 | - | 224 386 | 374 685 | -150 299 |
| FDAA25XN | AusAid Marine Resources Project | -50 882 | - | 50 907 | 25 | -25 | - | - | - | - |
| FDAA26XN | SciCOFish Project - Coastal & Oceanic YEAR 1 | -2 272 | - | 2 272 | - | - | - | - | - | - |
| FDAA27XN | DevFish Phase II | 750 511 | - | - | 750 511 | -405 764 | - | 344 747 | 344 747 | - |
| FDAA28XN | SciCOFish Project - Coastal & Oceanic YEAR 2 | -16 261 | - | 16 261 | - | -42 | - | -42 | - | -42 |
| FDAA30XN | SciCOFish Project - Coastal & Oceanic YEAR 3 | 92 156 | - | 1 253 | 93 409 | -93 367 | - | 42 | 42 | - |
| FDAA31XN | FPF - OCT Participation in Fisheries | 42 653 | - | - | 42 653 | -38 021 | - | 4 632 | 4 632 | - |
| FDAA32XN | SciCOFish Project - Coastal & Oceanic YEAR 4 | 1 336 360 | - | - | 1 336 360 | -1 419 809 | - | -83 449 | - | -83 449 |
| FDAA02PN | NZAid - South South Cooperation | - | - | 24 721 | 24 721 | -1 617 | - | 23 104 | 23 104 | - |
| FDAA33XN | AusAid Pacific Engagement on BBNJ | - | - | 5 084 | 5 084 | -2 924 | - | 2 160 | 2 160 | - |
| FDAA34XN | SciCOFish Project - Coastal and Oceanic YEAR 5 | - | - | 296 845 | 296 845 | -363 653 | - | -66 808 | - | -66 808 |
| DIVISION ÉDUCATION, FORMATION ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN | | 1 510 667 | 90 864 | 5 150 251 | 6 751 782 | -5 140 979 | -9 474 | 1 601 329 | 1 833 856 | -232 527 |
| Département développement humain | | -240 513 | -512 | 1 684 858 | 1 443 833 | -913 375 | 1 008 | 531 466 | 576 561 | -45 095 |
| Département développement humain | | -230 714 | - | 1 250 615 | 1 019 901 | -510 562 | - | 509 339 | 509 339 | - |
| HHCM06XN | Cultural Development | 6 226 | - | - | 6 226 | -6 111 | - | 115 | 115 | - |
| HHCM11XN | Supporting the Cult Sector for Sustain Eco & HDP | 6 189 | - | -4 493 | 1 696 | -1 696 | - | - | - | - |
| HHWZ04XN | Fonds Pacifique - France | 11 831 | - | 29 | 11 860 | -11 151 | - | 709 | 709 | - |
| HHWZ05XN | Projet Union des Femmes Francophones d'Outre Mer | 16 143 | - | -264 | 15 879 | -15 879 | - | - | - | - |
| HHDZ11XN | Lifuka Island Climate Change | 5 668 | - | -4 226 | 1 442 | -1 442 | - | - | - | - |
| HHDZ14XN | Progressing Gender Equality in PICT's | -276 771 | - | 1 259 569 | 982 798 | -474 283 | - | 508 515 | 508 515 | - |
| Promotion de la culture - Suva | | -46 222 | -2 412 | 302 807 | 254 173 | -222 881 | 2 368 | 33 660 | 33 660 | - |
| HHCM06XS | Cultural Development | -46 872 | -2 446 | 50 488 | 1 170 | -2 418 | 1 248 | - | - | - |
| HHCM07XS | HDP Miscellaneous | 650 | 34 | 27 970 | 28 654 | -22 258 | 206 | 6 602 | 6 602 | - |
| HHCM09XS | ACP Cultural Industries Project | - | - | 202 594 | 202 594 | -198 205 | 153 | 4 542 | 4 542 | - |
| HHCM10XS | Commonwealth Foundation, Mapping the Pacific Film | - | - | 21 755 | 21 755 | - | 761 | 22 516 | 22 516 | - |
| Égalité des sexes - Suva | | - | - | 68 382 | 68 382 | -109 359 | -1 433 | -42 410 | 2 685 | -45 095 |
| HHDZ14XS | Progressiong Gender Equality in PICT's | - | - | 32 313 | 32 313 | -75 884 | -1 524 | -45 095 | - | -45 095 |
| HHDZ18XS | Gender and Climate Change Training-GIZ | - | - | 36 069 | 36 069 | -33 475 | 91 | 2 685 | 2 685 | - |
| Bureau de promotion des jeunes - Suva | | 36 423 | 1 900 | 63 054 | 101 377 | -70 573 | 73 | 30 877 | 30 877 | - |
| HHYM13XS | HDP Pacific Youth Council | 41 634 | 2 172 | 23 409 | 67 215 | -40 858 | -226 | 26 131 | 26 131 | - |
| HHYM14XS | PLP - AusAid Pacific Leadership Programme | -5 660 | -295 | 39 645 | 33 690 | -33 164 | 174 | 700 | 700 | - |
| HHYM15XS | HDP/Youth | 449 | 23 | - | 472 | 3 449 | 125 | 4 046 | 4 046 | - |
| Centre de formation à l'éducation communautaire de la CPS | | 289 187 | 15 091 | 3 897 | 308 175 | -145 561 | -2 282 | 160 332 | 160 332 | - |
| HCTT08XS | Building Improvement & Maint | 14 173 | 740 | - | 14 913 | - | 131 | 15 044 | 15 044 | - |
| HCTT09XS | Northern Pacific Training TROC | 4 964 | 259 | - | 5 223 | - | 46 | 5 269 | 5 269 | - |
| HCTT11XS | MSME Capacity Building | 246 | 13 | - | 259 | - | 2 | 261 | 261 | - |
| HCTT14XS | Business Advisory | 2 677 | 140 | - | 2 817 | - | 25 | 2 842 | 2 842 | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|--------------------------------|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| PPAA15XN | Response Fund OOD M&E | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| PPAA16XN | Response Fund Health Advancement | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| PPAA17XN | Response Fund Consolidated | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| PPAA18XN | Response Fund - No cost extension | - | - | 363 701 | 363 701 | -480 177 | - | -116 476 | - | -116 476 |
| PPAA26XN | HIV SGS Surv ROC1 - MI | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| PPAA31XN | DU DC HIVAIDS - Joint Proj.- France | 439 | - | - | 439 | - | - | 439 | 439 | - |
| PRAA01XN | DUDC HIVSTI Global Fund | 26 683 | - | - | 26 683 | -160 725 | - | -134 042 | - | -134 042 |
| PPAA33XN | DU DC HIVAIDS ADB | 37 048 | - | - | 37 048 | -37 048 | - | - | - | - |
| PGMU01XN | GMU Global Fund Primary | -66 584 | - | 1 530 631 | 1 464 047 | -1 377 357 | - | 86 690 | 86 690 | - |
| PPAA49XN | HAU HPL NCD 2-1-22 AUSAid NZAID | 406 921 | - | 122 860 | 529 781 | -256 518 | - | 273 263 | 273 263 | - |
| PPAA51XN | Commonwealth Secretariat Diabetes Workshop | 41 076 | - | - | 41 076 | -41 076 | - | - | - | - |
| OOPA01XN | Joint Secretariat | 56 491 | - | -6 771 | 49 720 | -53 841 | - | -4 121 | - | -4 121 |
| PDAA02XN | OOD Management Project | 22 000 | - | - | 22 000 | - | - | 22 000 | 22 000 | - |
| PRAA07XN | DU SOR Vector Surveillance & Control | -3 841 | - | - | -3 841 | 3 841 | - | - | - | - |
| PRAA08XN | DU SOR Influenza Surveillance - CDC 2 | 183 445 | - | 244 050 | 427 495 | -211 868 | - | 215 627 | 215 627 | - |
| PRAA09XN | DU SOR Lab Shipping Costs | 6 685 | - | - | 6 685 | - | - | 6 685 | 6 685 | - |
| PRAA19XN | Increased Understdg the Health Implicat of Clim Ch | 23 322 | - | 117 343 | 140 665 | -123 700 | - | 16 965 | 16 965 | - |
| PRAA20XN | DU SOR - ROSSP PPHSN+ | 125 424 | - | 17 900 | 143 324 | -71 762 | - | 71 562 | 71 562 | - |
| PRAA21XN | SOR PPHS Network of Services | 34 421 | - | - | 34 421 | -34 421 | - | - | - | - |
| PRAA22XN | Improving Public Health Data Capacity in the PI | 85 958 | - | 14 026 | 99 984 | 16 | - | 100 000 | 100 000 | - |
| PRAA23XN | Emergency assistance to FP - Zika | 28 747 | - | - | 28 747 | -22 242 | - | 6 505 | 6 505 | - |
| PRAA25XN | DU DC TB Control France | 3 631 | - | - | 3 631 | 1 313 | - | 4 944 | 4 944 | - |
| PRAA26XN | DU DC TB Control Global Fund | 155 405 | - | 112 313 | 267 718 | -207 808 | - | 59 910 | 59 910 | - |
| PRAA29XN | DU DC TB QTBEK Kiribati (AUSAid) | -1 003 | - | - | -1 003 | 1 003 | - | - | - | - |
| PRAA32XN | DU DC TB Diabetes Joint Study Kiribati | 1 429 | - | - | 1 429 | -1 429 | - | - | - | - |
| PRAA33XN | Towards TB Elimination in Kiribati | 258 786 | - | 494 827 | 753 613 | -406 363 | - | 347 250 | 347 250 | - |
| PRAA34XN | Pacific Operational Research Course | -38 934 | - | 38 959 | 25 | -25 | - | - | - | - |
| PDAA06XN | 2012 Postponed Activities | 17 446 | - | - | 17 446 | 1 028 | - | 18 474 | 18 474 | - |
| PDAA08XN | GMU - Commitments | 40 000 | - | 70 779 | 110 779 | -61 240 | - | 49 539 | 49 539 | - |
| PDAA02PN | PF- Director's Office Management Support | - | - | 42 | 42 | - | - | 42 | 42 | - |
| PDAA03PN | PF Health Admin. Sal. | - | - | -42 | -42 | - | - | -42 | - | -42 |
| PDAA09XN | Regional Health Architecture NZAID | - | - | 353 150 | 353 150 | -291 196 | - | 61 954 | 61 954 | - |
| PRAA02PN | NZAid -SOR PPHS Network of Services | - | - | 353 150 | 353 150 | -290 710 | - | 62 440 | 62 440 | - |
| Division santé publique - Suva | | -4 036 443 | -210 619 | 735 282 | -3 511 780 | 4 081 422 | 131 153 | 700 795 | 700 795 | - |
| Section VIH/sida - Suva | | -3 939 249 | -205 547 | 70 306 | -4 074 490 | 4 421 412 | 120 687 | 467 609 | 467 609 | - |
| SHAF06XN | Allocations to support program- Grants | -945 808 | -49 352 | - | -995 160 | 969 976 | 25 184 | - | - | - |
| PPAA58XS | Allocations to support program- Grants | -104 244 | -5 439 | - | -109 683 | 106 907 | 2 776 | - | - | - |
| SHAF08XN | Operational Support Cost | -1 269 271 | -66 230 | - | -1 335 501 | 1 301 705 | 33 796 | - | - | - |
| PPAA60XS | Operational Support Cost | -366 662 | -19 132 | - | -385 794 | 376 031 | 9 763 | - | - | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|--|--|------------|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|------------|--------------------------------------|------------|--|-------------------------------|
| SHAF09XN | Evaluation and Research | -746 295 | -38 941 | - | -785 236 | 765 365 | 19 871 | - | - | - |
| PPAA61XS | Evaluation and Research | -36 783 | -1 919 | - | -38 702 | 37 723 | 979 | - | - | - |
| SHAF10XN | Fund Committee Costs | -64 872 | -3 385 | - | -68 257 | 66 530 | 1 727 | - | - | - |
| SHAF21XN | Response Fund DU Disease Control HIVSTI | -291 744 | -15 223 | - | -306 967 | 299 199 | 7 768 | - | - | - |
| SHAF23XN | Response Fund OOD Mgmt Support | -3 005 | -157 | - | -3 162 | 3 082 | 80 | - | - | - |
| SHAF24XN | Response Fund OOD M&E | -94 896 | -4 952 | - | -99 848 | 97 321 | 2 527 | - | - | - |
| SHAF25XN | Response Fund Health Advancement | -368 776 | -19 242 | - | -388 018 | 378 199 | 9 819 | - | - | - |
| PPAA53XS | National Allocations for Forum Island Countries | 85 716 | 4 473 | - | 90 189 | -57 038 | -1 203 | 31 948 | 31 948 | - |
| PPAA54XS | Capacity Development Organisations | 1 272 | 66 | - | 1 338 | -1 304 | -34 | - | - | - |
| PPAA55XS | Community Action Grants | -256 | -13 | - | -269 | 262 | 7 | - | - | - |
| PPAA56XS | Competitive Grants | 3 183 | 166 | - | 3 349 | -3 264 | -85 | - | - | - |
| PPAA57XS | Regional Priorities | 1 268 | 66 | - | 1 334 | -1 300 | -34 | - | - | - |
| SHAR08XN | HIV SGS Surv ROC1 - MI | -851 | -44 | - | -895 | 872 | 23 | - | - | - |
| PPAA71XS | HIV AIDS- NZAID | 85 332 | 4 453 | - | 89 785 | 1 442 | 838 | 92 065 | 92 065 | - |
| PGMU05XS | HIV-Global Fund | 274 254 | 14 310 | 1 688 | 290 252 | -116 532 | -1 483 | 172 237 | 172 237 | - |
| PPAA74XS | RF Treatment & Care Grant | -1 277 | -67 | 1 310 | -34 | - | 34 | - | - | - |
| PPAA75XS | HIV General Management | -95 534 | -4 985 | 50 125 | -50 394 | 47 850 | 2 544 | - | - | - |
| PPAA76XS | STIs/HIV Technical Response-RF No Cost Ext funds | - | - | 17 183 | 17 183 | 5 322 | 787 | 23 292 | 23 292 | - |
| PPAA77XS | Climate Change Funding (PHD Strategic Communica | - | - | - | - | 14 922 | 522 | 15 444 | 15 444 | - |
| PDAA10XS | PHD Strategic Plan Funding-RF No Cost Ext funds | - | - | - | - | 128 142 | 4 481 | 132 623 | 132 623 | - |
| Projet Fonds mondial - Suva | | -136 485 | -7 122 | 148 824 | 5 217 | 4 929 | 4 116 | 14 262 | 14 262 | - |
| PGMU07XS | x-GlobalFund MeetingPIRCCmeet2 | -149 922 | -7 823 | 148 824 | -8 921 | 4 929 | 3 992 | - | - | - |
| PGMU08XS | x-PPRSHN CINET Workshop | 13 437 | 701 | - | 14 138 | - | 124 | 14 262 | 14 262 | - |
| Gestion de la santé publique - Suva | | -99 775 | -5 206 | 598 531 | 493 550 | -344 781 | 7 951 | 156 720 | 156 720 | - |
| OOPA02XS | Joint Secretariat | -99 775 | -5 206 | 598 531 | 493 550 | -344 781 | 7 951 | 156 720 | 156 720 | - |
| Promotion de la santé - Suva | | 80 327 | 4 191 | -82 379 | 2 139 | - | -2 139 | - | - | - |
| PPAA81XS | Bloomberg TFK Tobacco Project | 80 327 | 4 191 | -82 379 | 2 139 | - | -2 139 | - | - | - |
| Surveillance de la santé publique - Suva | | 58 739 | 3 065 | - | 61 804 | -138 | 538 | 62 204 | 62 204 | - |
| PRAA48XS | INFLUENZA SURVEILL. - CDC | 58 739 | 3 065 | - | 61 804 | -138 | 538 | 62 204 | 62 204 | - |
| Fonds mondial | | 3 936 960 | - | 3 970 235 | 7 907 195 | -7 089 287 | - | 817 908 | 817 908 | - |
| Global Fund | 3,936,960 | - | 3 970 235 | 7 907 195 | -7 089 287 | - | 817 908 | 817 908 | - | - |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|--|------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------------|------------------|--|-------------------------------|
| DIVISION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE | | 7 145 072 | 370 898 | 8 080 584 | 15 596 554 | -5 760 632 | 146 748 | 9 982 670 | 10 359 891 | -377 221 |
| Tout Nouméa | | 37 011 | - | - | 37 011 | - | - | 37 011 | 38 762 | -1 751 |
| Tout Nouméa | | 37 011 | - | - | 37 011 | - | - | 37 011 | 38 762 | -1 751 |
| EEAA02XN | Energy General | -144 | - | - | -144 | - | - | -144 | - | -144 |
| EEAA03XN | Renewable Energy Efficiency Project (North Rep) | -1 607 | - | - | -1 607 | - | - | -1 607 | - | -1 607 |
| EEAA04XN | Tepvertes Meeting | 38 762 | - | - | 38 762 | - | - | 38 762 | 38 762 | - |
| Département énergie | | 4 646 008 | 242 427 | 6 567 879 | 11 456 314 | -3 917 490 | 135 570 | 7 674 394 | 7 872 521 | -198 127 |
| Renforcement des capacités - Suva | | - | - | 1 640 178 | 1 640 178 | -44 444 | 55 797 | 1 651 531 | 1 651 531 | - |
| EEBZ01XS | Tech & Vocational Education Train- TVET | - | - | 1 640 178 | 1 640 178 | -44 444 | 55 797 | 1 651 531 | 1 651 531 | - |
| Pétrole et combustibles liquides - Suva | | 980 815 | 51 179 | 913 721 | 1 945 715 | -400 920 | 26 987 | 1 571 782 | 1 584 225 | -12 443 |
| EEFZ01XS | Energy General | 185 107 | 9 659 | 5 518 | 200 284 | -11 377 | 1 504 | 190 411 | 190 411 | - |
| EEEZ01XS | Pacific Appliance Labelling and Standards | 795 708 | 41 520 | 824 565 | 1 661 793 | -293 882 | 25 903 | 1 393 814 | 1 393 814 | - |
| EEEC01XS | Preparation & Execution of Validation W/Shop-PCREE | - | - | 52 659 | 52 659 | -60 464 | -273 | -8 078 | - | -8 078 |
| EEEZ02XS | Global Market Efficient Lighting UNEP | - | - | 30 979 | 30 979 | -35 197 | -147 | -4 365 | - | -4 365 |
| Énergie et genre - Suva | | 5 167 | 270 | 4 477 | 9 914 | -9 776 | -138 | - | - | - |
| EENZ01XS | Integration of Gender to Climate Change Adaption | 5 167 | 270 | 4 477 | 9 914 | -9 776 | -138 | - | - | - |
| Politiques/Planification - Suva | | 1 032 314 | 53 866 | 708 494 | 1 794 674 | -893 621 | 3 058 | 904 111 | 907 508 | -3 397 |
| EEPZ01XS | Regional Energy Consultative Meeting - AusAID | 18 239 | 952 | - | 19 191 | -18 705 | -486 | - | - | - |
| EEPZ02XS | Energy Ministerial Meeting | 46 570 | 2 430 | - | 49 000 | -47 760 | -1 240 | - | - | - |
| EEPZ03XS | Energy Security in Pacific | 36 449 | 1 902 | - | 38 351 | -40 663 | -1 085 | -3 397 | - | -3 397 |
| EEPZ01PS | South-South Capacity Building NZ Prog Fnds | - | - | 17 971 | 17 971 | - | 628 | 18 599 | 18 599 | - |
| EEPZ05PS | Energy Australia Aid | - | - | 690 523 | 690 523 | -662 507 | 980 | 28 996 | 28 996 | - |
| Énergies renouvelables - Suva | | 2 627 712 | 137 112 | 3 301 009 | 6 065 833 | -2 568 729 | 49 866 | 3 546 970 | 3 729 257 | -182 287 |
| EERZ01XS | Renewable Energy Nth Rep Project (FSM) | 1 431 983 | 74 720 | - | 1 506 703 | -1 644 702 | -44 288 | -182 287 | - | -182 287 |
| EERZ02XS | Renewable Energy Nth Rep Project (RMI) | 326 473 | 17 035 | - | 343 508 | 139 974 | 7 909 | 491 391 | 491 391 | - |
| EERZ03XS | Renewable Energy Nth Rep Project (Palau) | 15 729 | 821 | - | 16 550 | 34 898 | 1 364 | 52 812 | 52 812 | - |
| EERZ04XS | Renewable Energy Nth Rep (General) | 815 783 | 42 567 | 2 998 950 | 3 857 300 | -1 061 714 | 75 271 | 2 870 857 | 2 870 857 | - |
| EERZ05XS | IRENA Initiative Pac Is. Deve. States | 37 744 | 1 969 | - | 39 713 | -12 622 | -93 | 26 998 | 26 998 | - |
| EERZ06XS | IRENA Joint Training Energy Data /Policy | - | - | 45 320 | 45 320 | -24 563 | 726 | 21 483 | 21 483 | - |
| EERZ07XS | Renewable Energy PIC Workshop-US Embassy | - | - | 256 739 | 256 739 | - | 8 977 | 265 716 | 265 716 | - |
| Département transports | | 2 462 053 | 128 471 | 1 512 705 | 4 103 229 | -1 843 142 | 11 178 | 2 271 265 | 2 448 608 | -177 343 |
| Total des projets liés au transport aérien - Suva | | 63 600 | 3 319 | 3 023 | 69 942 | -65 040 | -1 581 | 3 321 | 3 321 | - |
| ETAV01XS | Aviation General | 451 | 24 | - | 475 | -463 | -12 | - | - | - |
| ETAV02XS | Aviation Technical, Policy & Security (PIFS) | 63 149 | 3 295 | 3 023 | 69 467 | -64 577 | -1 569 | 3 321 | 3 321 | - |
| Tous les projets terrestres - Suva | | - | - | - | - | -169 804 | -5 938 | -175 742 | - | -175 742 |
| ETLT01XS | EU - Micro Project Programme - Lautoka | - | - | - | - | -161 828 | -5 659 | -167 487 | - | -167 487 |
| ETLT02XS | EU-Sugarcane Rural Access Road Project | - | - | - | - | -7 976 | -279 | -8 255 | - | -8 255 |

| CODE DU BUDGET | DESCRIPTION | 31.12.2013 | VARIATION DE CHANGE SOLDE D'OUVERTURE | MONTANT REÇU DES BAILLEURS DE FONDS | TOTAL RECETTES | DÉPENSES | VARIATION DE CHANGE SOLDE DE CLÔTURE | 31.12.2014 | SOMMES DÉTENUES POUR LE COMPTE DES BAILLEURS | SOMMES DUES PAR LES BAILLEURS |
|---|--|-------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------------------------|-------------------|--|-------------------------------|
| Tous les projets maritimes - Suva | | 2 398 453 | 125 152 | 1 509 682 | 4 033 287 | -1 608 298 | 18 697 | 2 443 686 | 2 445 287 | -1 601 |
| ETMT01XS | X- Small Is. States (SIS)- ForSec | 7 352 | 384 | - | 7 736 | -7 540 | -196 | - | - | - |
| EDAA01XS | Maritime Security PICT AusAID | 590 975 | 30 837 | - | 621 812 | -73 368 | 2 891 | 551 335 | 551 335 | - |
| ETMT02XS | Port Integretion - China | 16 369 | 854 | - | 17 223 | -16 789 | -434 | - | - | - |
| EDAA02XS | Seafarers Training - Multi | 140 279 | 7 320 | - | 147 599 | -308 | 1 285 | 148 576 | 148 576 | - |
| ETMT03XS | IMO-International Maritime Organisation | 67 184 | 3 506 | 102 853 | 173 543 | -114 133 | 225 | 59 635 | 59 635 | - |
| ETMT04XS | Domestic Ship Safety- Pilot Audits | 40 240 | 2 100 | - | 42 340 | -36 967 | -922 | 4 451 | 4 451 | - |
| ETMT03PS | South-South Capacity Building NZ Prog Fnds | - | - | 25 574 | 25 574 | - | 894 | 26 468 | 26 468 | - |
| ETMT04PS | Transport Australia Aid | - | - | 1 228 708 | 1 228 708 | -973 921 | 8 909 | 263 696 | 263 696 | - |
| ETMT05XS | Internal Auditors Training Courses-AusAid | 51 987 | 2 713 | - | 54 700 | -53 314 | -1 386 | - | - | - |
| ETMT06XS | Transport Ministerial Meeting | 88 902 | 4 639 | - | 93 541 | -86 602 | -2 207 | 4 732 | 4 732 | - |
| ETMT07XS | Transport General | 3 145 | 164 | - | 3 309 | 38 913 | 1 391 | 43 613 | 43 613 | - |
| ETMT08XS | Improving Ports & Maritime Shipping Study - WB | - | - | 30 077 | 30 077 | -31 624 | -54 | -1 601 | - | -1 601 |
| ETMT09XS | Strengthen Consolidation Maritime Transp | - | - | 44 035 | 44 035 | -16 993 | 945 | 27 987 | 27 987 | - |
| ETMT10XS | JICA- Improving Ports & Maritime Study NorthPac | - | - | 48 742 | 48 742 | - | 1 704 | 50 446 | 50 446 | - |
| ETMT11XS | EDD - AusAID Grant | 1 391 228 | 72 594 | 20 198 | 1 484 020 | -234 960 | 5 337 | 1 254 397 | 1 254 397 | - |
| EEAA02XS | Energy General | - | - | 5 158 | 5 158 | - | 180 | 5 338 | 5 338 | - |
| EDAA04XS | EDD - Information and Publication | 792 | 41 | 4 337 | 5 170 | -692 | 135 | 4 613 | 4 613 | - |
| DIVISION STATISTIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT | | 2 151 205 | - | 1 817 979 | 3 969 184 | -3 065 298 | - | 903 886 | 1 079 237 | -175 351 |
| Tout Nouméa | | 2 151 205 | - | 1 817 979 | 3 969 184 | -3 065 298 | - | 903 886 | 1 079 237 | -175 351 |
| Tout Nouméa | | 2 151 205 | - | 1 817 979 | 3 969 184 | -3 065 298 | - | 903 886 | 1 079 237 | -175 351 |
| SDDA03PN | NZAid - South South Cooperation | - | - | 21 189 | 21 189 | -1 386 | - | 19 803 | 19 803 | - |
| SDDA04PN | Statistics NZAID 2014-2016 Allocation | - | - | 211 691 | 211 691 | -211 278 | - | 413 | 413 | - |
| SDDA13XN | Heads Of Statistics Mtg | 82 107 | - | - | 82 107 | 845 | - | 82 952 | 82 952 | - |
| SDDA24XN | Stats Income-Miscellaneous | 63 490 | - | 55 | 63 545 | 8 874 | - | 72 419 | 72 419 | - |
| SDDA29XN | ABS PGSP Project | - | - | -1 172 | -1 172 | - | - | -1 172 | - | -1 172 |
| SDDA31XN | ADB / RETA 6414 | 131 579 | - | - | 131 579 | - | - | 131 579 | 131 579 | - |
| SDDA33XN | AUSAid Census TA activities - 2009 | 245 436 | - | - | 245 436 | 4 586 | - | 250 022 | 250 022 | - |
| SDDA36XN | Pohnpei Office | 1 511 | - | - | 1 511 | -9 868 | - | -8 357 | - | -8 357 |
| SDDA38XN | AUSAID Strengthening Statistical Service 2010-2014 | 313 230 | - | 1 195 906 | 1 509 136 | -1 399 384 | - | 109 752 | 109 752 | - |
| SDDA37XN | Implementation Pilot Vanuatu Hybrid Survey M11/58 | 54 | - | -55 | -1 | - | - | -1 | - | -1 |
| SDDA39XN | AUSAID Strengthening Stat. Service 2010-2014 (B) | 1 322 240 | - | - | 1 322 240 | -1 191 192 | - | 131 048 | 131 048 | - |
| SDDA40XN | 2012 Activities funded from 2011 | 90 593 | - | - | 90 593 | -19 231 | - | 71 362 | 71 362 | - |
| SDDA42XN | Statistics NZAID 2012-2016 Allocation | -199 | - | 200 | 1 | -1 | - | - | - | - |
| SDDA43XN | ADB-TA-7800 | -192 108 | - | 262 530 | 70 422 | -49 724 | - | 20 698 | 20 698 | - |
| SDDA44XN | AFD / IMDN Project | 43 343 | - | - | 43 343 | -43 356 | - | -13 | - | -13 |
| SDDA46XN | OECD/NSDS Workshop 19 Nov 2014-22 Jan 2015 | - | - | 30 668 | 30 668 | -6 828 | - | 23 840 | 23 840 | - |
| SZZZ01XN | PPAPD - UNFPA | -18 420 | - | - | -18 420 | 18 420 | - | - | - | - |
| HPRZ15XN | RRRT - EU Solomons Project | 68 574 | - | 96 967 | 165 541 | -192 | - | 165 349 | 165 349 | - |
| HPRZ16XN | RRRT - EU Solomons Project Phase 2 | -225 | - | - | -225 | -165 583 | - | -165 808 | - | -165 808 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 49 544 505 | 1 264 387 | 54 258 028 | 105 066 922 | -56 828 368 | 507 522 | 48 746 074 | 52 758 175 | -4 012 101 |



NOTES RELATIVES AUX MÉTHODES COMPTABLES

1. Activité principale

L'activité principale du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) consiste à entreprendre des travaux de recherche, à offrir une assistance technique et à proposer des formations en vue de promouvoir le développement économique et social de ses 22 membres insulaires océaniques.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers de la CPS sont présentées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées systématiquement à tous les exercices présentés.

2.1 Base d'établissement des états financiers

Les états financiers de la CPS sont établis conformément au règlement financier du Secrétariat général.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des éléments mentionnés dans les méthodes comptables ci-après.

La direction doit faire preuve de jugement lorsqu'elle détermine certaines estimations comptables essentielles et applique les méthodes comptables de l'Organisation. Les points nécessitant des appréciations plus complexes et où les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur les états financiers sont exposés au paragraphe 2.14.

Tous les montants figurant dans les états financiers sont exprimés en UCOM, c'est-à-dire en unités de compte de 100 francs CFP.

2.2 Comptabilité par fonds

La CPS utilise la méthode de la comptabilité par fonds, étant donné qu'une partie importante de ses recettes annuelles provient de différentes subventions et financements des bailleurs destinés à alimenter des projets précis.

La comptabilité de chaque fonds est tenue séparément dans l'ensemble du système comptable, ce qui permet d'exercer les contrôles nécessaires pour garantir que chaque fonds est utilisé aux seules fins auxquelles il est destiné.

Un fonds distinct est établi pour comptabiliser les montants reçus, les dépenses engagées et le solde net des fonds disponibles à reporter sur l'exercice financier suivant. Bien que la règle générale soit la méthode de la comptabilité d'engagement, lorsque des fonds sont engagés, la

comptabilité des projets spécifiques doit respecter les règles prescrites par les bailleurs de fonds. Certains d'entre eux exigent que les dépenses soient comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Bien que les divers fonds ne soient disponibles que pour les fins précises auxquelles ils sont destinés et qu'ils soient comptabilisés séparément, il est jugé approprié, aux fins de leur présentation dans ces états financiers, de regrouper les recettes et les dépenses sous des intitulés récapitulatifs.

2.3 Devises

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments figurant dans les états financiers de la CPS sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel opère l'Organisation (« monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle des opérations effectuées aux Fidji est le dollar fidjien. Les opérations réalisées en Nouvelle-Calédonie sont exprimées en francs CFP. Les états financiers sont présentés en UCOM, monnaie de présentation du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique.

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle de chaque antenne au cours de change en vigueur aux dates des transactions.

Les gains et pertes de change liés au règlement de telles transactions et à la conversion au cours de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont portés au compte de résultat.

Les comptes de l'antenne de Suva sont consolidés à la date de clôture, en convertissant les dépenses et les recettes au taux de change acheteur moyen pour l'exercice, et les actifs nets, au taux acheteur à la date de clôture.

Le taux moyen était de 47,76 francs CFP pour 1 dollar fidjien (en 2013, ce taux était de 49,00 francs CFP pour 1 dollar fidjien).

Le taux acheteur à la date de clôture était de 49,43 francs CFP pour 1 dollar fidjien (en 2013, ce taux était de 46,57 francs CFP pour 1 dollar fidjien).

2.4 Comptabilisation des produits

Contributions statutaires

Les contributions des pays membres sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et par référence au barème approuvé lors des conférences annuelles. Les contributions devant servir à couvrir les dépenses d'équipement sont virées au Crédit reporté et rapportées au compte de résultat sur la durée de vie utile des actifs.

Fonds non statutaires

Les fonds reçus des gouvernements et des organismes d'aide au titre de programmes de travail non statutaires sont utilisés aux fins établies par les bailleurs. Ces fonds sont comptabilisés séparément dans le système comptable et les dépenses sont enregistrées au titre de chaque fonds. Les produits sont généralement comptabilisés au moment de la réception des fonds afin de satisfaire aux règles prescrites par les bailleurs en matière de comptabilité.

Redevance administrative

Les produits perçus pour la gestion des fonds sont calculés sur la base d'un certain pourcentage des décaissements de fonds. Ils sont comptabilisés comme dépenses imputables au projet.

Intérêts courus

Les produits d'intérêts sont comptabilisés de façon linéaire.

Vente de biens

Les produits tirés de la vente de biens sont comptabilisés une fois que le Secrétariat général a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

2.5 Impôt sur le revenu

La Communauté du Pacifique est exonérée d'impôt sur le revenu.

2.6 Contrats de location

Tous les contrats de location de biens immobiliers, d'installations et d'équipements en vertu desquels les risques et avantages inhérents à la propriété reviennent de fait au bailleur sont classés en tant que contrats de location-exploitation. Les dépenses engagées au titre des contrats de location sont portées au débit du compte de résultat au fur et à mesure de leur décaissement, pendant toute la durée du bail.

2.7 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.8 Biens immobiliers, installations et équipements

Les biens immobiliers, installations et équipements sont comptabilisés à leur coût historique diminué des amortissements. Le coût historique comprend toutes les dépenses directement imputables à l'acquisition de l'élément. Les terrains ne sont pas amortis.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct, le cas échéant, uniquement s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'Organisation et si le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable. Tous les autres coûts de réparation et d'entretien sont portés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

L'amortissement des actifs est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour ramener le coût de chaque actif à sa valeur résiduelle, compte tenu de sa durée d'utilité estimée. L'amortissement d'un bien immobilier, d'une installation et d'un équipement débute à partir du moment où celui-ci peut être utilisé et cesse dès qu'il est considéré comme détenu pour la vente ou cédé.

Le calcul des amortissements se fait en fonction des durées d'utilité estimées ci-après :

- Véhicules automobiles, matériel, mobilier, et agencements : 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Bâtiments : 66,6 ans

À la dotation aux amortissements pour l'exercice correspond un virement du poste Crédit reporté. Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque date de clôture.

La valeur comptable d'un actif est immédiatement ramenée à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de cet actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée. Les plus-values et moins-values de cession sont déterminées en comparant le produit de cession à la valeur comptable du bien. Elles sont comptabilisées au compte de résultat.

2.9 Inventaire

Les inventaires sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS). La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé réalisable dans le cours normal d'exploitation, diminué des coûts de la vente.

2.10 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque l'Organisation devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers

i) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils existent lorsque l'Organisation fournit de l'argent, des biens ou des services directement à un débiteur sans intention de négocier la créance.

Ils figurent parmi les éléments d'actif à court terme, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à 12 mois suivant la date de clôture, qui sont considérés comme des immobilisations. Les prêts et créances sont comptabilisés au bilan sous les rubriques Créances commerciales et Autres créances.

Les créances clients sont, dans un premier temps, évaluées à leur juste valeur, puis comptabilisées à leur coût amorti, déduction faite de la provision pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe une indication objective de l'incapacité de l'Organisation à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Le montant de la perte de valeur représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière de l'emprunteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indications objectives de dépréciation d'une créance. Le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat.

ii) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont inscrits au bilan à leur coût historique. Ils comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur, nets de découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent parmi les éléments de passif à court terme du bilan, dans la rubrique Emprunts.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont, dans un premier temps, évalués à leur juste valeur, puis comptabilisés à leur coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation

L'Organisation compense un actif et un passif financier et présente un solde net si, et seulement si, elle dispose d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

2.11 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque l'Organisation a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il existe un grand nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire à l'extinction de ces obligations est déterminée en considérant cet ensemble d'obligations comme un tout. Même si la probabilité de sortie pour chacun des éléments considérés isolément est faible, il peut être probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cet ensemble d'obligations.

Les montants des provisions sont calculés en fonction de la valeur actuelle des dépenses attendues que l'Organisation pense nécessaires pour éteindre l'obligation, en utilisant un taux reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à cette obligation. L'augmentation de la valeur d'une provision pour refléter l'écoulement du temps est comptabilisée en coûts d'emprunt.

2.12 Pensions de retraite

L'Organisation a mis en place un régime à cotisations déterminées, dont les actifs sont détenus dans une caisse de retraite en fiducie distincte. Ce régime à cotisations déterminées est financé par l'Organisation. Un régime à cotisations déterminées est un régime de retraite en vertu duquel l'Organisation verse des cotisations fixes à une entité distincte. La CPS n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si la caisse n'a pas assez d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice considéré ou les exercices antérieurs. Les cotisations de l'Organisation à ce régime de retraite sont portées au compte de résultat de l'exercice concerné. La CPS n'a plus d'obligation de paiement une fois que les cotisations ont été versées. Le régime à cotisations déterminées est régi par le Règlement de la Caisse de prévoyance du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique.

2.13 Passif à long terme - Prêts au logement

Emprunts

Les emprunts contractés pour les logements du personnel sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des frais de transaction. Ils sont ensuite imputés à leur coût amorti. Tout écart entre les recettes et le montant du remboursement est comptabilisé de façon linéaire, sur toute la durée de l'emprunt. Les emprunts figurent parmi les éléments de passif à court terme, sauf lorsque l'Organisation dispose d'un droit inconditionnel de retarder le règlement de la dette pendant une durée d'au moins 12 mois suivant la date d'établissement du bilan.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement liés aux bâtiments sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.14 Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

L'Organisation procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant sont analysées ci-après.

a) Avantages sociaux des agents

Les montants à prévoir au titre des salaires et des congés annuels, qui doivent être réglés dans un délai de 12 mois suivant la date d'établissement du bilan, sont comptabilisés dans les effets à payer, compte de régularisation et provisions pour les services rendus par le personnel jusqu'à la date de clôture et sont calculés en fonction des sommes qui devraient être payées au moment où ces montants sont fixés.

Le passif pour le rapatriement des expatriés est calculé en fonction des prix estimés des billets d'avion, des frais de voyage et de l'indemnité de déménagement. Aucun taux d'actualisation n'a été appliqué.

La provision pour les congés dans les foyers des expatriés est calculée sur trois ans, en utilisant une estimation de la taille moyenne des familles et des prix des billets d'avion.

3. Gestion du risque financier

Facteurs de risques financiers

L'Organisation est exposée à une multitude de risques financiers, à savoir : le risque de marché (comme le risque de change), le risque de crédit, le risque de liquidité. Le programme de gestion des risques de la CPS, qui est axé sur le caractère imprévisible des marchés financiers, vise à réduire au minimum les effets potentiellement défavorables sur la santé financière de l'Organisation.

Le CRGA définit les principes de gestion des risques, ainsi que les politiques portant sur des questions particulières.

a) Risque de marché

Risques de change

L'Organisation est exposée au risque de change induit par les fluctuations du cours de change, et notamment du cours du dollar des États-Unis d'Amérique, du dollar australien et du dollar néo-zélandais. Elle est en particulier exposée au risque de change induit par les dons et transactions et les actifs et passifs enregistrés.

2.15 Réserves

Trois catégories de réserves sont détenues conformément à la politique de l'Organisation en matière de réserves :

a) le **Fonds de réserve générale** regroupe l'ensemble des fonds liés aux activités inscrites au budget ordinaire, non affectés à un fonds particulier ;

b) les **Fonds particuliers sont constitués des fonds destinés à des utilisations particulières** et qui ne sont, en règle générale, pas disponibles pour d'autres fins que celles qui sont précisées ;

c) les **Fonds spéciaux regroupent** les montants cumulés réalisés au titre d'activités autofinancées (Gestion immobilière et Économat). Les recettes et les frais encourus au titre de ces activités n'apparaissent pas dans l'état des recettes et des dépenses liées aux activités courantes.

2.16 État des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie fait partie intégrante des états financiers. Il donne des informations sur les mouvements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de l'Organisation. Voici quelques définitions des termes employés dans l'état des flux de trésorerie

- **Les postes d'exploitation** recouvrent l'ensemble des transactions et toutes les autres activités ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.
- **Les placements** recouvrent les activités relatives à l'achat, à la maintenance et à la cession de biens immobiliers, d'installations et d'équipements, et de placements. Les placements peuvent inclure des titres ne répondant pas à la définition de la trésorerie.
- **La trésorerie et les équivalents de trésorerie** comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme, très liquides.

Pour maîtriser le risque de change, la CPS a ouvert des comptes bancaires en plusieurs monnaies afin de profiter de l'issue la plus favorable et de régler les engagements libellés en devises étrangères dans la devise utilisée par le bailleur pour verser des fonds.

Par ailleurs, une réserve pour variation de change a été créée (dans les Fonds particuliers) pour faire face aux fluctuations défavorables qui pourraient se produire dans les années à venir.

b) Risque de crédit

La direction a mis en place une politique en matière de crédit et le risque de crédit est évalué en permanence. Pour ce qui est des comptes clients, le risque de crédit est limité, puisque les contributions statutaires dues par les pays membres sont considérées comme des dettes souveraines. À la date de clôture, le risque de crédit était peu important.

c) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver un niveau suffisant de liquidités et de disposer

de ressources financières grâce à un montant d'espèces et des facilités de crédit appropriés.

d) Risque de flux de trésorerie et risque de taux d'intérêt

Étant donné que le passif productif d'intérêts de la CPS est réduit, les dépenses et les flux de trésorerie d'exploitation de l'Organisation sont en grande partie indépendants des fluctuations des taux d'intérêt du marché.

La CPS est exposée à un risque de taux d'intérêt induit par les éléments d'actif productifs d'intérêts (qui figurent dans la rubrique Trésorerie et équivalents de trésorerie). Les taux d'intérêt variables font courir à l'Organisation un risque de flux de trésorerie.

Les placements de fonds liquides sont limités aux institutions financières présentant un bon niveau de solvabilité.

4. Passif éventuel

Le Secrétariat général n'a pas de passif éventuel au 31 décembre 2014.

5. Engagements

Engagement de capitaux

Au 31 décembre 2014, le Secrétariat général a engagé des capitaux à hauteur de 325 231 UCOM pour effectuer des travaux de climatisation dans les locaux de Nouméa.

6. Assurance

Le Secrétariat général a souscrit une assurance équivalant à la valeur de remplacement de ses immobilisations.

7. Événements survenant après la date de clôture des comptes

Depuis la fin de l'exercice, il n'est pas intervenu de circonstance, autre que celle qui est mentionnée dans les états financiers ou les notes y afférentes, qui ait eu ou pourrait avoir une incidence majeure sur les activités du Secrétariat général, les résultats de ces activités ou la bonne marche du Secrétariat général au cours des exercices futurs.

Informations supplémentaires

Recettes par source de financement pour l'exercice 2014 (en UCOM)

| MEMBRES DE LA CPS | Statutaire | Recettes non statutaires | Total | % des recettes totales | Équivalence en USD** |
|-------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|------------------------|----------------------|
| MEMBRES DE LA CPS | | | | | |
| MEMBRES MÉTROPOLITAINS | | | | | |
| Australie | 10 810 000 | 10 507 509 | 21 317 509 | 28.85 % | 21 723 743 |
| France | 2 863 920 | 238 477 | 3 102 397 | 4.20 % | 3 161 517 |
| Nouvelle-Zélande | 2 050 000 | 4 874 084 | 6 924 084 | 9.37 % | 7 056 032 |
| Étas-Unis d'Amérique | 1 417 665 | 1 305 058 | 2 722 723 | 3.69 % | 2 774 608 |
| MEMBRES INSULAIRES | | | | | |
| Samoa américaines | 63 000 | 4 208 | 67 208 | 0.09 % | 68 489 |
| Îles Cook | 52 000 | 4 360 | 56 360 | 0.08 % | 57 434 |
| États fédérés de Micronésie | 63 000 | 5 104 | 68 104 | 0.09 % | 69 402 |
| Fidji | 193 600 | 33 015 | 226 615 | 0.31 % | 230 933 |
| Polynésie française | 130 000 | 195 537 | 325 537 | 0.44 % | 331 741 |
| Guam | 69 000 | 4 609 | 73 609 | 0.10 % | 75 012 |
| Kiribati | 69 300 | 4 629 | 73 929 | 0.10 % | 75 338 |
| Îles Marshall | 52 000 | 3 473 | 55 473 | 0.08 % | 56 530 |
| Nauru | 55 100 | 3 680 | 58 780 | 0.08 % | 59 900 |
| Nouvelle-Calédonie | 640 000 | 196 801 | 836 801 | 1.13 % | 852 747 |
| Niue | 42 000 | 2 805 | 44 805 | 0.06 % | 45 659 |
| Îles Mariannes du Nord | 63 000 | 4 208 | 67 208 | 0.09 % | 68 489 |
| Palau | 52 000 | 3 473 | 55 473 | 0.08 % | 56 530 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 360 000 | 442 231 | 802 231 | 1.09 % | 817 519 |
| Pitcairn | 42 000 | 2 805 | 44 805 | 0.06 % | 45 659 |
| Samoa | 86 600 | 5 784 | 92 384 | 0.13 % | 94 145 |
| Îles Salomon | 136 600 | 10 041 | 146 641 | 0.20 % | 149 435 |
| Tokelau | 55 100 | 3 680 | 58 780 | 0.08 % | 59 900 |
| Tonga | 75 600 | 27 859 | 103 459 | 0.14 % | 105 431 |
| Tuvalu | 55 100 | 42 624 | 97 724 | 0.13 % | 99 586 |
| Vanuatu | 86 600 | 5 784 | 92 384 | 0.13 % | 94 145 |
| Wallis et Futuna | 42 000 | 4 665 | 46 665 | 0.06 % | 47 554 |
| TOTAL MEMBRES | 19 625 185 | 17 936 503 | 37 561 688 | | 38 277 477 |

Recettes par source de financement pour l'exercice 2014 (suite)

| NON MEMBRES | | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|------------------------|----------------------|
| | Statutaire | Non statutaire | Total | % des recettes totales | Équivalence en USD** |
| AAMP (Agence des Aires Maritimes Protégées) | - | 37 589 | 37 589 | 0,05 % | 38 305 |
| ACIAR | - | 1 042 140 | 1 042 140 | 1,41 % | 1 061 999 |
| BAsD | - | 262 531 | 262 531 | 0,36 % | 267 534 |
| AFD | - | 593 912 | 593 912 | 0,80 % | 605 230 |
| Centre asiatique de préparation aux catastrophes | - | 30 546 | 30 546 | 0,04 % | 31 128 |
| Bureau australien de météorologie | - | 657 288 | 657 288 | 0,89 % | 669 814 |
| Centres de lutte contre la maladie des États-Unis (CDC) | - | 244 050 | 244 050 | 0,33 % | 248 701 |
| Fonds du Commonwealth | - | 175 086 | 175 086 | 0,24 % | 178 423 |
| CTA | - | 67 205 | 67 205 | 0,09 % | 68 486 |
| UE | - | 19 310 476 | 19 310 476 | 26,14 % | 19 678 463 |
| FAO | - | 449 351 | 449 351 | 0,61 % | 457 914 |
| FFA | - | 583 249 | 583 249 | 0,79 % | 594 364 |
| Fonds Pacifique | - | 29 833 | 29 833 | 0,04 % | 30 402 |
| Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (FIP) | - | 29 048 | 29 048 | 0,04 % | 29 602 |
| Fonds mondial | - | 6 173 798 | 6 173 798 | 8,36 % | 6 291 448 |
| Agence allemande de coopération technique (GIZ) | - | 714 895 | 714 895 | 0,97 % | 728 518 |
| FIDA | - | 157 615 | 157 615 | 0,21 % | 160 619 |
| OMI | - | 102 852 | 102 852 | 0,14 % | 104 812 |
| ICLARM | - | 46 028 | 46 028 | 0,06 % | 46 905 |
| ISSF | - | 623 531 | 623 531 | 0,84 % | 635 413 |
| Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) | - | 45 320 | 45 320 | 0,06 % | 46 184 |
| Université James Cook | - | 45 264 | 45 264 | 0,06 % | 46 127 |
| Japon | - | 140 456 | 140 456 | 0,19 % | 143 133 |
| Service des pêches de la Papouasie-Nouvelle-Guinée | - | 99 734 | 99 734 | 0,13 % | 101 635 |
| OCDE | - | 36 815 | 36 815 | 0,05 % | 37 517 |
| Autres partenaires | - | 886 890 | 886 890 | 1,20 % | 903 791 |
| PROE | - | 41 475 | 41 475 | 0,06 % | 42 265 |
| Nations Unies - Autres | - | 334 400 | 334 400 | 0,45 % | 340 772 |
| PNUD | - | 383 889 | 383 889 | 0,52 % | 391 205 |
| UNESCO | - | 19 275 | 19 275 | 0,03 % | 19 642 |
| UNICEF | - | 152 821 | 152 821 | 0,21 % | 155 733 |
| Université de Guam | - | 73 675 | 73 675 | 0,10 % | 75 079 |
| WCPFC | - | 1 745 912 | 1 745 912 | 2,36 % | 1 779 183 |
| Banque mondiale | - | 820 310 | 820 310 | 1,11 % | 835 942 |
| Organisation mondiale de la Santé | - | 164 266 | 164 266 | 0,22 % | 167 396 |
| NON MEMBRES | - | 36 321 525 | 36 321 525 | | 37 013 681 |
| Autres recettes | - | - | - | | - |
| TOTAL RECETTES | 19,625,185 | 54 258 028 | 73 883 213 | 100 % | 75 291 158 |

* 1 USD = 98,13 francs CFP

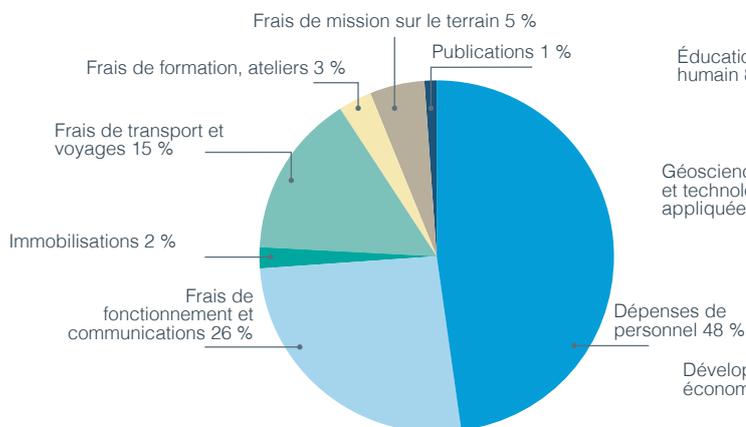
Informations statistiques

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|
| 1 PROFIL DU PERSONNEL | | | | | | | |
| A. SEXE | | | | | | | |
| Femmes | 197 | 200 | 239 | 273 | 289 | 311 | 328 |
| Hommes | 197 | 196 | 212 | 279 | 294 | 293 | 326 |
| Total | 394 | 396 | 451 | 552 | 583 | 604 | 654 |
| Pourcentage de femmes | 50 % | 51 % | 53 % | 49 % | 50 % | 51 % | 50 % |
| Pourcentage d'hommes | 50 % | 49 % | 47 % | 51 % | 50 % | 49 % | 50 % |
| POSTES À RECRUTEMENT INTERNATIONAL | | | | | | | |
| Femmes | 78 | 71 | 110 | 93 | 106 | 112 | 125 |
| Hommes | 128 | 120 | 162 | 167 | 178 | 183 | 209 |
| Total | 206 | 191 | 272 | 260 | 284 | 295 | 334 |
| Pourcentage de femmes | 38 % | 37 % | 40 % | 36 % | 37 % | 38 % | 37 % |
| Pourcentage d'hommes | 62 % | 63 % | 60 % | 64 % | 63 % | 62 % | 63 % |
| B. NATIONALITÉ/CATÉGORIE DE PERSONNEL | | | | | | | |
| Océaniens | 93 | 89 | 152 | 139 | 160 | 145 | 156 |
| Autres | 113 | 102 | 120 | 121 | 124 | 150 | 178 |
| Total recrutés à l'international | 206 | 191 | 272 | 260 | 284 | 295 | 334 |
| Pourcentage d'Océaniens | 45 % | 47 % | 56 % | 53 % | 56 % | 49 % | 47 % |
| Pourcentage Autres | 55 % | 53 % | 44 % | 47 % | 44 % | 51 % | 53 % |
| Total recruté à l'échelon local | 188 | 205 | 179 | 292 | 299 | 309 | 320 |
| Total | 394 | 396 | 451 | 552 | 583 | 604 | 654 |
| Pourcentage recruté à l'échelon international | 52 % | 48 % | 60 % | 47 % | 49 % | 49 % | 51 % |
| Pourcentage recruté à l'échelon local | 48 % | 52 % | 40 % | 53 % | 51 % | 51 % | 49 % |
| C. DIVISION | | | | | | | |
| Bureau du Directeur général | 2 | 4 | 2 | 46 | 43 | 40 | 33 |
| Services généraux | 53 | 67 | 70 | 89 | - | - | - |
| Gestion des divisions/soutien | 46 | 46 | 61 | 57 | - | - | 12 |
| Opérations et gestion | - | - | - | - | 145 | 167 | 163 |
| Ressources sociales | 59 | 62 | 60 | - | - | 0 | 0 |
| Pêche, aquaculture et écosystèmes marins | 76 | 74 | 66 | 82 | 85 | 88 | 84 |
| Ressources terrestres | 95 | 71 | 72 | 59 | 69 | 83 | 91 |
| Santé publique | 63 | 72 | 64 | 54 | 57 | 45 | 56 |
| Développement économique | - | - | 29 | 28 | 31 | 31 | 43 |
| Géosciences et technologies appliquées | - | - | 0 | 68 | 64 | 77 | 91 |
| Éducation, formation et développement | - | - | 27 | 69 | 70 | 55 | 59 |
| Statistique pour le développement | - | - | - | - | 19 | 18 | 22 |
| Total | 394 | 396 | 451 | 552 | 583 | 604 | 654 |

Informations statistiques (suite)

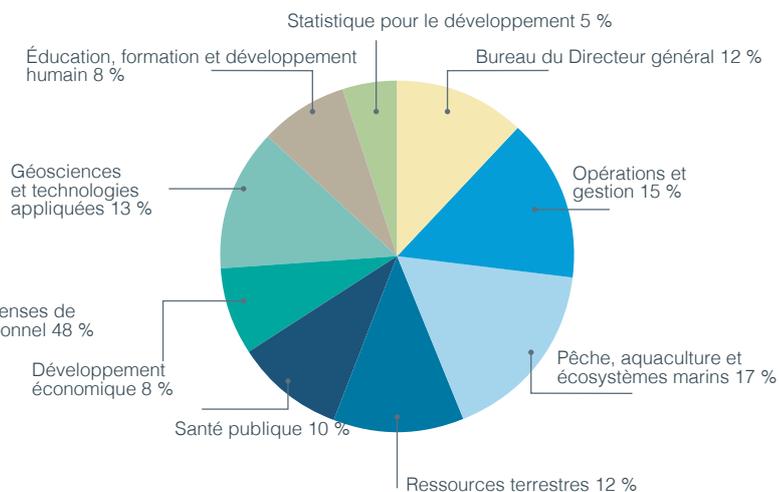
| 2. PROFIL DE FINANCEMENT ENGAGÉ | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| | Montants réels | Montants réels | Montants réels |
| A. CATÉGORIE DE RECETTES (en UCOM) | | | | | | | |
| Recettes statutaires : | | | | | | | |
| Contributions statutaires | 8 221 832 | 8 221 832 | 8 714 673 | 9 427 370 | 9 481 332 | 10 693 900 | 11 431 265 |
| Intérêts bancaires | 460 041 | 175 938 | 310 393 | 419 215 | 595 492 | 481 100 | 230 077 |
| Redevance administrative | 1 522 068 | 2 022 113 | 2 383 690 | 2 919 799 | 3 786 297 | 3 265 200 | 4 091 376 |
| Divers/Tranferts | 1 798 568 | 1 468 596 | 2 695 911 | 2 374 622 | 1 783 548 | 10 689 619 | 10 613 213 |
| Total recettes statutaires | 12 002 509 | 11 888 479 | 14 104 667 | 15 141 006 | 15 646 669 | 25 129 819 | 26 365 931 |
| Recettes non statutaires | 46 098 743 | 62 834 627 | 70 041 870 | 75 366 611 | 98 475 588 | 82 967 711 | 57 527 083 |
| Total recettes | 58 101 252 | 74 723 106 | 84 146 537 | 90 507 617 | 114 122 257 | 108 097 530 | 83 893 014 |
| Pourcentage des recettes statutaires | 21 % | 16 % | 17 % | 17 % | 14 % | 23 % | 31 % |
| Pourcentage des contributions statutaires | 14 % | 11 % | 10 % | 10 % | 8 % | 10 % | 14 % |

État des dépenses par activité pour 2014



| Activité | UCOM |
|---|-------------------|
| Dépenses de personnel | 39 238 845 |
| Frais de fonctionnement et communications | 21 352 529 |
| Immobilisations | 1 774 239 |
| Frais de transport et voyages | 12 571 457 |
| Frais de formation ateliers | 2 447 482 |
| Frais de mission sur le terrain | 3 773 283 |
| Publications | 520 584 |
| Total | 81 678 419 |

État des dépenses par division pour 2014



| Programme | UCOM |
|--|-------------------|
| Bureau du Directeur général | 10 136 500 |
| Opérations et gestion | 12 313 830 |
| Pêche, aquaculture et écosystèmes marins | 13 678 515 |
| Ressources terrestres | 9 519 891 |
| Santé publique | 8 474 202 |
| Développement économique | 6 258 832 |
| Géosciences et technologies appliquées | 10 388 032 |
| Éducation, formation et développement | 6 840 236 |
| Statistique pour le développement | 4 068 381 |
| Total | 81 678 419 |

CAISSE DE PRÉVOYANCE

ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORTS
DES VÉRIFICATEURS DES COMPTES
POUR L'EXERCICE 2014



AMK/LK/A15.0978

RAPPORT DE VÉRIFICATION INDÉPENDANTE DES COMPTES DU FONDS DE PREVOYANCE À L'ORGANE DIRECTEUR DU SECRETARIAT DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

Nous avons contrôlé les comptes annuels du Fonds de Prévoyance du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (« CPS ») joints au présent rapport, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2014, l'état des recettes et des dépenses, et l'état des mouvements de trésorerie du fonds pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales procédures comptables et d'autres notes annexes.

Responsabilité du Directeur général au regard des états financiers

Le Directeur général de la CPS est tenu d'élaborer et de présenter fidèlement les comptes annuels du Fonds, conformément aux dispositions du Règlement financier de l'Organisation afférents au Fonds. Ace titre, il doit mettre en œuvre et veiller à l'application du dispositif de contrôle interne relatif à l'élaboration et à la présentation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives commises par fraude ou par erreur, choisir et appliquer les procédures comptables appropriées et procéder à des estimations comptables raisonnables au vu des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer notre opinion sur ces comptes. Nous avons conduit notre audit conformément aux normes internationales d'audit et aux dispositions du Règlement financier de l'Organisation afférents au Fonds. Selon ces normes et ces dispositions, nous sommes tenus de respecter les règles éthiques relatives à l'audit des comptes, et de planifier et de réaliser cet audit de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Pour déterminer les procédures, l'auditeur met en œuvre son jugement professionnel après évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers, commises par fraude ou par erreur. Pour évaluer ces risques, le vérificateur examine le contrôle interne applicable à la préparation et à la présentation fidèle des états financiers de l'organisation, afin de concevoir des procédures de vérification appropriées au contexte, mais non pour se prononcer sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisation pris séparément. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

PricewaterhouseCoopers Audit Calédonie, 6 rue Jean Jaurès, B.P. 4049 - 98846 NOUMEA Nouvelle-Calédonie
T : +687 286100, F : +687 286199, nccontacts@nc.pwc.com

Société de Commissaires aux comptes, Membre de la Compagnie Régionale de Nouméa. RCS Nouméa B 329862 - Ridet 329862.001



Opinion sur les comptes

À notre avis,

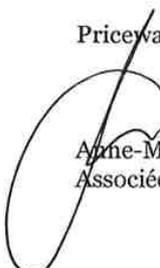
- a) les états financiers du Fonds de Prévoyance du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique ont été préparés dans tous leurs aspects significatifs pour présenter la situation financière du Fonds au 31 décembre 2014, ainsi que ses résultats pour l'exercice s'achevant à cette date, en conformité avec les articles du Règlement financier de l'Organisation afférents au Fonds ; et
- b) les registres comptables ont été tenus conformément à l'article 38 du Règlement financier de l'Organisation.

Autres Informations

Excepté la vérification indépendante des comptes de l'Organisation (dont celle des projets), nous ne fournissons aucun autre service au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique,

Nouméa, le 4 septembre 2015

PriceWaterhouseCoopers Audit Calédonie



Anne-Marie Klotz
Associée

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
Caisse de prévoyance

| BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM) | 2014 | 2013 |
|--|------------------|------------------|
| ACTIF | | |
| Placements | | |
| Dépôts à terme - Nouméa | 4 950 000 | 4 800 000 |
| Dépôts à terme - Suva | 3 412 239 | 2 885 761 |
| Prêts aux adhérents - Nouméa | 72 841 | 106 915 |
| Prêts aux adhérents - Suva | 175 163 | 151 268 |
| Prêts à la CPS - Nouméa | 213 732 | 247 122 |
| Prêts à la CPS - Suva | - | - |
| Liquidités sur comptes courants | | |
| Nouméa | 260 246 | 280 608 |
| Suva | 105 058 | 131 982 |
| Intérêts à recevoir et autres | | |
| Nouméa | 46 198 | 2 644 |
| Suva | 25 994 | 24 512 |
| TOTAL ACTIF | 9 261 471 | 8 630 812 |
| MOINS PASSIF | | |
| Intérêts comptabilisés d'avance - Nouméa | (3) | (920) |
| Intérêts comptabilisés d'avance - Suva | (4 378) | (201 720) |
| Autres | (276) | - |
| ACTIF NET DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE | 9 256 814 | 8 428 172 |
| SOIT : | | |
| Solde des comptes des adhérents - Nouméa | 5 542 738 | 5 234 649 |
| Solde des comptes des adhérents - Suva | 3 714 076 | 3 193 523 |
| TOTAL SOLDE DES COMPTES DES ADHÉRENTS | 9 256 814 | 8 428 172 |



Colin Tukuitonga
DIRECTEUR GÉNÉRAL



Cameron Diver
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
(OPÉRATIONS ET GESTION)

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
Caisse de prévoyance

| ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES AU 31 DÉCEMBRE 2014 (en UCOM) | 2014 | 2013 |
|---|----------------|----------------|
| RECETTES | | |
| Intérêts perçus - Nouméa | 92 550 | 70 523 |
| Intérêts perçus - Suva | 103 247 | 98 462 |
| TOTAL INTÉRÊTS PERÇUS | 195 797 | 168 985 |
| MOINS DÉPENSES | | |
| Frais bancaires - Nouméa | (193) | (1 278) |
| Frais bancaires - Suva | (453) | (277) |
| | (646) | (1 555) |
| RECETTES NETTES TRANSFÉRÉES AU COMPTE D'AFFECTATION | 195 151 | 167 430 |
| COMPTE D'AFFECTATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014 | | |
| RECETTES NETTES PROVENANT DE L'ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES | | |
| Nouméa | 92 357 | 69 245 |
| Suva | 102 794 | 98 185 |
| | 195 151 | 167 430 |
| INTÉRÊTS VERSÉS AUX ADHÉRENTS | | |
| Intérêts crédités aux comptes des adhérents | | |
| Période de 6 mois échue au 30 juin - Nouméa | (46 178) | (53 943) |
| Période de 6 mois échue au 30 juin - Suva | (51 397) | (49 093) |
| Période de 6 mois échue au 31 décembre - Nouméa | (46 179) | (15 302) |
| Période de 6 mois échue au 31 décembre - Suva | (51 397) | (49 092) |
| | (195 151) | (167 430) |

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
Caisse de prévoyance

| COMPTES DES ADHÉRENTS | | |
|--|-------------|-------------|
| MOUVEMENTS AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014 | 2014 | 2013 |
| SOLDE D'OUVERTURE AU 1^{er} JANVIER | | |
| Cotisations des adhérents et intérêts | 4 378 906 | 5 312 778 |
| Ajustement du solde d'ouverture des cotisations des adhérents - Nouméa | (2 189 700) | - |
| Contributions de la CPS | 4 049 266 | 2 902 834 |
| Ajustement du solde d'ouverture des contributions de la CPS - Nouméa | 2 189 700 | - |
| | 8 428 172 | 8 215 612 |
| SOMMES VERSÉES | | |
| Cotisations des adhérents - Nouméa | 775 224 | 790 280 |
| Cotisations des adhérents - Suva | 727 540 | 861 515 |
| Contributions de la CPS - Nouméa | 682 613 | 618 491 |
| Contributions de la CPS - Suva | 591 559 | 678 315 |
| | 2 776 936 | 2 948 601 |
| Intérêts crédités aux adhérents - Nouméa | 92 357 | 69 245 |
| Intérêts crédités aux adhérents - Suva | 102 794 | 110 032 |
| | 195 151 | 179 277 |
| Ajustements de change - Suva | 207 085 | (283 739) |
| | | |
| SOLDE DES COMPTES DES ADHÉRENTS AVANT PAIEMENT DES INTÉRÊTS | 11 607 344 | 11 059 751 |
| DÉDUCTIONS | | |
| Investissements de la Caisse de prévoyance prélevés pendant l'exercice : | | |
| Nouméa | (758 489) | (1 191 853) |
| Suva | (1 108 426) | (1 075 423) |
| Retraits durant l'année - Nouméa | (483 615) | (364 303) |
| | | |
| TOTAL DÉDUCTIONS | (2 350 530) | (2 631 579) |
| SOLDE DE CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE | 9 256 814 | 8 428 172 |
| SOLDE DES COMPTES DES ADHÉRENTS | | |
| Cotisations des adhérents et intérêts - Nouméa | 2 872 664 | 2 679 780 |
| Cotisations des adhérents et intérêts - Suva | 1 928 099 | 1 713 371 |
| Contributions de la CPS - Nouméa | 2 670 075 | 2 554 869 |
| Contributions de la CPS - Suva | 1 775 015 | 1 508 641 |
| Ajustements de change - Suva | 10 961 | (28 489) |
| SOLDE DE CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE | 9 256 814 | 8 428 172 |

Notes relatives aux méthodes comptables

Généralités

La Communauté du Pacifique dispose, à l'intention de ses agents, d'une Caisse de prévoyance du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (« la Caisse »), qui fonctionne depuis le 1^{er} janvier 1953, et a pour but de dégager la CPS de l'obligation et/ou de la responsabilité, le cas échéant, d'assurer une retraite aux membres de son personnel.

La Caisse est gérée par le Secrétariat général qui l'administre conformément aux termes du Règlement de la Caisse de prévoyance (le « Règlement »).

Sous réserve du Règlement et de toutes les directives émises par le Secrétariat général conformément à celui-ci, le Directeur général détient et peut exercer les pouvoirs et attributions que le Règlement confère au Secrétariat général, à l'exception de l'article 26 relatif aux amendements.

Tout adhérent peut néanmoins interjeter appel de toute décision prise par le Directeur général dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions devant la Commission paritaire de recours conformément aux dispositions du chapitre XIII des Statuts du personnel.

Méthodes comptables particulières et notes relatives aux comptes de la Caisse de prévoyance

1. Exercice comptable

La période comptable correspondant à ces comptes est celle de l'exercice allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

2. Monnaie

Tous les fonds de la Caisse destinée au personnel de Nouméa, constitués des cotisations des adhérents et des contributions de l'employeur, sont investis à Nouméa en francs CFP, tandis que tous les fonds de la Caisse de prévoyance destinée au personnel de Suva sont investis à Suva en dollars fidjiens.

3. Taux de change

Aux fins de la consolidation en fin d'exercice des fonds de la Caisse de prévoyance de Suva avec ceux de la Caisse de Nouméa, les intérêts et le capital de la Caisse de Suva ont été convertis en francs CFP au taux de change fixé pour l'achat des devises en vigueur au 31 décembre 2014, soit 49 francs CFP pour un dollar fidjien.

4. Prêts consentis aux adhérents

Sont consentis aux adhérents des prêts à court terme sur les fonds placés en leur nom dans la Caisse. Conformément à la politique du Secrétariat général, les adhérents peuvent emprunter un montant équivalant à 90 % des fonds détenus en leur nom dans la Caisse, sous réserve qu'ils prennent des dispositions pour rembourser ce prêt sur une période ne pouvant dépasser 12 mois. Le taux d'intérêt annuel de ces emprunts est de 3,67 % (soit un taux supérieur de 2 % au taux moyen pondéré des intérêts perçus sur les investissements de la Caisse), au 31 décembre 2014.

5. Prêts consentis aux adhérents

Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique a contracté un emprunt auprès de la Caisse de prévoyance afin de faire l'acquisition de nouveaux logements pour son personnel en Nouvelle-Calédonie. Cet emprunt, minoré du capital remboursé, est comptabilisé dans l'actif de la Caisse. Les produits d'intérêts sont comptabilisés de façon linéaire sur toute la durée de l'emprunt dollars fidjiens.

Membres du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

Australie, Îles Cook, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Kiribati, Nauru, Niue, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis and Futuna.
